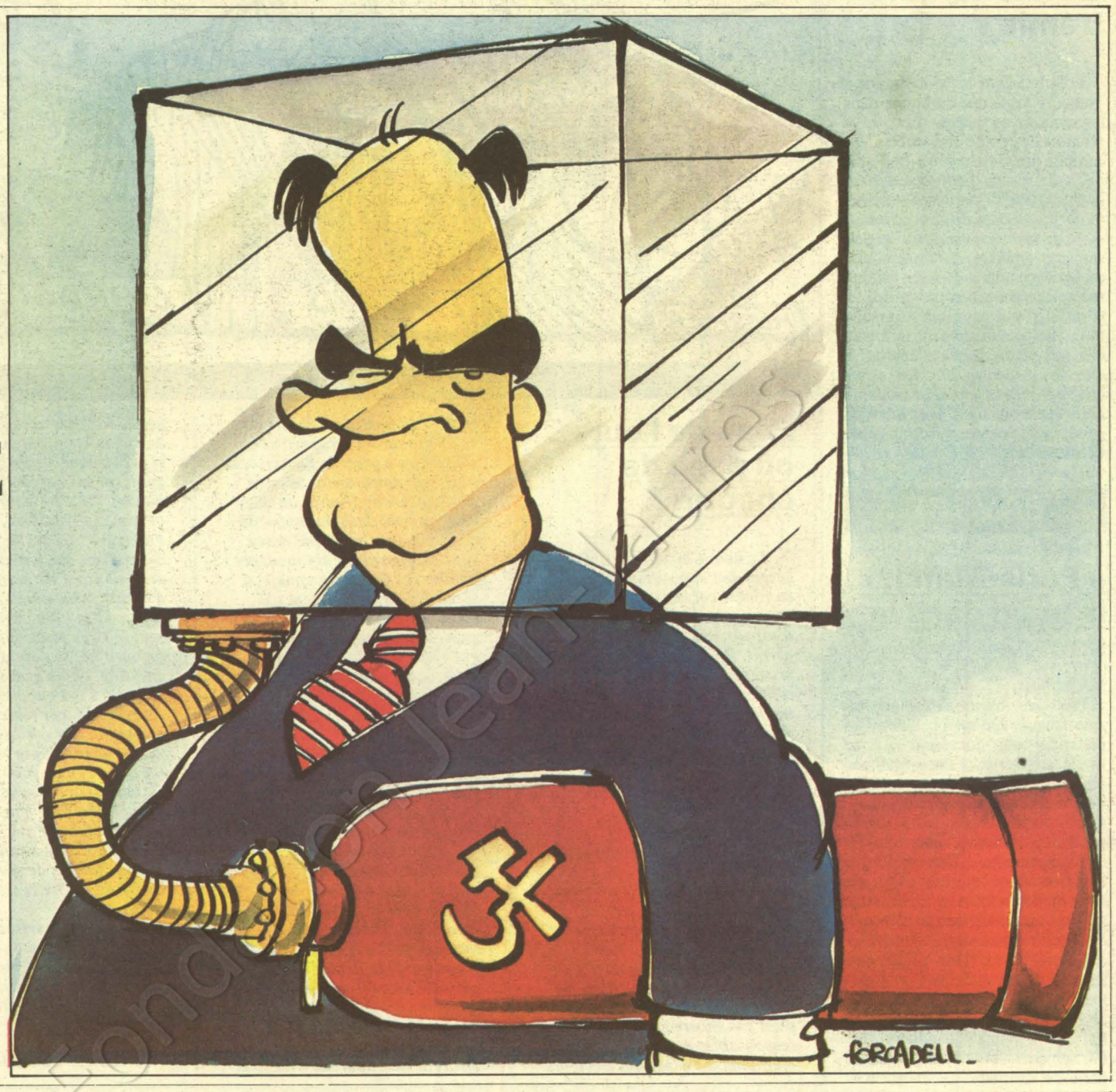
l'unité

M 2805 - N° 590 - 8 F | L'hebdomadaire du Parti socialiste | 8 février 1985

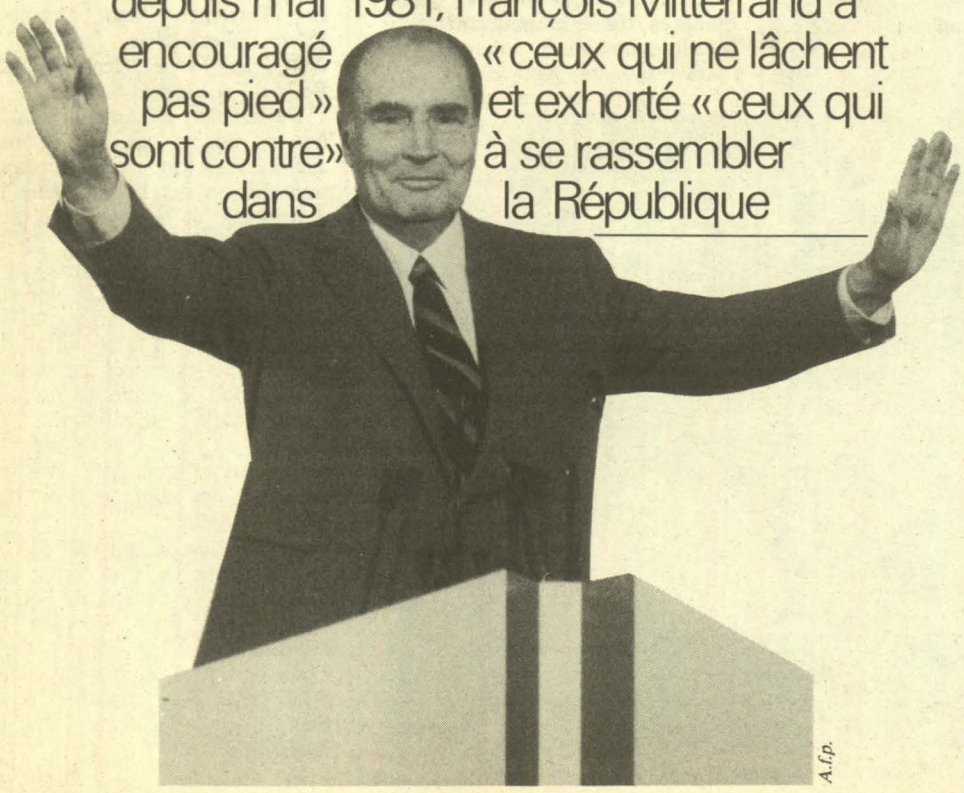
P.C.F.: UN CONGRES DE SURVIE ET DE BRICOLAGE

A quoi sert le 25e congrès qui se tient du 6 au 10 février ? Que faut-il en attendre ? Que se passera-t-il après ? Georges Lavau, professeur à l'Institut d'études politiques de Paris, spécialiste du P.c.f., répond à ces interrogations en exclusivité pour « l'Unité »



LES TRAVAUX DE PAIX DU PRESIDENT

A Rennes, lors de son premier meeting public depuis mai 1981, François Mitterrand a encouragé « ceux qui ne lâchent pas pied » et exhorté « ceux qui sont contre » à se rassembler dans la République


A.f.p.

LAOS: LE PAYS QUI MARIE BENOÎTEMENT MARX ET BOUDDHA

Pure création coloniale française, le Laos vit depuis une dizaine d'années un socialisme local tantôt dur tantôt mou. Bref si Vientiane n'est pas Byzance on y mange à sa faim, on s'y amuse et même on y prie dans des pagodes bourrées de fidèles. Les méandres du socialisme laotien n'ont pas fini d'étonner ses très dogmatiques voisins

Politique au fil des jours



P.S.

Qu'est-ce qu'on frémit...

Frémissement ? Mobilisation ? Toujours est-il que ça bouge dans les sections socialistes. Lors de la réunion de remise des cartes dans certains arrondissements de Paris, on a revu des têtes qui avaient quelque peu disparu ces derniers mois. Pas encore de quoi pavoiser, mais de quoi contrecarrer le pessimisme ambiant. Les sceptiques ou les déçus du socialisme ont été avant tout échaudés par la droite. Alors il n'y a pas trente-six solutions. Et puis finalement si, à gauche, on recommence à relever la tête, c'est peut-être aussi parce que, dans l'ensemble, le bilan du gouvernement tient largement la route. Il a vraiment raison, Chirac, de s'inquiéter.

BAVURE

« Paris-Match », la main dans le sac

Pour une bavure, c'est une sacrée bavure. Un scoop bidon, un prétendu vrai document qui se révèle archi-faux. « Paris-Match », dans son numéro de la semaine dernière, publie une photo sous le titre : « Exclusif : juin 1983, sur les quais de la Seine, une réunion d'Action directe ». Une photo que l'hebdomadaire affirme avoir été prise quelques jours après le meurtre de l'avenue Trudaine, revendiqué par l'organisation terroriste en décembre 1984. Une photo sur laquelle on ne reconnaît pratiquement personne, sauf un journaliste de « Libération », Michel Chemin. Et « Paris-Match » s'indigne vertueusement, et « Paris-Match » parle de « véritable provocation ». Seulement, il y a un os. Le cliché a bien été pris quai de la Tournelle, mais le 15 avril 1982. Il ne s'agissait pas d'Action directe, mais du rassemblement d'un comité de soutien à Michel Jacquot, inculpé dans le procès Breguet (Bruno Breguet et Magdalena Kopp étaient accusés de transport et détention d'armes et d'explosifs). Michel Chemin assistait à cette réunion avec un photographe pour le compte de son journal. Voilà comment on réécrit l'histoire. Et une bavure de plus, une !

M.D.

DROITE

Peau de l'ours ou peau de chagrin ?

Jacques Chirac a raison : le succès de l'opposition en 1986, considéré comme déjà acquis par bien des dirigeants de celle-ci, n'est pas aussi évident qu'il y paraît. Bien sûr, cette soudaine prudence du chef du R.p.r. contient une large part de tactique, l'obsession permanente de chacun des trois cavaliers de la droite, même lorsqu'ils se retrouvent à deux sur une tribune, le troisième ayant, comme par hasard, d'autres chats à fouetter ce jour-là, étant de se démarquer par rapport aux deux autres.

Mais dans ce refus de Chirac de se lancer dans la politique-fiction qui occupe tellement les esprits d'une certaine classe politique, il y a peut-être aussi la conscience de plus en plus claire que la partie n'est pas encore gagnée. Les responsables du R.p.r. ont beau multiplier à l'usage des électeurs (nous y reviendrons) des textes virulents sur « l'incapacité des socialistes à gérer la France », ils sont sans doute moins assurés que naguère de trouver un écho enthousiaste dans une majorité de l'opinion. On n'a pas assez souligné que plusieurs sondages publiés ces dernières semaines, même quand ils n'étaient pas spécialement favorables à la gauche, ont montré que le plus grand nombre des personnes interrogées ne se faisaient guère d'illusions sur la capacité de la droite à faire mieux. Et le dernier sondage Sofres « Figaro-Magazine » confirme que si François Mitterrand et Laurent Fabius opèrent une remontée, Jacques Chirac connait une chute sensible, et Giscard d'Estaing une inquiétante stagnation.

C'est que sans doute les premiers résultats positifs enregistrés dans plusieurs secteurs de l'économie et que le président de la République a rappelés avec force dans son discours sur « l'état de la France », vendredi dernier à Rennes, commencent à entraîner une réflexion nouvelle chez ceux qui ne sont pas aveuglés par un antisocialisme systématique : et si la politique menée par le gouvernement actuel était bien la bonne ? Ce n'est pour l'instant qu'une interrogation, pas encore une conviction qui ne pourra se concrétiser que lorsque d'autres points auront été marqués et d'abord, évidemment, dans la lutte contre le chômage. Mais le seul fait que beaucoup aujourd'hui se posent ce type de question, qu'un grand nombre de ceux qui s'étaient plus ou moins retirés sous leur tente expriment à nouveau leur curiosité — le succès de la campagne du P.s. « En direct avec vous » est significatif à cet égard — indique bien que quelque chose est en train de changer qui a de quoi inquiéter l'opposition et inciter les plus lucides de ses membres à cesser de vendre la peau de l'ours...

Ne nous gargarisons pas trop de ce « frémissement ». Mais prenons-en acte. A cinq semaines des élections cantonales, c'est un encouragement à mettre les bouchées doubles.

CLAUDE ESTIER

LE PEN

On a les amis qu'on peut...

Jean-Marie Le Pen a bien du souci avec ses amis. Après le militant du Front national candidat aux élections cantonales dans le Lot-et-Garonne inculpé tout récemment pour avoir agressé un couple de vieillards, voici l'espion roumain découvert par « le Matin ». Son nom : Gustav Pordea. Un homme de 70 ans, aujourd'hui député européen, puisqu'il a été élu en juin dernier sur la liste de Jean-Marie Le Pen.

Selon Ion Mihai Pacepa, exnuméro deux des services secrets roumains (exilé depuis) qu'une journaliste du « Matin », Agathe Logaert, a retrouvé, Pordea était un « agent d'influence » à la solde de Bucarest dans les années 1960-1970. Par ailleurs chargé, affirme Pacepa, d'infiltrer les milieux exilés roumains. Réponse de Jean-Marie Le Pen, longuement interrogé sur cette histoire au Club de la Presse d'Europe n° 1 du dimanche 3 février : « Ce ne sont que ragots et accusations réciproques », coutumiers dans les milieux de l'immigration. Agent d'influence ? Le Pen tient sa riposte : « Le Matin » connaît bien les agents d'influence soviétiques. Il soutenait les quatre agents du K.g.b. qui étaient ministres communistes dans le gouvernement socialo-communiste, mais il a maintenant des « pudeurs de jeune fille ». Seigneur, quelle analyse politique ! En attendant, Jean-Marie Le Pen est loin d'être sorti de l'auberge roumaine. On a les amis qu'on mérite...

M.D.



Pascal Lebrun

Michel Charzat, Lionel Jospin et Luc Soubré lors de la présentation du comité de parrainage du colloque sur « la société française et son école.

COLLOQUE

« L'Etat et la liberté ». Ça, c'est un beau sujet

A l'issue du colloque organisé ce week-end à l'hôtel Méridien de Paris, et placé sous la présidence de Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation, on devrait en savoir un peu plus sur la question. Grâce, notamment, aux interventions de Pierre Bérégovoy, ministre de l'Economie et des Finances, Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat à la Fonction publique et aux Réformes administratives, Lionel Jospin, premier secrétaire du P.s., et Michel Charzat, secrétaire national du parti au secteur public. Samedi et dimanche, on parlera Etat, administration, décentralisation, service public... Un colloque qui s'annonce passionnant.

ECOLE

Rassembler toutes les énergies

Renouveler l'attachement des socialistes à l'école, d'autant plus qu'elle est attaquée et qu'elle s'interroge sur elle-même. Ainsi, le P.s. annonce pour le mois de juin un colloque sur « la société française et son école ».

Un colloque qui sera préparé avec minutie, en faisant appel à des témoignages et en organisant des rencontres régionales en avril. L'objectif : rassembler toutes les énergies.

La composition du comité de parrainage permet déjà d'augurer le meilleur. Près de soixante noms d'intellectuels, d'industriels, d'élus... Côte à côte, des personnalités aussi diverses que Colette Audry, Roland Castro, Jean Deflossieux, Claude Duneton, Maurice Duverger, Alain Geismar, Pierre Jakez-Hélias, Jacques Le Goff, Paul Milliez, Jean Riboud, Bertrand et Laurent Schwartz...

Rassembler, c'est aussi réconcilier les valeurs que l'on oppose aujourd'hui à tort, comme savoir et transmission des savoirs, réussite individuelle et réussite collective, école pour tous et école de la qualité... Car l'évolution nécessaire du système éducatif, dans une société en plein bouleversement, ne peut se faire qu'à la condition de lier ces deux exigences que sont la contribution de l'école aux progrès économiques, scientifiques et culturels du pays et la réussite du plus grand nombre, pour favoriser l'insertion des jeunes et la promotion des adultes.

Le colloque de juin veut être le lieu d'écoute de tous ceux qui s'intéressent au devenir de l'école républicaine. Pour aider à la construction d'une société avec « plus de liberté, de responsabilité et de savoir pour chacun et pour tous », comme l'a défini François Mitterrand.

F. de G.

P.C.F. : UN CONGRES DE SURVIE ET DE BRICOLAGE

PEUT-ETRE un matin entendrons-nous sur nos stations périphériques cette stupéfiante nouvelle : « Une assemblée générale des prétendus 700 000 membres du P.c.f. a décidé cette nuit de dissoudre le parti. Ils appellent les militants des autres organisations de gauche, du Kor polonais, de la Chartre 77, du Comité soviétique de surveillance des accords d'Helsinki, à constituer avec eux des centaines de milliers de comités de base afin d'examiner ensemble ce qu'il y a lieu de faire maintenant... »

On peut rêver... Georges Lavau rêvait quand il écrivait ces lignes, en conclusion de son livre « A quoi sert le Parti communiste français ? » (Fayard), au début de l'année 1981. L'« autodissolution » n'a pas eu lieu. Et tout se passe comme si mai 1981 n'avait pas eu lieu non plus, comme s'il n'y avait jamais eu de ministres communistes au gouvernement entre 1981 et 1984 : le P.c.f. est reparti de plus belle dans ses surenchères verbales et son « antisocialisme » primaire. A cette différence près que nombre de militants communistes (près de 10 % au niveau des conférences fédérales) ne sont pas d'accord et qu'ils n'ont pas manqué de le faire savoir à la direction du P.c.f. à l'occasion de la prépration du 25e congrès.

A quoi sert ce 25e Congrès, qui se tient du 6 au 10 février ? Que faut-il en attendre ? Que se passera-t-il après ? Georges Lavau, professeur à l'Institut d'études politiques de Paris, spécialiste du P.c.f., répond à ces interrogations, en exclusivité pour « l'Unité ».

« L'UNITE » : Le 15 janvier 1985, un communiqué du Bureau politique a reconnu publiquement l'existence d'une opposition interne au sein du P.c.f. Comment interprétez-vous cet aveu ?

GEORGES LAVAU : Il y a déjà plusieurs années que la direction du Parti communiste n'essaie plus de nier l'existence d'oppositions dans le parti. En 1978, Georges Marchais ne niait pas l'opposition des intellectuels communistes « assis derrière leurs bureaux ». Ne furent pas niées non plus les oppositions manifestées au sein de la Fédération de Paris (« affaire Fiszbin »). A la fin de 1982, devant une conférence des secrétaires de cellules et de sections, Georges Marchais reconnaissait que de nombreux camarades ne comprenaient pas le maintien des ministres communistes au gouvernement.

Du moment que la direction du parti a la certitude d'obtenir, lors du 25e congrès, le vote à une écrasante majorité, du projet de résolution, et du moment où elle a d'ores et déjà résolu d'écarter du prochain Comité central et des instances dirigeantes fédérales les opposants les plus irréductibles, elle n'a pas intérêt à faire le silence sur ces oppositions internes (connues de tout le monde, d'ailleurs, dès le lendemain des élections européennes). Le reconnaître publiquement, cela a deux avantages : d'abord, provoquer le réflexe de « défense patriotique » du parti contre les infidèles ; ensuite, donner satisfaction aux militants encore fidèles, mais qui n'acceptent plus les rituels d'unanimité. Et c'est affirmer que le parti est assez fort pour regarder les faits en face.

– Ce n'est pas la première fois que des courants « oppositionnels » se manifestent à l'intérieur du Parti communiste. En quoi les « rénovateurs » d'aujourd'hui innovent-ils ? Jusqu'où peuvent-ils espérer aller ? Qu'ont-ils de vraiment nouveau à proposer ?

– Jusqu'ici, je n'ai pas perçu beaucoup d'innovations dans les formes d'intervention. Ceux que les médias regroupent un peu abusivement sous le terme de « rénovateurs » sont cependant si conscients (comme d'ailleurs beaucoup d'autres communistes) que le P.c.f. a atteint le seuil de l'insignifiance qu'ils semblent bien décidés, cette fois-ci, à faire franchir à l'expression de leurs désaccords le barrage habituel des conférences fédérales, et à aller par conséquent jusqu'à un congrès non unanime : là sera la nouveauté ; et peut-être, si le P.c.f. ne revient pas aux procédures d'exclusion formelle, verra-t-on des groupes oppositionnels tenter de continuer une action de « redressement interne » après le Congrès. Cela étant, si mes prévisions sont exactes, quelle sera l'ampleur de l'opposition exprimée au Congrès ? J'imagine mal que les votes contre le projet de résolution, ou les abstentions, dépassent 10 % des délégués. Bien entendu, la liste présentée par la direction sortante pour l'élection du Comité central sera élue sans réelle difficulté (au moins apparente !).

Que demandent les contestataires ? A s'en tenir aux déclarations publiques, trois revendications dominent : 1) que la direction accepte un large débat interne sur ses embardées stratégiques depuis 1972 et sur ses méthodes de direction ; 2) un ré-examen de la pratique du « centralisme démocratique » ; 3) que le parti affirme clairement sa totale indépendance à l'égard de l'Union soviétique et du socialisme dit « existant ». Bien moins fréquents apparaissent d'autres sujets d'insatisfaction.

– Le 25e Congrès peut-il être l'occasion d'un vrai débat ?

– Entendons-nous d'abord sur les termes ! « Le Congrès » stricto sensu, ce sont les quatre ou cinq jours de « grand-messe », réglée en ses moindres détails liturgiques, où des délégués lisent des interventions connues à l'avance, se lèvent, s'assoient, applaudissent, votent la résolution et élisent le Comité central. A ce stade-là, jusqu'à ce congrès-ci, peu ou pas de « débats »... Mais des « débats » se situent en amont et en aval de ces journées « théâtrales ». En amont : les débats (parfois les combats) commencent dès la rédaction du projet de résolution, ils se poursuivent d'une part publiquement dans les tribunes de discussion publiées par la presse communiste, d'autre part sans publicité dans les réunions de cellules, les conférences de section, les conférences fédérales. En aval : au moment de la distribution des responsabilités au sein des instances centrales et fédérales et surtout, habituellement, lors du premier Comité central qui suit le Congrès (réunion qui précise plus concrètement l'application des « décisions » du Congrès).

Pour la première fois, le 25e Congrès ne sera probalement pas un congrès unanimitaire. Y verra-t-on pour autant un « vrai débat » ? J'en doute, mais j'insiste sur le fait qu'un débat assez approfondi se sera déjà déroulé avant que s'ouvre le Congrès et que, selon moi, il reprendra après. Il est douteux que la nouvelle direction, même « nettoyée » de ses opposants les plus notoires, soit très homogène ; encore plus douteux que les questions soulevées depuis le 17 juin 1984 soient définitivement étouffées.

– Faut-il abandonner tout espoir de voir l'appareil du P.c.f. se démocratiser un jour ?

– Ici encore, il faudrait se mettre au clair sur le vocabulaire : qu'entend-on par « l'appareil du parti » ? Qu'est-ce, pour un parti, que « se démocratiser » ?... Il ne faut pas s'attendre du tout à ce que le P.c.f. connaisse demain une direction composée à la représentation proportionnelle des courants ! Pas davantage à connaître une presse communiste « pluraliste »,... ni même peut-être à y retrouver les réelles différences de « ton » qui ont existé naguère, entre 1974 et 1977, entre « l'Humanité » et « France-Nouvelle ». Ce qui, en revanche, n'est pas exclu (et qui ne sera pas réellement nouveau), c'est qu'après le 25e Congrès la nouvelle direction reprenne à son compte quelques-unes des revendications des « rénovateurs » sur la pratique du centralisme démocratique ; mais je doute que cela soit très audacieux.

– Le 25e Congrès va-t-il entériner définitivement la rupture avec la stratégie d'union de la gauche ?

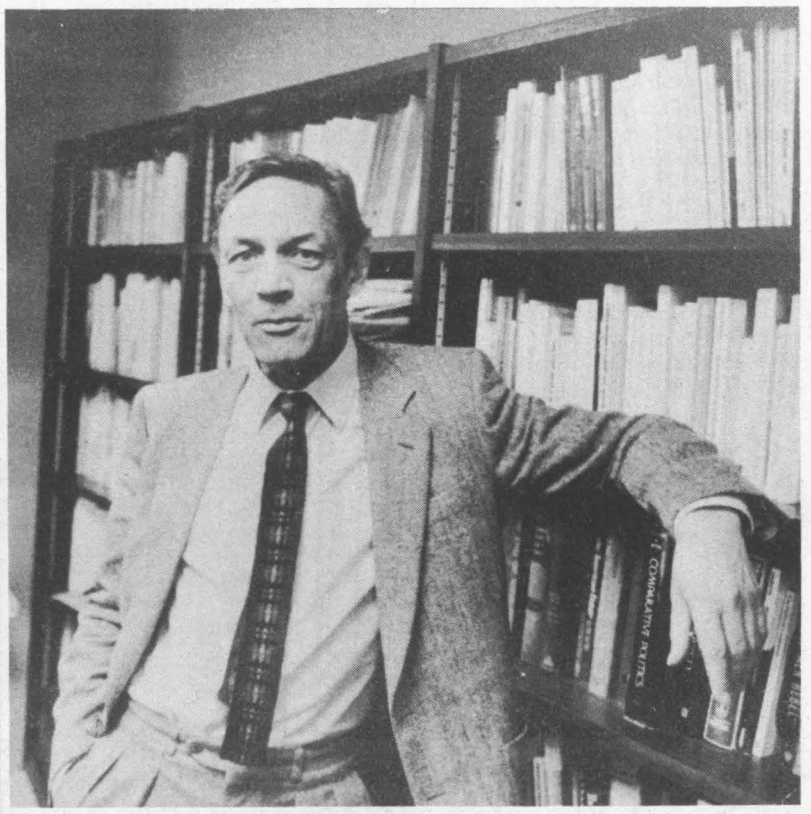
– « Définitivement », non. Un congrès, au P.c.f. comme ailleurs, ne peut pas statuer pour 50 ans, 20 ans, ni même 5 ans. Ce que le 25e Congrès va provisoirement condamner – et en cela il va être en accord profond avec l'humeur majoritaire des militants les plus attachés à « l'action autonome du parti » – c'est une stratégie qui subordonne en fait cette action autonome à la recherche (et aux conséquences contraignantes) d'un accord programmatique de gouvernement avec un partenaire socialiste qui, sur le terrain d'une politique d'alliance, le domine inévitablement. Tant que ce rapport d'inégalité entre les deux partis ne sera pas renversé (et pour qu'il se renverse !), le P.c.f. va condamner la stratégie d'union de la gauche... Mais, à moins qu'une représentation proportionnelle quasi intégrale ne soit établie pour les élections législatives et municipales, le P.c.f. restera disponible pour des accords électoraux avec la gauche (en évitant, bien entendu, de le claironner).

– Le P.c.f., au nom de l'appel à un « N.r.p.m. » (nouveau rassemblement populaire majori-

(suite en page 4)



A quoi sert le 25e Congrès qui se tient du 6 au 10 février ? Que faut-il en attendre ? Que se passera-t-il après ? Georges Lavau, professeur à l'Institut d'études politiques de Paris, spécialiste du P.c.f., répond à ces interrogations en exclusivité pour « l'Unité ».



© Fondation Gabriel Péri

(suite de la page 3)

taire »), s'apprête-t-il à faire voter à droite en 1986 ? Le rejet récent de la notion de gauche par Georges Marchais ne préfigure-t-il pas une telle tactique ?

– Je ne crois pas que les choses soient aussi simples. D'abord, le P.c.f. adaptera évidemment sa stratégie au mode de scrutin ; or celui-ci reste encore indéterminé aujourd'hui. Il faut donc raisonner en partant de son objectif politique et électoral. Celui-ci est double : essayer, grâce à la stratégie du N.r.p.m., de ramener au vote communiste le plus grand nombre possible des abstentionnistes de 1983 et 1984 ; et essayer de faire baisser le vote socialiste. Comment atteindre cette deuxième partie de l'objectif ? « Faire voter à droite en 1986 » ? Cela ne peut pas se faire au grand jour, et la consigne, discrète, ne peut être transmise qu'à une poignée de militants sûrs ; mais, ce qui compte électoralement, ce ne sont pas ces militants, c'est la masse des électeurs communistes. Or, encore en octobre 1984, ces électeurs communistes étaient nettement plus nombreux (55 %) que ceux du P.s. (44 %) à souhaiter qu'il y ait en 1986 « une alliance étroite entre les deux partis » (cf. Sofres, « Opinion publique 1985 », Gallimard, page 142).

Bien entendu, Georges Marchais et la plupart des dirigeants et des militants communistes n'ont pas la religion de la gauche (ils l'avaient déjà dit publiquement en 1977 et, s'il est assez rare qu'ils le proclament publiquement, ils le pensent depuis toujours). C'est surtout indirectement que les communistes travailleront au recul du P.s. : d'abord en ne cessant, à travers les « rassemblements anticrise » du N.r.p.m., de dénoncer les responsabilités des socialistes ; ensuite en ne se mobilisant pas pour améliorer les scores des candidats socialistes au second tour (s'il y a second tour...).

– Comment expliquez-vous cette fuite en avant suicidaire ? Doit-on l'attribuer aux errements de la direction actuelle ou à des considérations liées à la stratégie internationale du mouvement communiste ? De tels choix ne risquent-ils pas d'accélérer le processus de décomposition du P.c.f. ?

– La stratégie qui résulte du projet de résolution et qui sera évidemment adoptée par le 25e Congrès est-elle, comme vous le dites, une « fuite en avant suicidaire » ? J'analyse les choses un peu différemment...

D'abord, on n'est pas en présence d'une véritable stratégie, mais d'un bricolage de gagne-petit. Le 25e Congrès essaie d'être un congrès de survie. Le N.r.p.m., c'est une combinaison de survie pour le parti ou une feuille de vigne pour une direction qui s'est fait déshabiller.

En juin 1981, les dirigeants communistes, après la folle équipée de 1977-1981, sanctionnée par les 15 % du 27 avril, ont cru qu'une participation plus ou moins critique freinerait le recul. Ils n'ont pris la décision d'y mettre fin (alors qu'ils espéraient tant que Mitterrand leur ferait « le coup de Ramadier » !) qu'au moment, à partir d'avril 1984, où la majorité des électeurs communistes a vraiment perdu espoir dans la politique du gouvernement et où la sanction électorale est tombée : 11,28 % le 17 juin 1984.

Que faire alors ? Du moment qu'il était exclu de crever l'abcès et d'ouvrir la critique de tout le fonctionnement du parti, il n'y avait qu'une seule issue : se dégager bruyamment de toute solidarité avec une politique difficile à assumer, et surtout revenir précipitamment au seul type d'action que le parti connaisse à fond depuis toujours, le seul où il se trouve naturellement en phase avec la C.g.t., le seul dans lequel la majorité des militants « d'origine populaire » se sentent vraiment à l'aise, le seul où il puisse affirmer sans gêne son identité et sa différence : la dénonciation des injustices et de la misère, l'activation des mécontentements et des révoltes sur le terrain même où ils naissent (entreprises, bureaux, localités), la catalyse sous la direction du parti de tous ces « mouvements populaires » autour de mots d'ordre simples (« Non à la crise », « Pour un socialisme à la française », etc.). Le P.c.f. parie sur le sursaut contre l'intolérable et l'inexplicable.

Cela « marchera »-t-il ? Tout dépend de ce que l'on entend par « marcher ». Je ne crois pas que le P.c.f. nourrisse beaucoup d'illusions sur le succès et sur les débouchés politiques de cette retraite déguisée en offensive. Mais, *a*) c'est ce qui, espère-t-il, peut le mieux éviter que ne s'ouvre une crise interne ; *b*) le parti peut espérer y récupérer plus d'abstentionnistes qu'il n'y perdra d'électeurs ; *c*) c'est ce qui peut le plus intimider le Parti socialiste à un an des législatives ; *d*) c'est plus facile que de réviser toutes les analyses sur lesquelles vit le P.c.f. et plus facile que de faire le long et coûteux apprentissage de la pédagogie des responsabilités gouvernementales et de la gestion.

Personnellement, je ne crois pas que le P.c.f. ait fait ce choix pour se conformer à une « stratégie du mouvement international » (à supposer qu'il y en ait une). De toute façon, quels que soient les choix stratégiques faits par le P.c.f. jusqu'ici, ce parti est tel que le P.c. d'Union soviétique n'a pas de grand souci avec lui : il peut s'attendre à ce que le P.c.f. gère ses choix internes sans compromettre vraiment les intérêts soviétiques.



– Le P.c.f. est « affaibli ». Il a perdu « toute identité et toute crédibilité ». C'est Pierre Juquin qui l'a écrit récemment dans « l'Humanité ». Un P.c.f. dans un tel état est-il encore utile à la gauche ? Sinon, à qui profite-t-il ?

– Juquin a dit tout haut ce que pensent et redoutent beaucoup d'autres communistes. La faiblesse actuelle du P.c. le place à un seuil critique. Mais ce n'est pas seulement cette faiblesse-là qui le met en danger (après tout, dans le passé, les gaullistes et les socialistes étaient tombés encore plus bas ; et le P.c.f. conserve, avec la C.g.t. notamment, quelques atouts sérieux). Ce qui, à moyen terme, est plus menaçant pour lui, c'est son incapacité à renouveler son répertoire d'action, c'est sa faible audience auprès des jeunes. C'est surtout que tout ce qui si longtemps avait paru faire sa force et son invulnérabilité – le ton de certitude « scientifique », la robustesse prolétarienne, la phrase prudemment révolutionnaire, la puissante organisation stérile, mais inébranlable, le côté « musée des Arts et Traditions ouvrières »... – tout cela ne semble plus « reçu » dans la France des années quatre-vingt, tout cela semble faire « flop » !

Quant à la seconde partie de votre question (« Un P.c.f. dans un tel état est-il encore utile à la gauche ? »), je ne sais comment l'interpréter... Voulez-vous dire – en termes d'utilité électorale – qu'un P.c. aussi affaibli ne peut plus apporter une contribution électorale suffisante à une victoire de la gauche ? C'est une lapalissade... Mais n'oublions pas que ce « manque à gagner » est dû aussi au fait que le P.s., de son côté, n'a pas poursuivi après 1981 sa marche ascendante. Quant à savoir de quel côté le P.s. pourrait compenser le « manque à gagner » dû à la faiblesse du P.c., c'est une question que je laisse aux stratèges socialistes.

Je préfère prendre votre question dans un terme plus idéologique : le Parti communiste pourrait-il aujourd'hui assumer sa part de travail dans une stratégie commune de la gauche ? Pourrait-il contribuer, à côté du P.s., à un grand tri dans le stock d'idées de la gauche et à la création de nouvelles idées (... sans que cela se traduise tout simplement par un ralliement, laissé inexpliqué au « réalisme politique ») ? Alors, là, je dis que le 25e Congrès tourne complètement le dos à cette perspective.

Mais je ne vois pas non plus tellement de gens au P.s. travaillant à cette entreprise de très longue haleine qui dépasse même l'horizon 1988. Pourtant, je crois que le P.c.f. aurait pu y contribuer efficacement, car il compte encore beaucoup de gens non seulement intelligents, mais travailleurs et imaginatifs. Pour cela, il eût fallu trois choses : d'abord, une autre direction ; ensuite, qu'une critique approfondie de l'action pousuivie depuis 1969 ait pu se développer sans procès et... « sans tabous » ; enfin, que le parti accepte et poursuive sa participation gouvernementale en la comprenant comme l'occasion unique et inespérée d'apprendre, au pouvoir, à être un parti utile. Il a préféré se replier sur un rôle super-syndical (...au moment où le rôle syndical classique est lui-même en débat). Le P.c.f. retourne à la stérilité... pour stériliser son concurrent de gauche, et pour sauver sa peau.

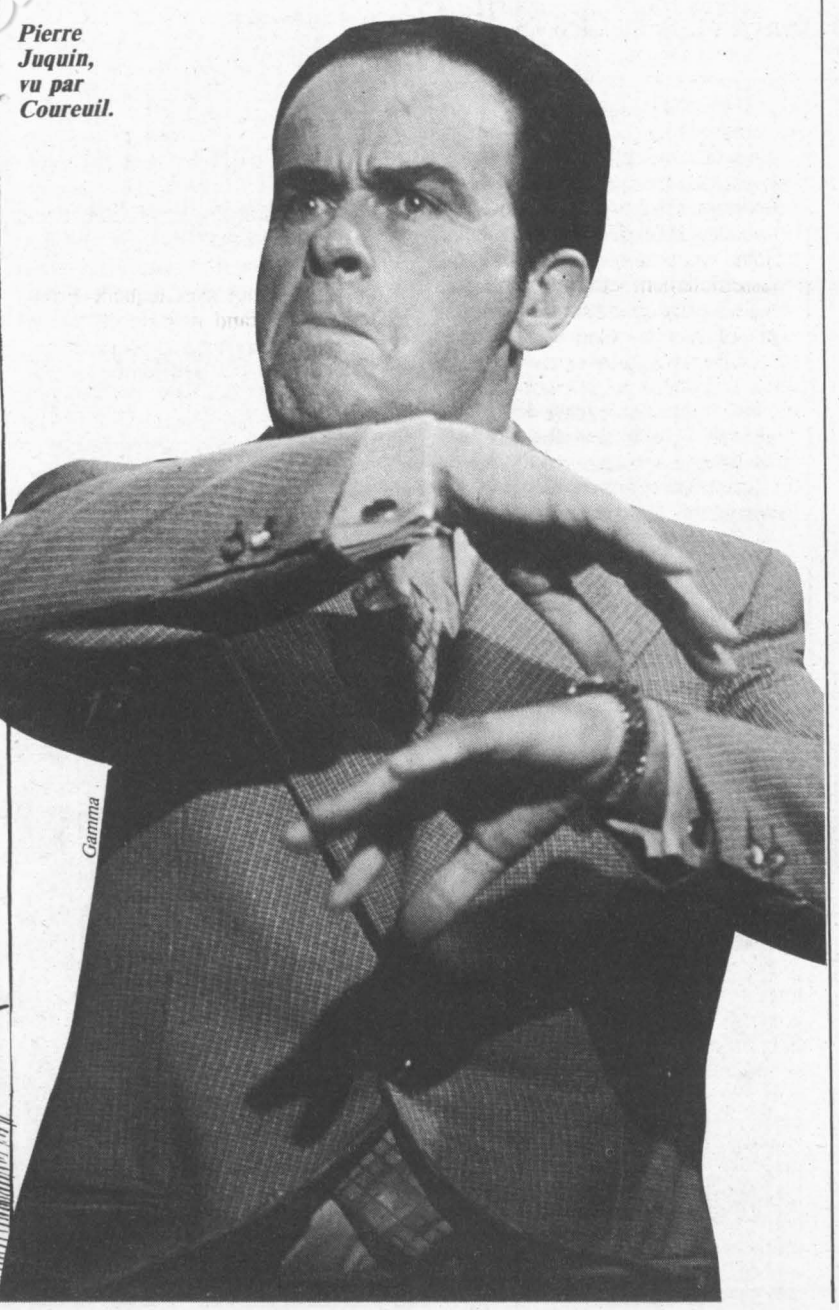
– Que reste-t-il du P.c.f. en 1985 ? Seulement ses électeurs ?

– Que voulez-vous dire... ? Que si le P.c.f. n'est plus qu'une façade en trompe-l'œil et n'a plus de stratégie réelle, il se réduirait alors à une seule réalité : un peu plus, ou un peu moins, de deux millions d'électeurs ; qui désormais se volatiseront à chaque élection ; qui seront « piqués » par Le Pen, par Chirac, par Barre, par les « écolos », par le P.s., ou qui s'abstiendront... ? Si c'est ce que vous voulez dire, je ne vous suis qu'à demi...

N'allons pas trop vite ! Cela fait au moins quinze ans que le P.c.f. a une direction médiocre et que les stratégies sont mal assurées : or il avait plus ou moins bien résisté jusqu'en 1981. Même avec un électorat réduit et moins captif que naguère, même avec une direction pilotant à la petite semaine et se cramponnant au pouvoir, le P.c.f. n'est pas encore fini. La prolongation de la crise, l'affaiblissement du P.s., la représentation proportionnelle peuvent lui procurer des années de survie. Quant à une grave crise interne, elle lui aurait peut-être été salutaire en 1978... Aujourd'hui, elle lui serait peut-être fatale. La question véritable est : qu'y a-t-il encore à perdre ?

(PROPOS RECUEILLIS PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS)





Pierre Juquin, vu par Coureuil.

Gamma


Gamma

LES TRAVAUX DE PAIX DU PRESIDENT

A Rennes, lors de son premier meeting public depuis mai 1981, François Mitterrand a encouragé « ceux qui ne lâchent pas pied » et exhorté « ceux qui sont contre » à se rassembler dans la République

PAR JEAN-PIERRE BEDEI

FRANÇOIS Mitterrand entre en campagne », ont constaté les commentateurs à la suite du déplacement du chef de l'Etat, à Rennes, le 1er février. Certes il s'agissait du premier meeting du président de la République depuis son accession à l'Elysée. Mais nul ne pourra contester que François Mitterrand, depuis plusieurs mois, monte au créneau. Que ce soit à la télévision, en province, ou en Nouvelle-Calédonie, il n'hésite pas à payer de sa personne. Il n'a donc pas attendu la proximité des élections cantonales pour « entrer en campagne. »

N'empêche que le meeting de Rennes constituait une occasion de battre le rappel des troupes socialistes. Le P.S. n'a pas failli à sa tâche. Les 10 000 personnes rassemblées au Palais des Sports démontraient bien que sa capacité de mobilisation n'est pas amoindrie par la dureté des temps politiques.

Et c'est en tant que socialiste que François Mitterrand s'est tout d'abord adressé à cette base : « On est la France qui gagne... Ils sont nombreux en France ceux qui ne lâchent pas pied, ceux qui, ayant mesuré la difficulté du combat politique, n'en sont pas moins là, présents et volontaires. Ils auront le courage qu'il faudra. Rien ne nous fera nous écarter de la route que nous avons choisie, car nous avons le sentiment que c'est l'intérêt de la France. »

Mais François Mitterrand ne s'est pas contenté de parler exclusivement à un auditoire qui lui était pourtant tout acquis, président de tous les Français il en a profité pour lancer un nouvel appel au rassemblement et pour tendre la main à ceux qui ne soutiennent pas sa politique : « Comme il est nécessaire que nous puissions renouer le dialogue... Je pense aussi à ceux qui sont contre et qui ne veulent pas entendre parler d'autre chose que d'être contre, qui ne veulent même pas compendre mes arguments. Ils sont les bienvenus.

« Affronter, s'il le faut l'impopularité »

Les uns et les autres, majorité et opposition, ils sont la France. Je les ai en charge... Il est quelques domaines où les Français sont capables de se rassembler dans les travaux de paix comme ils l'ont été dans les travaux de guerre. » Sur quelles bases construire ce rassemblement ? La République, solidement ancrée dans la mentalité collective du peuple français. Le décor tricolore frappé de la célèbre formule « Liberté-Egalité-Fraternité », devant lequel s'exprimait le chef de l'Etat ne laissait planer aucune ambiguïté.

Et le président de la République n'en était que mieux placé pour en appeler à l'unité de la nation : « Va-t-on laisser le tissu de la France se déchirer... Je sais bien que les passions idéologiques vont loin, que les antagonismes raciaux emportent bon nombre. Mais nous au moins, nous irons partout en disant que nous sommes ouverts à l'unité, au rassemblement. Nous dirons à tous les Français que nous sommes des leurs et qu'ils sont des nôtres. »

L'insistance avec laquelle François Mitterrand martèle ce thème de l'unité du pays à chacune de ces interventions démontre, sans doute, qu'il travaille à l'émergence d'une nouvelle majorité, dont le socle demeurerait les socialistes, mais qui pourrait être élargie des deux côtés du P.S.

Reste que ce langage d'ouverture ne modifiera pas d'un iota la politique économique du gouvernement. Pour le président de la République, il faut « persévérer dans la politique engagée, ne pas se laisser détourner, résister aux appels de la démagogie ou de l'abandon, gagner du terrain jour après jour, affronter, s'il le faut, l'impopularité ». Un message de fermeté et de courage politique. Inlassablement François Mitterrand devait reprendre tous ses thèmes hier et aujourd'hui en Picardie où il est en visite officielle. Convaincu que le langage de l'effort et de la vérité sera entendu et payant.

Sans doute est-il paradoxal de constater que le président de la République, dont la cote est relativement basse — bien qu'en hausse continue depuis peu — dans les sondages, déploie tous ses efforts pour rassembler les Français. Mais François Mitterrand sait aussi, de sa longue expérience politique, que chaque fois qu'il s'est trouvé au creux de la vague, il a réussi à remonter sur la crête. ●

FEN: UN CONGRES POLITIQUE ET MOBILISATEUR

Accueilli à Lille par Pierre Mauroy — « notre » Pierre — le congrès de la Fen a démarré sur un très vigoureux rapport de Jacques Pommatau, a embrayé sur une grève déclenchée par un Snes animé d'un tas d'intentions et s'est poursuivi par une intense mobilisation.

PAR CLAUDE JADOUL

(de notre envoyé spécial)

« LA gauche se portera mieux lorsque la Fen se portera mieux. » Pierre Mauroy a fait un tabac devant les mille congressistes de la Fen, invités dans son vieil hôtel de ville, et c'est vrai que ce trentième congrès de la Fen est aussi une bonne occasion de renouer avec les valeurs traditionnelles de la gauche.

A cet égard, les enseignants sont parmi les meilleurs vecteurs de cette gauche dont ils sont une partie considérable de la base sociale. Une base sociale qui vibre lorsqu'on sait y faire. Le très bon rapport moral de Jacques Pommatau, le secrétaire général de la Fen, s'il a traduit indéniablement une certaine morosité parmi les adhérents de la Fen, a fait carrément dans la franchise. En quatre-vingt trois pages bien tassées, Pommatau a tracé un tableau sans complaisance de son syndicat.

C'est vrai que, depuis le congrès d'Avignon, la Fen a perdu 8 % de ses adhérents — 40 000 personnes. Rien d'étonnant à cela : le climat est à la désyndicalisation pour la Fen également. Pommatau a balisé immédiatement le débat : « Ce que nous avons à faire c'est le bilan du syndicat, pas celui du gouvernement. » Une manière comme une autre de cadrer le débat même si dès l'abord il apparaît que la Fen signera, bel et bien, l'accord salarial paraphé avec le gouvernement.

Nul doute là-dessus : le bureau fédéral issu du congrès le ratifiera, malgré l'opposition de la tendance Unité et action dirigée en majorité par des adhérents du P.c.f. Mais « si la Fen n'est pas le gouvernement », il n'y a pas de doute sur les choix politiques de la Fen pour 1986. Jacques Pommatau mobilise déjà le monde enseignant. Ses paroles ont été claires : « Ou bien, a-t-il dit, le combat de la Fen continuera à se situer face à un gouvernement de gauche, dont elle devra faire qu'il reste un gouvernement de gauche... ou bien notre combat aura lieu face à l'adversaire de classe, un adversaire dont tout nous montre qu'il s'est durci dans l'opposition, et qu'il nourrit à notre égard une hostilité redoutable. »

La Fen a donc choisi : pas de défaitisme. La Fen ne restera pas neutre, cela ne veut pas dire que tout « baigne » entre le gouvernement, le pouvoir en général et la Fen. Après l'énoncé des raisons de satisfaction, Jacques Pommatau a mis les « pieds dans le plat » avec une belle franchise. Il fallait s'y attendre ; l'affaire laïque ne pouvait être passée sous silence. Et le secrétaire général de la Fen a été fort vif dans son analyse de l'événement de l'été 1984. Il y a été fort, très fort, Pommatau, en n'hésitant pas à parler de « capitulation » à propos du retrait de la loi Savary. La cohésion de la Fen et un « bon congrès » valaient bien que l'on sacrifie au rituel des congrès.

Mais l'amertume est grande à la base — notamment dans les paroles de Michel Bouchareissas — à propos du « constat d'une occasion manquée ». Il s'agit, a précisé Pommatau, d'un « échec idéologique de gauche, de la gauche tout entière, un échec de gouvernement ». Mais manifestement ces mises au point n'ont pas apaisé la grogne que l'on perçoit fort distinctement. La Fen souffrira encore longtemps de cette affaire.

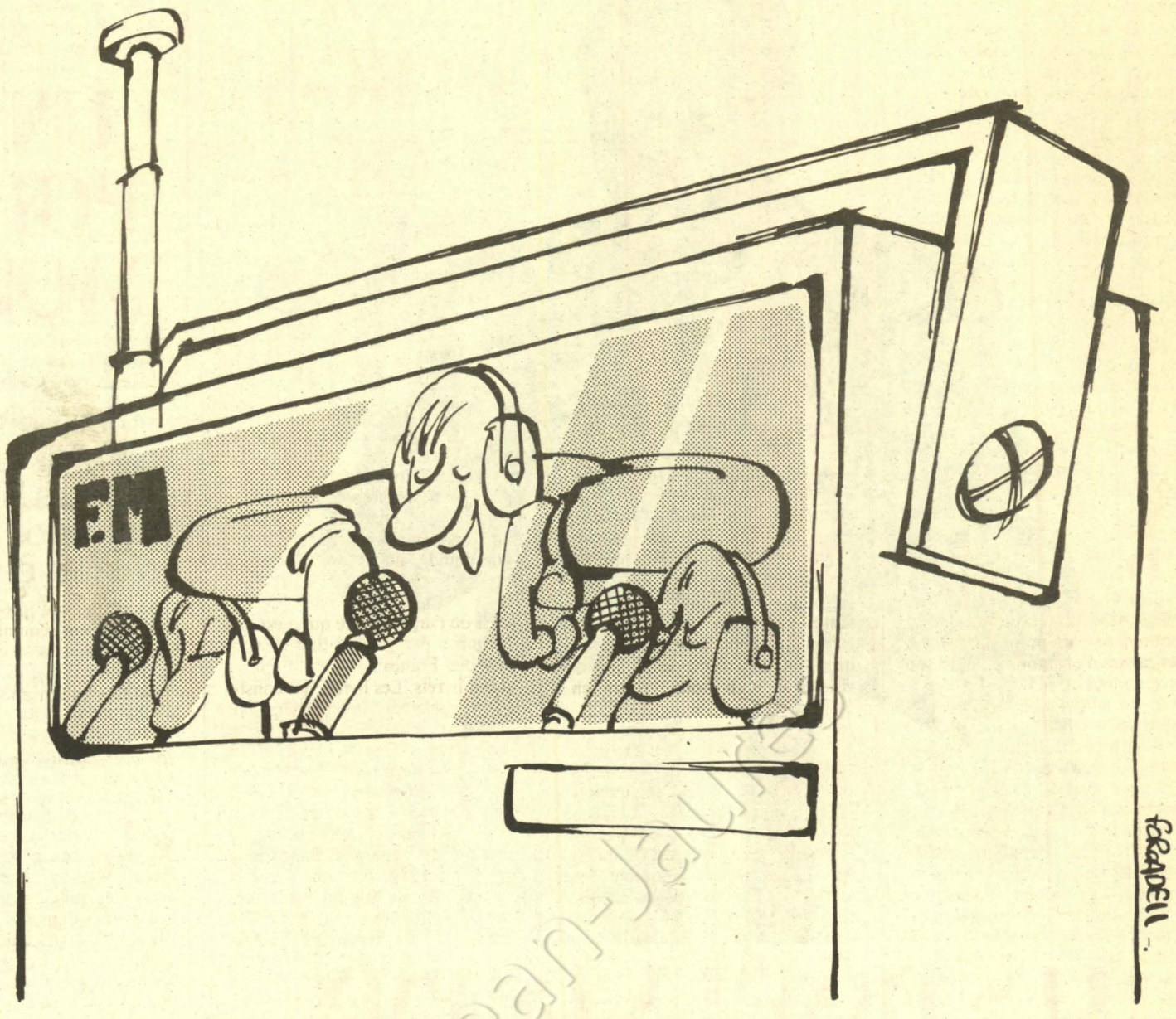
Pourquoi aussi le cacher, « l'élitisme républicain », proclamé par le ministre de l'Education nationale, Jean-Pierre Chevènement, n'est pas compris à la Fen. Ses dirigeants sont inquiets sur le contenu de ce concept. Manifestement, une clarification devrait intervenir entre la Fen et Jean-Pierre Chevènement sur ce thème. Autre sujet d'amertume : l'offensive de Force ouvrière par P.c.i. interposé au sein de l'organisation de Jacques Pommatau. Cette affaire a laissé elle aussi un certain nombre de traces. Il est évident en effet que les agissements des trotskystes à la Fen ne sont pas réglés par le départ d'un bon paquet d'entre eux — sur injonction de Pierre Lambert. Ceux qui demeurent à la Fen sont désormais un peu suspects, et s'ils s'étaient réparti le travail entre F.o. et la Fen ? pense plus d'un délégué. Et c'est vrai que la tradition d'entrisme n'est pas morte...

Mais le plus gros malaise réside indiscutablement dans la grève qui est intervenue le 5 février pendant le congrès, à l'initiative du Snes dirigé par la tendance Unité et action — où le P.c.f. est très présent à sa direction. « C'est une provocation », a estimé un délégué parlant de la grève du Snes. Pommatau est resté muet dans son rapport moral à ce sujet, ce qui a permis aux gens d'Unité et action, un peu hâtivement, de dire que le sens des déclarations de Pommatau vise à mettre « l'action syndicale entre parenthèses », d'ici à 1986 s'entend. Il n'y aura donc pas de représentants d'Unité et action à l'exécutif de la Fen. Alors unitaire, la Fen ? Elle le restera dans la diversité.

Même si Unité et action pose avec force la question de la dépendance syndicale. Toujours 1986.

Pierre Mauroy n'avait peut-être pas tort, en s'adressant aux congressistes — et sans doute à d'autres fins — de dire : « Tout redeviendra possible lorsque la gauche retrouvera la véritable union. » La Fen en a bien besoin même si ce 30e congrès n'a pas été celui de la désunion, proclamée notamment par Force ouvrière qui en espérait davantage.

TRANCHES DE F.M.



Mon premier
est la réunion
de centaines de radios
locales sous le beau
nom d'Ondes libres,
mon deuxième est
un mauvais procès
intenté par un sbire
d'Hersant, mon troisième
un colloque en Savoie...
mon tout une
modulation de fréquence
plus que fréquentée !

PAR DENIS DANGAIX

MAURICE Siégel est mort ; Europe n° 1 est en manque d'audience, et les Radios locales privées poursuivent leurs multiples aventures. Patchwork informatif. Tout se mélange. Le papa de la communication de masse, le père de la publicité radiophonique mêlée aux news (à l'époque on disait « nouvelles ») multidirectionnelles, Siégel, l'homme fondateur d'Europe n° 1 ne pourra pas profiter de son dernier petit plaisir en modulation. Par le biais de « V.s.d. », son hebdo, il venait de confectionner la station parisienne 90,9 MHz. Salut Siégel ; les dépêches continuent.

Mais voici « Ondes libres » (1) Nom générique de la petite dernière des organisations R.l.p. Elle s'appelle, en vérité, toutes distinctions dehors, Fédération nationale de radios locales privées. Un sigle (F.n.r.l.p.) qui vient s'ajouter aux autres, déjà, nombreux. Ondes libres regroupe pour l'instant une cinquantaine de stations réparties sur l'ensemble du territoire. De Tarbes (radios Belladour) à Lille (Effigie), d'Aix (Canal Sud), à Caen (Fréquence normande), elles sont organisées façon toile d'araignée dont le centre logistique se trouve à Radio-Nord Essonne (Massy).

Prestataire de services

Le président d'Ondes libres, Claudes Danrey, étant le vice-président de cette station locale. Ondes libres, selon Claude Danrey, « se veut le dénominateur de projets culturels communs. Nous voulons éviter que les radios passent dans la main de certains groupes financiers, précise-t-il. Et pour cela, nous avons décidé non seulement de pratiquer une défense commune, par le biais d'un fonds d'assistance, mais aussi de travailler à la constitution d'une régie publicitaire et à la mise en place d'un système d'information ».

Prestataire de services, appui logistique, Ondes libres pourrait ressembler à d'autres appareils. A la différence près, et celle-ci est de taille, que cette fédération ne veut pas devenir un organisme patronal. « Nous refusons de nous associer avec des stations qui n'ont rien à voir avec notre sensibilité, insiste Claude Danrey. Par exemple, notre premier principe de base étant la lutte contre le racisme et la xénophobie, il est clair que bon nombre de radios seront dispensées d'Ondes libres. » L'objectif à court terme est de rassembler une centaine de R.l.p. Un pari qui semble prêt à réussir, quelques dizaines d'autres stations étant en attente d'adhésions. Enfin Ondes libres clame d'entrée son indépendance. « La Fédération est-il précisé dans les statuts, est indépendante de tous groupes ou tous partis (...) et insiste sur la liberté du diffuseur. »

Hersant empêché d'entreprendre

Un qui devrait méditer sur ce simple label de qualité qu'est la liberté, c'est M. Hersant. On l'avait annoncé, nous autres (dans le numéro 581 de notre « Unité » favorite), le groupe Hersant saisit le Conseil d'Etat contre une disposition du décret du 1er décembre 1984. Motif : selon Bertrand Cousin, l'homme de la Soc-Presse, la société holding du groupe Hersant, « ce décret méconnaît le principe de la liberté de la communication audiovisuelle et empêche la liberté d'entreprendre ».

Ainsi donc, Hersant serait empêché d'entreprendre. Quelle nouvelle ! Lui qui continue à acheter son empire en modulation de fréquence. Le décret de décembre 1984 empêche la diffusion de journaux montés, réalisés clefs en main par le biais d'agences sonores. Publiprint, la régie pub du groupe Hersant, a pris 70 % du capital de l'Agence française de communication, l'A.f.c. ne câblant pas moins de 31 R.l.p. Evidemment, ce petit décret – interdisant de fait à ce que l'on appelle les stations automatiques, c'est-à-dire des radios n'ayant pas ou peu de rédactions propres – va empêcher nos éditorialistes de choc du « Figaro » « France-soir » et autre « Aurore », d'amener de l'information « libre » à des stations qui n'ont pas la liberté de... refuser. Contrat oblige.

Alors l'homme de la Soc-Presse nous fait une colère et avec Dominique Carbonnier, membre du Comité central du R.p.r. et directeur « acheté » de l'A.f.c., ils contre-attaquent. La suite nous dira ce que peuvent devenir ces sortes d'agences sonores.

L'eau à la bouche

Tenez pour changer de registre, et pour faire dans le branché économique, je vous signale la dernière étude du Bureau d'informations et de prévisions économiques (Bipe) (2). En une synthèse remarquablement détaillée, vous aurez tout sur « l'avenir économique des Radios locales privées ». On y parle sous, organisations, marchés publicitaires, budgets. On compare les prix, et on annonce les chiffres escomptés provenant de la pub. Une seule indiscrétion, rien que pour mettre l'eau à la bouche : les recettes publicitaires des R.l.p., pour 1984, sont estimées à 70 millions de francs, 200 millions de francs pour 1985 et 300 millions pour 1986. Tout ça augmente et fait monter les enchères. Notons toutefois, que le volume publicitaire de la presse écrite en 1983 a atteint 11 400 millions de francs. Juste pour dire.

Et pendant ce temps-là, deux cents radioteurs participaient à la deuxième coupe de France des R.l.p. à Châtel (Haute-Savoie). Ils évoquaient l'économie locale, la pub et les créations d'emplois. Tout cela, le soir à la veillée. Mais la suite au prochain numéro. ●

(1) Ondes libres (Fédération nationale de radios locales privées) 53, rue Gabriel-Péri, 91300 Massy ; Tél : (6) 930.59.18.
(2) B.i.p.e. 122, av. Charles-de-Gaulle, 92522 Neuilly-sur-Seine. Tél : (1) 747.11.66.

MEGALOMANIE

Hersant pris en flagrant délire

Il y a peu, Robert Hersant annonçait à la une du « Figaro » qu'il avait l'intention de créer une chaine de télévision privée. Cette semaine, toujours à la une du même journal, il a fait imprimer : « Robert Hersant propose de reprendre Canal Plus. » Où s'arrêtera-t-il ? Jusqu'où poussera-t-il la mégalomanie ? Quelles O.p.a. lancera-t-il dans les prochains mois ? A-t-il l'intention de s'offrir aussi Renault, la R.a.t.p., le R.p.r., les costumes de scène de Line Renaud et la collection complète des albums à colorier d'Augusto Pinochet ?

Délire, direz-vous. Mais qui déraille vraiment ? Canal Plus n'a jamais été à vendre ! Parce que Havas, principal actionnaire, n'a pas du tout pour objectif de quitter le navire. Parce que les autres actionnaires, comme le stipule une clause des statuts de la chaine, ne peuvent se débarrasser de leurs parts sans l'accord du conseil d'administration, donc de Havas. Cela, Hersant le savait parfaitement quand il a fait semblant de vouloir s'emparer de Canal Plus. Il savait aussi qu'il n'a pas les moyens financiers d'acheter Havas (seule solution pour contrôler Canal Plus).

Hersant a mis en avant l'« effondrement en Bourse des actions Havas ». Mais ce phénomène ne prouve nullement que Havas se porte mal. En réalité, en 1984, le chiffre d'affaires de Havas a progressé de 10 %, et le groupe s'apprête à apporter 80 millions de francs à Canal Plus pour éponger son déficit. Hersant pourrait peut-être nous expliquer, lui, comment il va combler le trou financier de « France-Soir » : 75 millions de francs, selon son propre aveu.

Hersant a donc bluffé sur toute la ligne. Pourquoi ? Pour le plaisir ? Pour s'offrir une « tartarinade » de plus ? Bien sûr, devant une partie de l'opinion (notamment cette partie qui lit la presse Hersant), il peut jouer les fiers-à-bras : ces gens-là ne savent pas que le propriétaire du « Figaro » « bidonne »... Mais il ne saurait tromper les autres, c'est-à-dire tous ceux qui ont compris qu'Hersant cherche seulement à occuper le terrain audiovisuel avec du vent... en attendant de pouvoir faire « télé-Hersant ».

Une bonne nouvelle quand même : ce n'est pas Robert Hersant qui a racheté « le Matin ».

J.-P.L.


LE FIGARO

A X X LUNDI 4 FÉVRIER 1985 (N° 12 574) – Édition de 5 heures – PRIX : 4 F

sont exprimés devant
lu Club 89

ition :
à l'union

Effondrement en Bourse des actions Havas

Robert Hersant propose
de reprendre « Canal Plus »

Les principaux actionnaires, et notamment l'agence Havas, recevront, aujourd'hui, une offre d'achat de leur participation.

EPARGNE : SORTEZ DES ABRIS !

L'économie française va bien, l'inflation baisse, c'est le moment d'oublier un peu les valeurs refuges (or, pierre, Caisse d'épargne et placements « plan plan ») pour se lancer dans l'épargne investissement. Vive le risque...

PAR STEPHEN GERE

16 AOUT 1984 : tempête dans un bas de laine ! Depuis ce matin, les taux d'intérêt servis aux livrets d'épargne et aux bons du Trésor sont réduits d'un point. Le livret A des caisses d'épargne voit ainsi son taux ramené à 6,5 %. La droite mobilise et hurle à la spoliation des épargnants. Elle s'y connait !

28 janvier 1985 : un long frisson parcourt les échines ! Pour la 428e fois depuis l'arrivée de la gauche, Jacques Chirac, teint hâve et voix sinistre, entonne son tube sur le « chaos économique des socialistes ». Ça marche encore et pourtant la réalité est tout autre.

Cela faisait des années que l'épargne n'était pas à la fête : en général, la crise avec inflation, c'est pas terrible pour la santé du bas de laine. Par contre, la sortie de crise... L'Etat fait ses comptes : pour la première fois depuis 1966, le taux moyen du livret A a dépassé le taux d'inflation (7,125 % contre 6,7 %, ce qui fait une rémunération nette de l'épargne de l'ordre de un demi-point). Mais il y a mieux. « L'Expansion » de décembre n'hésite pas, sous le titre « vive le risque ! », à contredire Jacques le catastrophiste. Toujours à propos d'épargne, « l'Expansion » conseille à ses lecteurs de laisser tomber les valeurs-refuges pour se ruer sur des placements à risque comme les valeurs industrielles cotées en Bourse. Pourquoi ? C'est tout simple, citons « l'Expansion » : « Il y a deux ans, dans ces colonnes, la reprise économique sans inflation n'était que l'un des trois scénarios possibles (les deux autres étant la poursuite du « stop and go » et la déflation mondiale). L'an dernier ce scénario rose nous paraissait prendre un peu plus de consistance. Aujourd'hui il semble s'imposer par rapport aux deux autres. »

La lecture des papiers financiers vaut parfois tous les discours politiques du monde. Et le souci de ce confrère n'est pas d'apporter son soutien à Pierre Bérégovoy, mais de bien conseiller ses lecteurs en évitant de les envoyer au casse-pipe financier.

D'abord, en France, on a une vision réductrice de l'épargne qui coïncide avec la suspicion d'usure dans laquelle on tient tout revenu financier. L'épargne, c'est le livret qu'on vous ouvre à votre première couche-culotte. La Bourse, les actions, tout cela c'est diableries et capitalisme sauvage. Pourtant, dans tous les pays où il marche, l'actionnariat ouvrier est loin de faire des mécontents : bien sûr, il y a le risque, mais en termes de pouvoir d'achat, c'est autre chose que les livrets de caisse d'épargne. Rue de Rivoli où l'on affiche l'ambition d'orienter l'épargne vers l'industrie (1) – après tout, les Codevi et le second marché boursier ont été créés pour ça – l'actionnariat ouvrier, quelque utopique qu'il soit, a encore beaucoup d'adeptes.

Et puis, la France manque de dynamisme boursier. Côté offre d'actions, le marché financier a des faiblesses : les capitalistes français n'aiment pas que des étrangers viennent fourrer leur nez dans les affaires familiales. Côté demande, c'est vrai que c'est pas mieux : par tradition, on préfère la sécurité aux gains importants.

Avant d'aborder la question de la répartition de l'épargne, il n'est pas inutile de voir ce qu'elle représente, en masse, au regard des autres variables macro-économiques. Selon la direction de la prévision, le P.i.b. total croîtra en 1985 de 7 % en valeur (soit 5,2 % du fait de l'inflation moyenne et 1,8 % de croissance nette), pour atteindre environ 4 640 milliards de francs. Le P.i.b. se répartit principalement entre les ménages et les entreprises : 3 460 milliards iront aux premiers, c'est ce qu'on appelle le revenu disponible des ménages. Ce pouvoir d'achat distribué sera lui-même en augmentation de 1,6 % par rapport à l'an dernier, après une diminution de 0,3 % en 1983 et plus de 0,2 % en 1984. Les ménages vont épargner 14,5 % de leur revenu disponible, soit environ 500 milliards. Le reste, ils le consommeront. Mais pour être complet sur la question, il faut encore préciser que les ménages vont consacrer 295 milliards à leur épargne non financière et 207 milliards à leur épargne financière.

L'épargne non financière des ménages, c'est la part de leur revenu disponible qu'ils consacrent à l'achat d'un patrimoine immobilier. C'est le logement pour la plupart, la résidence secondaire ou votre château en Sologne... C'est aussi la spéculation immobilière, ce qu'on appelle pudiquement, en période de crise, l'investissement dans les valeurs-refuges. Valeurs-refuges parce que du fait de leur rareté – le parc immobilier parisien – elles ne se déprécient pas. Enfin cette épargne non financière, c'est aussi l'investissement des entrepreneurs individuels : mystères de la comptabilité nationale.

L'épargne financière se répartit en trois espèces : d'abord l'épargne liquide, puis votre plan épargne-logement, enfin l'épargne à long terme. L'épargne liquide, c'est de l'argent placé qui n'est pas bloqué : par prédilection, l'épargne des Français. Ce sont les fameux livrets. Les livrets qui constituent, également par prédilection, l'épargne populaire. Le livret A des caisses d'épargne et des P.t.t. est une sorte de mètre étalon de l'épargne. Et pour la première fois depuis 1966 – au cœur de l'âge d'or gaullien – cette unité de mesure de l'épargne française a servi, en 1984, un taux d'intérêt réel positif. Le fait est assez rare pour qu'il mérite d'être répété. De 1974 à 1980, l'écart entre le taux du livret A et le taux d'inflation a été, en moyenne, négatif de 4,5 points, avec un minimum de – 2,1 et un maximum de – 8,95. En 1981, l'écart était à – 5,95. Deux années de suite, il redescendit à – 1,2 pour finalement atteindre + 0,4 l'an dernier.

« L'horizon économique s'éclaircit »

Mais, souligne la rue de Rivoli, depuis l'instauration du L.e.p., le livret A n'a plus qu'une valeur symbolique. C'est n'est en effet plus l'instrument privilégié de collecte de l'épargne populaire. Depuis 1982, le fameux livret rose, strictement réservé aux épargnants à très faible revenu, protège intégralement le pouvoir d'achat des sommes déposées, grâce à une prime permettant de rattraper le taux d'inflation. En 1983, l'encours de ce livret s'établissait à 30 milliards et on peut penser qu'un glissement s'est opéré des autres livrets vers le L.e.p. Une des propositions de François Mitterrand est ici réalisée, et le président se félicitait l'autre jour à Rennes que l'épargne populaire soit « enfin normalement rémunérée ».

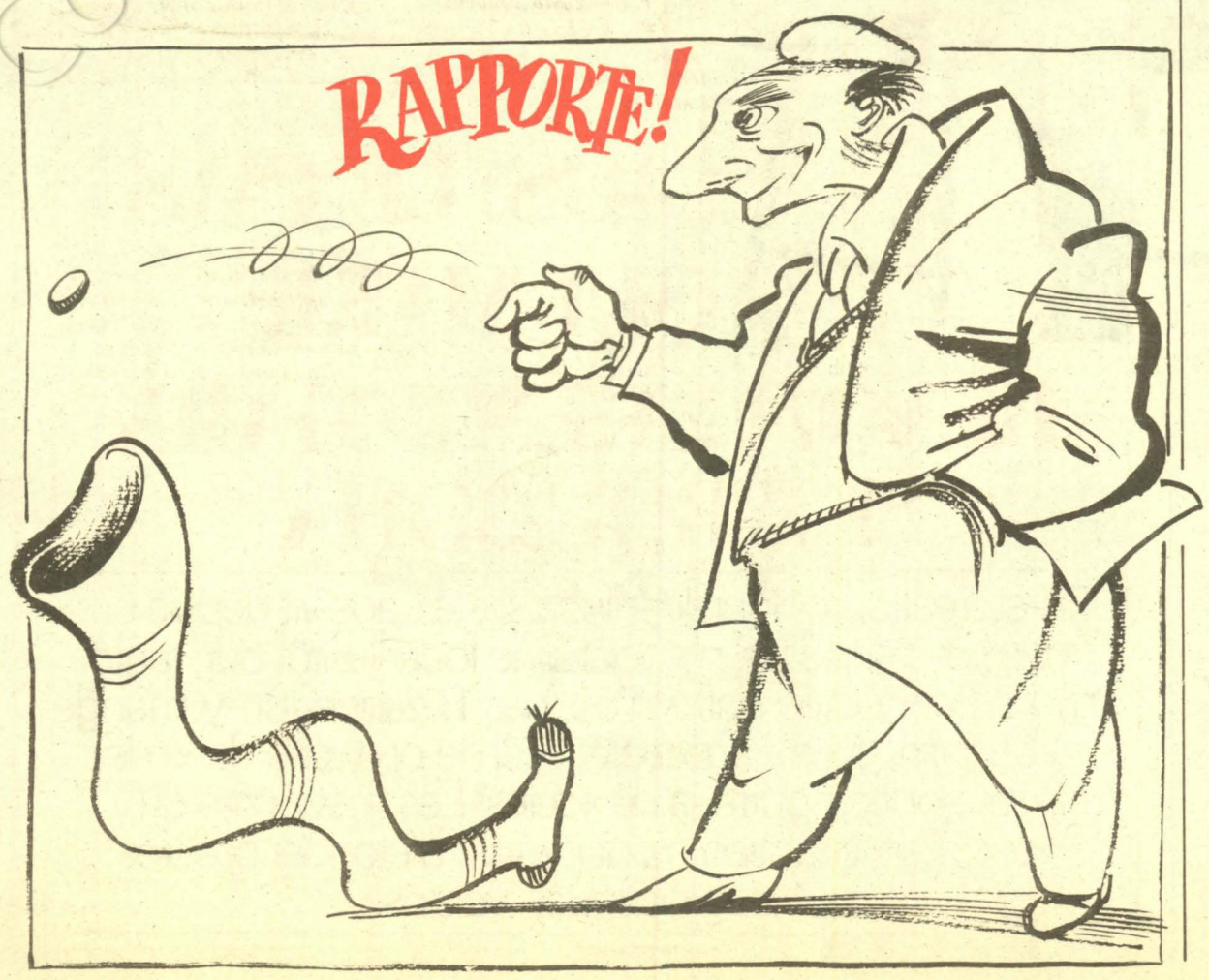
Autre livret à succès, le Codevi a drainé environ 60 milliards depuis sa création en 1983. Mêmes conditions que les livret A et livret bleu, actuellement 6,5 % net d'impôt. Ce qui le différencie, c'est la destination de l'épargne. A quoi sert l'épargne liquide ? Codevi à part, elle est mise à la disposition de la Caisse des dépôts et consignations pour le financement du logement social – les H.l.m. – et des collectivités locales. Le Codevi, lui, finance l'industrie. En 1985, 8 milliards de francs alimenteront le Fonds industriel de modernisation, 12 milliards se transformeront en prêts bancaires aux entreprises, et des fonds seront alloués à des institutions spécialisées comme le Crédit national ou le Crédit d'équipement des petites et moyennes entreprises (C.e.p.m.e.).

Après l'épargne liquide, le plan épargne-logement. A ce stade, c'est encore de l'épargne financière. Elle s'investit dans le bâtiment et la construction. Enfin, troisième espèce d'épargne financière, l'épargne à long terme sous forme d'actions et d'obligations. A la différence des livrets et à l'instar de l'épargne non financière, ces valeurs produisent deux rémunérations : les dividendes et les taux d'obligataires d'une part, les plus-values ensuite. Depuis trois ans, la Bourse de Paris s'est payée une belle envolée. La moindre Sicav ringarde a pris au moins 30 %. Et ce n'et pas fini, les experts financiers virent à l'optimisme.

Sur son « thermomètre des placements » (depuis un an à novembre 1984), où la hausse des prix figure à 7 %, « l'Expansion » inscrit, tout en bas, le napoléon à - 7,3 % et le lingot à + 0,4 %. En haut, on trouve l'action Pretabail à 46,1 %, suivie de l'action Carrefour à 43,1.

Sur le marché obligataire, le plus gros emprunteur est l'Etat. Si les entreprises émettent des obligations qui sont des valeurs mobilières à taux fixe, l'Etat lance des emprunts. Cotés en Bourse, ces emprunts sont recherchés et fournissent des plus-values intéressantes (2). En 1983, l'Etat a emprunté 51 milliards et en 1984, 85 milliards sur un déficit budgétaire de 144,4 milliards. Le solde du déficit budgétaire est financé par de la création monétaire : la bonne vieille planche à papier inflationniste. Il faut se méfier des images d'Epinal : les gens qui placent leur argent dans des valeurs financières à long terme ne sont pas tous des messieurs à chapeau claque et à gros cigare. Les mesures d'incitation à l'investissement dans les valeurs françaises – la première était la loi Monory – ont connu un franc succès, notamment auprès d'un public de cadres (3). Les emprunts d'Etat et le marché obligataire séduisent beaucoup les petits porteurs, parmi lesquels un grand nombre de retraités.

Pour être tout à fait exhaustif sur ce sujet, il faut ajouter que l'épargne la plus profitable à l'économie est bien sûr celle qui finance directement les entreprises : l'achat des actions qu'elles émettent. Il s'agit d'une épargne directement productive qui ne s'épuise dans aucun intermédiaire. C'est aussi, en période de croissance, celle qui est la mieux rémunérée, parce que les entreprises font des bénéfices, mais aussi du fait des hausses boursières. La Bourse, nous déclarait récemment Dominique Strauss-Kahn, est un bon indicateur de la santé de l'économie privée. Une envolée boursière, c'est donc aussi une marque de confiance dans l'avenir de l'économie et, partant, dans la façon dont elle est gérée. Alors ? Et si la bonne santé de l'épargne, et particulièrement celle de la Bourse, était une marque de confiance – silencieuse pour ne pas dire clandestine – dans la politique de Pierre Bérégovoy et du gouvernement de gauche ? Décidément, les comportements s'accordent très difficilement avec les discours politiques. ●



(1) En fait, c'est plutôt le ministère de l'Industrie qui, de tradition, nourrit cette ambition. Aux Finances, on attire plutôt l'épargne vers le marché obligataire où l'Etat finance son déficit budgétaire.

(2) L'Emprunt 7 % 1973 indexé sur l'or fausse un peu les moyennes. Mais cet « emprunt Giscard » est un cas heureusement particulier, car ruineux pour la France.

(3) Hélas, le marché est toujours un peu faible du côté de l'offre. Trop peu d'entreprises entrent en Bourse. C'est pourquoi Jacques Delors a créé le second marché boursier, aux conditions d'admission plus souples, salué unanimement comme une réussite.

LAOS: LE PAYS QUI MARIE BENOÎTEMENT MARX ET BOUDDHA

Pure création coloniale française, le Laos vit depuis une dizaine d'années un socialisme local tantôt dur, tantôt mou. Bref, si Vientiane n'est pas Byzance, on y mange à sa faim, on s'y amuse et même on y prie dans des pagodes bourrées de fidèles. Les méandres du socialisme laotien n'ont pas fini d'étonner ses très dogmatiques voisins.

PAR MARCEL BARANG

(de notre correspondant en Asie du Sud-Est)



Le prince-président Souphanouvong. Gamma

En cette fin de mousson, les eaux rouges du Mékong ont un débit furieux. En neuf ans, trois cent mille aliénés du socialisme ont franchi ce fleuve-frontière – un douzième peut-être de la population d'un pays né il n'y a pas cent ans de la fringale coloniale française et engoncé à jamais entre des voisins géants, gênants ou jaloux (Chine, Vietnam, Thaïlande, Birmanie). Au début de ce siècle, après maints démêlés avec les Siamois, nos ancêtres les colons firent du Mékong le Rubicon de leurs appétits. Vientiane – la « cité du santal » rasée par les Siamois en 1827 – allait devenir le caravansérail des confins d'un empire négligé pendant un demi-siècle de « nuit indochinoise ».

Lorsque le Laos accède à l'indépendance formelle en 1953, ce n'est encore qu'un gros bourg poussiéreux étiré sur un petit kilomètre de berge, où s'affairent les commerçants chinois, une poignée d'« asiates » et leurs clercs vietnamiens. Après Diên Biên Phu et la perte de Hanoi l'année suivante, Vientiane recueillera des colons du Tonkin. Puis les premiers experts et coopérants. La ville prend alors tournure, ouvre des écoles, inaugure le lycée de Vientiane...

Mais c'est l'arrivée des Américains, dans les années 1965, qui va lui donner son ampleur actuelle. Au trafic des piastres succède le trafic des licences d'importation de produits de base, dont le ciment : tout le monde se met à construire. La ville quitte le Mékong, pousse des pointes vers l'ouest, se dote à l'est et au sud d'une ceinture agreste d'ambassades et de résidences pour « falangs » (blancs). A Kilo Six surgit à l'énorme complexe militaire américain où, dix ans plus tard, les cadres supérieurs du nouveau régime trouveront leurs aises collectives...

Au bord du fleuve, de la « rue de la Joie » au grand hôtel Lane Xang (pas une ride, de Lane Xang – même ses tarifs n'ont pas changé depuis 1977 !), se concentrent troquets, tapins et fumeries, tandis que, vers l'extérieur, les lupanars de Dongpalan abritent les turpitudes du gratin.

C'est dans ce « gay Vientiane » gentiment encanaillé sur sa descente de dollars que débarquent, début 1973, les premiers émissaires du Pathet Lao, sortis tout droit des grottes des Samneua et des jungles de l'arrière-pays saturées de bombes américaines – lesquelles, dix ans après, continuent de tuer et de mutiler les paysans qui défrichent. Fraternisation, partage du pouvoir : la fiction ne dure guère. Le vent a tourné. Couche par couche, la population urbaine « se mobilise », exige et obtient le départ des « corrompus » – et bientôt accouche de la République populaire démocratique du Laos. Nous sommes le 2 décembre 1975. Les Khmers rouges ont vidé Phnom Penh, les Vietnamiens libéré Saigon.

Après la décadence

Tout de suite, le nouveau régime entreprend de nettoyer Vientiane, au propre et au figuré. A l'approbation générale, en dépit de bavures, il ferme les bordels, rassemble prostituées et drogués pour une lente réhabilitation, puis s'en prend aux pattes d'éléphant, aux cheveux longs et autres signes de « décadence occidentale »... Des milliers de cadres de l'ancien régime qui n'ont pas voulu ou su partir à temps sont envoyés en « rééducation dans le Nord-Est du pays. Pour d'autres, séminaires intensifs, sur place ou au Vietnam. Ni exécutions ni tortures. Mais le zèle révolutionnaire conduit à bien des maladresses et des excès. Les bonzes au travail, les paysans collectivisés de force, les montagnards sédentarisés de même, les citadins embrigadés : à partir de la fin 1976, le tour de vis devient étouffant.

A Vientiane, c'est l'époque lugubre des séminaires schizophréniques, des manifs de masse obligatoires garanties spontanées où on vous tire de la moustiquaire dès trois heures du matin, de l'interdiction de toute musique, de toute mode occidentales. La milice tire à vue sur les fuyards qui tentent de franchir le Mékong. Dans les quartiers riverains, il n'est guère de famille qui n'envoie au moins un de ses membres de l'autre côté et ne facilite l'exode des voisins, moyennant finances (50 dollars ou plus par tête, sur des pirogues où on s'entasse à dix ou quinze). Les fauchés prennent des bidons ou des troncs de bananier et se laissent dériver...

Triste, triste était Vientiane, et cela dura jusqu'à la fin 1979, le grand tournant de la libéralisation, quand, en même temps que leurs cousins vietnamiens, les dirigeants laotiens s'avisent qu'il est dangereux de brûler les étapes vers le socialisme et qu'un minimum de paix sociale est indispensable, alors que l'Histoire vient de s'emballer : rupture avec la Chine, largage des communistes thaïs, Vietnamiens à Phnom Penh, Khmers rouges acculés à la frontière thaïlandaise...

Les paysans n'auront plus à brûler leurs récoltes ni à passer le Mékong. Deux mille coopératives sont démantelées. Celles qui subsistent – officiellement un tiers des rizières de plaine – feront leurs preuves au fil du temps et des apports gouvernementaux.

Un millier de prisonniers sont libérés – les trois quarts filent derechef en Thaïlande. (Depuis la

mi-1983, affirment les autorités, il n'y a plus de camps de détention, mais il semble que quelque 2 000 anciens détenus politiques aient été sédentarisés « ad vitam aeternam » dans le Nord-Est du pays, où ils vivraient dans les conditions frustes qui sont le lot du reste de la population locale). La religion est réhabilitée, les salaires augmentés, même la musique yéyé retrouve droit de cité...

La ville à la campagne

Aujourd'hui, neuf ans après la libération, cinq ans après la libéralisation, Vientiane vous a un air nonchalant et flapi. Ce qui frappe d'abord quand on y retourne, c'est son silence rupestre — sauf autour du Marché du Matin, où des haut-parleurs nasillent à longueur de journée des homélies que nul n'écoute. Silence universel ruisselant de soleil, que déchirent à peine le râle d'un tacot poussif qui passe, le couinement d'une selle de vélo, le fracas d'un camion vert-de-gris haut sur roues. Le citadin vit entre la basse-cour et la rizière, et sa maison en bois ou en dur est ceinte de bananiers et de légumes. La préfecture de Vientiane compte 347 000 personnes, dont... 140 000 agriculteurs. Dans le centre urbain, la densité atteint 180 habitants par kilomètre carré : autant dire qu'on n'y vit guère entassés les uns sur les autres.

Sous le ciel incandescent ou plombé, la vie défile au ralenti : deux bonzes safran coiffés d'ombrelles noires glissent le long d'une affiche d'Aéroflot ; des cyclos dépenaillés somnolent sous la capote de leur tricycle garé dans une flaque d'ombre ; au fond d'échoppes quasi nues aux rideaux de fer entrebâillés, des commerçants de toute race guignent la rue dans toutes les poses de l'attente...

L'animation viendra en fin d'après-midi, en échappées de vélos et de mobylettes vers la rizière. A la tombée du jour, la ville s'illumine. Elle n'est pas chiche de son électricité. Grâce au barrage sur la Nam Bgum proche (le maitre projet de l'ancien Laos), elle en a à revendre et en vend en effet l'essentiel outre-Mékong. C'est l'heure où des grappes humaines s'agglutinent devant l'un ou l'autre des 2 000 petits écrans pour suivre, en chassant les moustiques, les programmes bi hebdomadaires de la toute récente télévision laotienne, des émissions « made in U.r.s.s. et, surtout, les programmes thaïlandais de Channel 7, captés plus clairs qu'à Bangkok ! Les jeunes Vientianais y perdent leur lao, mais n'ignorent plus rien de Goldorak. Agression culturelle en principe inconnue en province, où la télé reste interdite.

La mousson creuse des fondrières qu'on n'en finit pas de regoudronner. Les façades se fissurent. Le crépi, la peinture — rouge, bleu, blanc — sont réservés aux bâtiments du secteur d'Etat (musée, ministères, magasins d'Etat, ateliers et usines nationalisés), et tout ce ripolin sur fond décati tire l'œil. Mais, renseignement pris à la préfecture, Vientiane ne compte que 27 ateliers et petites entreprises (cigarettes, boissons gazeuses, savonnettes, détergents, plastiques, papier) et sa « classe ouvrière » (à la définition généreuse) ne dépasse pas 12 000 personnes.

Les fonctionnaires, quant à eux, sont 10 000 dans la capitale. Etrange « sous-prolétariat » aux salaires dérisoires (du gratte-papier au ministre, 350 à 1 000 kips — c'est-à-dire, au taux actuel du « noir », qui a cours jusque dans les magasins d'Etat, 1,5 à 4,3 dollars par mois !) dont les achats subventionnés (riz, sucre, lait condensé, tissu) coûtent gros à l'Etat sans leur permettre de joindre les deux bouts d'une seule semaine... Ils ont droit à des prêts pour élever poussins et porcelets, consacrent leurs soirées à bêcher leur carré de légumes et leurs « samedis rouges » à leur ferme ministérielle. On imagine avec quel entrain ils retrouvent le bureau ! Pour survivre, ils grignotent leurs économies, louent les villas qu'ils possèdent, croquent les mandats de parents émigrés, mettent l'épouse et les filles devant un métier à tisser ou un éventaire ambulant, ou trafiquotent comme ils peuvent.

Chaque jour, à la poste centrale, on fait la queue pour envoyer tissages ou autres menus produits d'artisanat à la diaspora laotienne qui les revendra à bon prix. Le produit de ces ventes et autres chèques et mandats postaux représentent, estime-t-on, trois à cinq millions de dollars l'an de revenus supplémentaires.

Au total, ce n'est pas Byzance, mais la ville mange et s'amuse davantage qu'il y a quatre ans, lors de mon dernier passage. Les marchés sont bien approvisionnés. Un quatrième restaurant « français » vient de s'ouvrir — et fort élégant, ma foi ! — en sus d'une douzaine d'autres, privés ou d'Etat. Deux ou trois bars-restaurants, portes fermées après le couvre-feu de 23 heures, renouent, m'assure-t-on, avec la tradition salace du « gay Vientiane ». Nul ne l'ignore, mais la police n'ose intervenir...

Une demi-douzaine de salles de cinéma passent des films indiens ou soviétiques. Le tout-Vientiane accourt au Stadium le dimanche pour des rencontres de balle au pied disputées sous un soleil de mercure. En sus des fêtes rouge-bleu-blanc du régime, on ne rate plus un « baci » (cérémonie conviviale du rappel des esprits) chez le voisin ni une « boun » (fête bouddhiste pour l'acquisition de mérites) à la pagode. On s'entraine pour la course des pirogues contre les pagayeurs « m'as-tu vu » de l'autre rive. Et deux fois par mois, à l'occasion du tirage de la loterie nationale (billet 20 kips, gros lot 2 000 kips), une jeunesse endimanchée twiste sous les lampions devant le Lane Xang, à portée de fusil de la berge thaïlandaise. Le tube de l'année, c'est « One-way ticket to the blues ! »

Les lumières de la ville

Les pagodes ont retrouvé quelque affluence. Trois Laotiens sur quatre se réclament du bouddhisme (traditionnellement bon enfant), et le pays compte toujours environ 2 800 temples (quelques-uns en cours de réfection) et jusqu'à 15 000 bonzes les bons mois. Ici comme ailleurs, confortant le pouvoir séculier, la Sangha (hiérarchie bouddhiste) marie benoîtement Marx et Bouddha. Sept moines siègent à l'Assemblée populaire suprême (dont tous les membres sont nommés).

La ville s'est apurée, moralisée, mais n'en fait plus un plat. Les prostituées ont fondé foyer, la drogue dure a disparu, la fauche est rare et modeste. « Tout ça, c'est fini ! s'exclame Siho Bannavong, le vice-président de la préfecture. Mais nous devons rester vigilants, car régulièrement l'ennemi (thaïlandais ? chinois ?) nous envoie des agents pour créer des troubles. »

Vientiane, souligne-t-il, est venue à bout des 40 % d'analphabétisme hérités de l'ancien régime et en est au stade des « cours de perfectionnement » (deuxième année d'école primaire). (Le taux d'alphabétisation dans tout le pays atteint 98 %, affirme le ministère de l'Education). La capitale compte désormais 55 écoles primaires et 8 nouvelles écoles secondaires du second cycle — ainsi que des dispensaires dans toutes ses communes, très sous-équipés, alliant par nécessité ayourvédique et médecine occidentale. L'enseignement supérieur technique est en bonne voie — sur place et dans les pays de l'Est. Chaque année, 1 300 à 1 400 jeunes Laotiens partent suivre deux ans et demi à sept ans d'études supérieures techniques en U.r.s.s. et d'autres pays est-européens.

Autre sujet de fierté du régime : l'existence d'une certaine démocratie à la base. Si les séminaires de fonctionnaires sont souvent, dit-on, d'un ennui abyssal, les réunions de quartier sont des plus animées. Elles ont lieu au moins une fois par semaine. On y discute et dispute des mesures de sécurité, de l'organisation des travaux collectifs (et notamment de la mise en commun des rizières pour la culture de saison sèche), de l'organisation des fêtes privées et publiques, et des grands événements : la rupture avec la Chine, le problème cambodgien, les relations lao-thaï et, en particulier ces derniers temps, l'affaire de Sayabouri (l'invasion, début juin, et l'occupation par l'armée thaïlandaise de trois villages laotiens frontaliers dans l'Ouest montagneux du pays). « Les cadres expliquent, écoutent, tiennent compte des protestations — trop parfois », dit un jeune étudiant. « Le régime n'est pas policier, en tout cas pas très efficace dans sa surveillance », renchérit un diplomate occidental.

La grille, cependant, est en place. Vientiane est divisée en 7 districts et 48 « tasengs », communes elles-mêmes subdivisées en village ou quartiers. A chaque échelon correspondent les diverses organisations du parti (35 000 pour tout le Laos) et de l'administration, l'un et l'autre s'interpénétrant. La préfecture elle-même est une nouvelle entité modèle, détachée de la province de Vientiane, et chapeautée par un vice-ministre siégeant au comité central du parti.

Outre cette structure horizontale, le pouvoir s'appuie sur des organisations de masse, qui sont autant de courroies de transmission et de sondes verticales : associations religieuses, front de construction de la nation, comité de la jeunesse, des femmes, et même associations de nationalités (voir encadré).

Il y a du jeu dans cette grille, et quelque rouille. Pas vraiment de discussions sur les grands choix politiques, mais une grande pénurie de moyens, pas mal d'inexpérience et des faiblesses humaines, trop humaines.

Les déçus du régime citent pêle-mêle la naïveté ou l'ignorance crasse de certains cadres, la morgue et les magouilles des nouveaux parvenus, la langue-de-bois de bureaucrates détachés des réalités de la rizière et de la rue... Selon certains, la rustique Vientiane serait devenue une « ville d'orgueil » où, au grand dam de la ligne officielle, règne un mépris croissant pour le paysan. « On fait des pieds et des mains pour se faire une niche à Vientiane, et plus question ensuite de retourner à la campagne », dit l'un. « La corruption de la ville, ajoute un autre, a d'abord gagné nombre de femmes des cadres sortis des maquis, puis ces cadres eux-mêmes... »

En lieu et place d'un appel d'offres, tel ministre ou vice-ministre impose tranquillement pour tel contrat tel fournisseur local. Telle épouse ou fille d'un grand du régime monopolise les licences d'importation. Quelques familles bourgeoises de l'ancien régime, qui n'ont participé ni à la résistance ni à la libération, ont réussi à retrouver pignon sur Mékong en mariant

(suite en page 10)





Gamma

Pêche à la balance.

Dans un centre de « rééducation » pour jeunes bourgeois dans les années 75-80.

Gamma

Baignade familiale dans les eaux du Mékong

Gamma

(suite de la page 9)

leurs filles à de « beaux partis » du nouveau régime. D'aucuns s'offusquent de voir certains « fils à papa » mener grand train et se croire tout permis...

Interrogé sur cette dérive, un ministre me répond en substance : « Nous sommes au courant, mais l'exception n'est pas la règle, et, de toute façon, nous manquons de cadres... »

Des arrestations épisodiques pour « menées antisocialistes » semblent avoir un effet dissuasif certain, mais limité. En 1983, un vice-ministre a été arrêté pour corruption (*). Arrêtés aussi, en août, deux fils du président Souphanouvong pour avoir mené une « vie dissolue non conforme aux normes socialistes » (trafics d'or et de voitures, murmure-t-on). Avertissement ? Le bon peuple n'est pas convaincu : il sait de plus gros poissons...

Le gouvernement fait pourtant de son mieux pour resserrer ses propres boulons. Il a progressivement remanié ses ministères, dégraissé ses effectifs, promu les compétences. Des stages au Vietnam de trois à dix mois complètent la formation idéologique et technique des cadres moyens ou supérieurs. Le retour des premiers étudiants formés dans les pays socialistes se révèle à double tranchant : leurs compétences sont bienvenues, mais trop souvent leur arrogance de « petits chefs » passe mal... « Ça leur passera », dit le ministre de l'Education, Bountiem Phitsamaï, qui reconnaît que « 5 à 10 % d'entre eux ne finissent pas leurs études pour une raison ou pour une autre et sont rappelés et recasés », et que « jusqu'à 15 % de ceux qui rentrent se montrent difficiles sur le poste qu'on leur propose »...

Fuites et contrôles

Depuis que Bangkok autorise à nouveau les départs de réfugiés laotiens pour des pays tiers, le rythme des fuites outre-Mékong, qui s'était stabilisé depuis trois ans entre 100 et 600 par mois, est brusquement monté en juillet à 1 500 et s'y maintient – tandis que le programme de retour au Laos, par lequel 2 500 réfugiés s'étaient laissés convaincre de rentrer dans leurs villages respectifs, s'est interrompu pendant quelques mois.

Le plénum d'août a décidé de resserrer les contrôles. Une des priorités est la perception des taxes et impôts. Les commerçants s'en inquiètent – non sans hypocrisie. « Jusqu'ici, explique l'un d'eux, un cadre venait nous demander poliment d'évaluer notre propre chiffre d'affaires annuel et taxait à 5, 8 ou 10 % ce que nous déclarions. » Or voici que l'Etat se mêle de contrôler lui-même à la source approvisionnements et stocks (ce qui, au demeurant, suscite un conflit entre les douanes, qui veulent maximiser les taxes, et la préfecture, qui ne tient pas à étouffer le commerce). Voici qu'on relance la conscription militaire et la collectivisation dans la plaine de Vientiane. Voici qu'on vient d'entourer d'une murette bleu ciel le Marché du Matin (mais il n'y a pas de gardes aux entrées) et de multiplier par trois ou davantage la taxe mensuelle – assez élevée – de ses boutiquiers...

Début juin, une « décision présidentielle » a aussi revu en hausse divers « droits et taxes à l'intérieur pour les secteurs privé et administratif ». Il en coûte désormais 300 kips pour faire immatriculer un éléphant, 100 kips de mieux que pour une moto ! En ce qui fut le royaume du Million d'Elephants (Lane Xang), voilà bien qui va faire craquer les coffres. ●

(*) A la mi-novembre 1984, le vice-ministre des Finances, Oudone Pholséna, a été arrêté pour corruption. Plusieurs de ses adjoints se sont aussitôt enfuis en Thaïlande.

BANDITS SARDES: LE TEMPS S'EST ARRETE A ORGOSOLO

Au moment où l'Italie se passionne pour le procès marathon de la mafia napolitaine, les bandits sardes font parler d'eux. Notre correspondant à Rome nous raconte un de leurs derniers exploits qu'on dirait inspiré d'un film des frères Taviani

PAR MICHEL MATHIEU

(de notre correspondant à Rome)

RIEN de plus meurtrier que les querelles de clochers. Entre Orgosolo perché sur les montagnes au cœur de la Sardaigne et Oliena dans la plaine, c'est la guerre depuis toujours. Les différences culturelles et économiques des deux communautés séparées par dix-huit kilomètres de mauvaises routes, qui serpentent dans le maquis, ont dressé une barrière de haine réciproque. La différence entre les deux villages est saisissante.

A Oliena, le bien-être s'exprime non seulement au niveau de l'urbanisme, mais plus sûrement au niveau de l'emploi. Ici, on vit surtout du tertiaire, du commerce et de l'agriculture. Le chômage est inconnu et les coopératives agricoles sont florissantes. « Au début du XVIIIe siècle, Oliena avait déjà les jésuites, alors que chez nous les franciscains n'étaient même pas encore arrivés », nous confie, un peu amer, le premier citoyen d'Orgosolo. Avec son hôpital, ses treize églises, ses deux équipes de football (dont une en première division), ses courts de tennis et ses administrations, Oliena s'inscrit résolument dans une modernité prospère qui fait l'envie des hameaux environnants.

A Orgosolo, les ruelles moyenâgeuses et les murs des maisons recouverts d'énormes « murales », fresques exaltant la révolution et l'indépendance du peuple sarde, témoignent d'une angoisse existentielle devant les progrès de la technologie, et la dureté de la compétition dans les secteurs de l'agro-alimentaire. Au bord du vide, vivant essentiellement de l'élevage des ovins, suivant les méthodes ancestrales. Orgosolo préfère se tourner vers un passé mythifié plutôt plut d'affronter l'avenir. Les « murales » issues des années 68/69 et des manifestations pour l'occupation des terres témoignent d'un rêve évanoui d'une révolution populaire rédemptrice de toutes les inégalités sociales, culturelles et économiques. Aux pylônes de haute tension qui s'alignent dans la plaine, on oppose ici les arbres torturés qui veillent sur le paysage depuis l'époque où l'Empire romain poussait ses légions à l'assaut de la « barbagia », peuplée alors par les descendants des colons grecs. Hommes fiers qui, au VIe siècle avant J.-C. après avoir une première fois repoussé vaillamment les Carthaginois, devront se replier sur les massifs au centre de l'île.

Une terre aride battue par les vents et brûlée par le soleil en été, dédiée depuis des millénaires au nomadisme des bergers. Terre de silence et de solitude, terre orgueilleuse où l'Etat est tenu à distance et sur laquelle la propriété privée a été ignorée jusqu'au XIXe siècle. Habitué à vivre dans le syndrome de l'encerclement, le XXe siècle s'est presque consumé sans que les habitants de la « barbagia » s'en aperçoivent. L'Eglise n'a fait que se substituer aux dieux plus anciens, glissant sur le paganisme dévot nourri par les peurs et les croyances ancestrales. L'Etat, quant à lui, n'a été le plus souvent représenté que par l'uniforme des carabiniers, eux-mêmes non pas perçus comme un organe régulateur, mais comme l'instrument nécessaire à la protection des nouvelles lois sur la propriété, donc au service les riches contre les pauvres.

Symbole irrémédiable de l'expropriation des coutumes anciennes. Le modèle classique de l'Etat, qui tend à vouloir « fixer les groupes sociaux » et les individus dans une ère géographiquement définie, a été mis en échec non seulement par l'inertie culturelle, mais surtout par les impératifs économiques. Sur cette terre pauvre et montagneuse, qui compte plus de cailloux que de brins d'herbe, la mobilité est obligatoire. La privatisation des pâturages est un obstacle et un poids économique supplémentaires pour les collectivités qui vivent déjà chichement en marge des services et du confort qu'offre la civilisation actuelle. Cette évidence a fini par sauter aux yeux des pouvoirs publics. Il y a une quinzaine d'années, un président du conseil du nom de Rumor avait déposé un projet de loi, approuvé par la Chambre, qui prévoyait l'attribution d'une subvention économique de 80 milliards de lires, destinée à l'amélioration des conditions de vie des éleveurs d'ovins.

Une générosité dictée en grande partie par la pression des mouvements d'occupation des terres qui n'a pas eu de suite quand l'agitation des bergers s'est apaisée. Après la distribution par la région de la manne de l'Etat, la pauvreté et la délinquance ont repris leur place dans le théâtre de la vie quotidienne. Avec plus de raisons que la Mafia sans doute, le banditisme sarde revendique une tradition qui remonte à une période antérieure au Moyen Age, avec des périodes de flux et de reflux qui correspondent à la situation économique de l'île.

Contrairement à la Mafia qui est passé ces trente dernières années de la « protection » des latifondistes à la pénétration des secteurs de la finance et de la production (essentiellement la construction), le banditisme sarde a gardé ses connotations rurales et pastorales.

Les grands complexes industriels de la région de Sassari n'ont pas suscité d'attention particulière de la part de la pègre. Les nouvelles structures économiques ont littéralement glissé sur les structures existantes. L'« abigeato » (vol d'animaux) et l'enlèvement sont restés les activités cardinales du banditisme sarde. Il serait donc vain de se fixer sur certaines formules littéraires à succès, comme « l'anonima del sequestro » qui revendiquait des compétences politiques et militaires que le groupe de terroristes-bandits était loin de posséder. Le sigle est mort après la désintégration d'une bande par la police après l'affaire Bulgari. Un jour ou l'autre probablement, la formule réapparaîtra, mais plus que d'une organisation structurée elle sera le fait d'un petit groupe en quête d'une « couverture » idéologique, comme l'indique le choix des victimes qui sont généralement d'une aisance moyenne et par conséquent plus vulnérables pour des bandes sans structure que des milliardaires souvent armées ou accompagnées de gardes du corps.

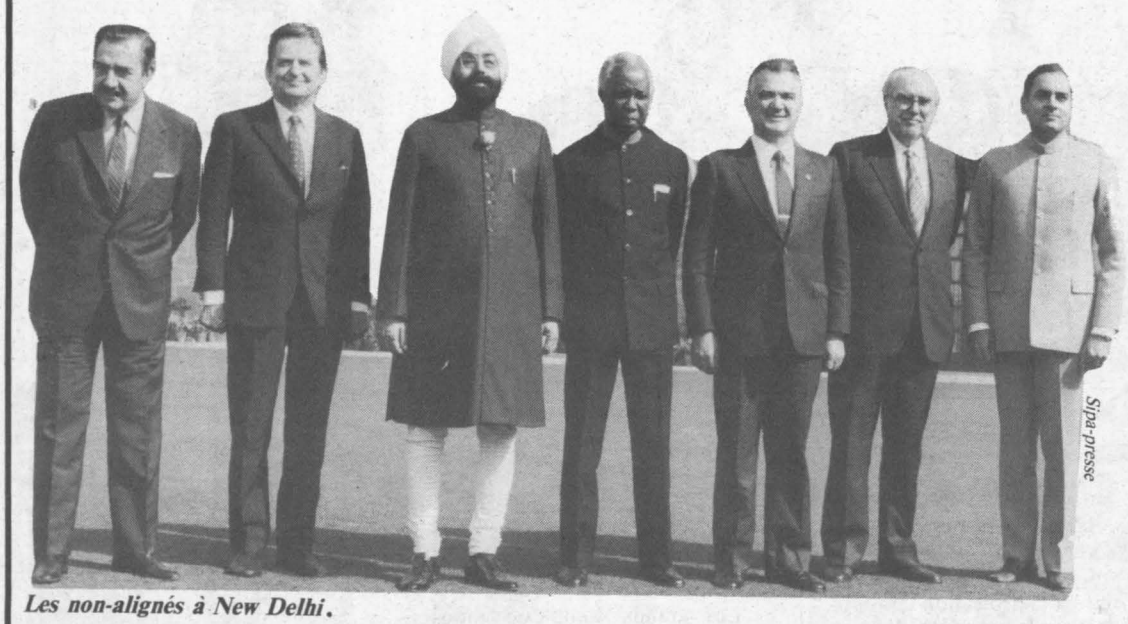
D'une richesse qui paraît insolente, Oliena est une proie idéale pour les bandits qui pullulent dans les montagnes environnantes et qui offrent de nombreux refuges. Comme il est bien connu que les carabiniers ont toujours un train de retard, les habitants d'Oliena, en proie à l'assiduité des preneurs d'otages, ont appris à se défendre. Quand dans l'après-midi de vendredi quatre hommes armés se sont jetés sur Tonino Caggiari, commerçant en matériel de construction, pour l'entraîner dans le maquis, tout le pays s'est mobilisé pour partir à sa recherche. Dix minutes après l'enlèvement, la maison du malheureux commerçant était devenue le Q.G. opérationnel d'un régiment de civils armés jusqu'aux dents, et brûlant d'en découdre. Dans le salon, Mme Caggiari, brune et lucide, sonnait le tocsin à l'aide du téléphone, pendant que les hommes en bottes formaient les groupes pour la battue.

Une immense battue qui devait mobiliser près de 300 hommes et qui devait durer toute la nuit, jusqu'à l'épilogue tragique du lendemain après-midi. Samedi vers midi, les armes automatiques des carabiniers ont pris le relais des fusils de chasse auxquels les fugitifs répondirent par un tir nourri et des grenades. Pendant plus de trois heures, la fusillade fit rage. Vers trois heures et demie, de l'après-midi, les fugitifs pris en sandwich tentèrent de forcer le barrage et devaient succomber l'un après l'autre. L'otage heureusement avait été délivré par les siens dès le début de l'escarmouche. Quand les armes se sont tues, il paraît que le préfet de police et le procurateur adjoint sont mutuellement tombés dans les bras l'un de l'autre.

Sans doute avaient-ils de bonnes raisons de se féliciter mutuellement, mais, l'émotion passée, on commence à dire que cinq morts (les quatre bandits sont morts plus un sous-officier des carabiniers) et six blessés parmi les forces de l'ordre et les civils est un bilan excessivement lourd, et le maire d'Orgosolo n'est pas le seul à se demander si un tel massacre n'aurait pas peu être évité.

Un sentiment largement partagé par la population du petit village. Quand journalistes, photographes et cameramen auront plié bagages, les 4 900 habitants d'Orgosolo dont 1 500 retraités (qui à eux seuls entretiennent la moitié de l'économie du pays) retourneront à leur silence. Déjà une légende est en train de naître sur ce que l'on appelle la bataille d'Osposidda, qui raconte comment quatre bandits dont trois étaient d'Orgosolo ont tenu tête à trois cents hommes d'Oliena et à la police pendant plus de trois heures. Seuls les anciens, dans quelque temps, se souviendront des corps criblés de balles, des visages méconnaissables, à tel point que pendant plusieurs heures les services de police n'ont pu identifier avec certitude les bandits (les journaux locaux ont donné pour mort un bandit qui circule encore dans le maquis).

Lundi dernier, tout le village était en deuil. Rues désertes, fenêtres et volets clos, stores des magasins baissés, les habitants d'Orgosolo ont voulu démontrer leur solidarité avec les familles en deuil. Dans le village désert, alors que la cloche sonnait gravement la fin de l'office funèbre, l'une après l'autre, drapées de noir, seules les femmes, comme le veut la coutume, ont accompagné les cercueils jusqu'au cimetière. Sur la route en pente, les déchirants « atitos » (chants funèbres) ont bientôt fait place aux sanglots et aux cris de désespoir. Même cérémonie à Santolussogiu, le village du quatrième bandit. Même claquement de capes sombres fouettées par le vent d'ouest qui souffle par rafales pendant tout l'hiver. Ici, au cœur de la « barbagia », les silhouettes noires qui se découpent sur le ciel vide semblent dire que le temps s'est arrêté. ●



Sipa-presse

Les non-alignés à New Delhi.

DESARMEMENT

La voix des non-alignés

Les chefs d'Etat ou de gouvernement de six pays de quatre continents réunis à New Delhi ont adressé une pressante demande aux grandes puissances pour « éviter de tomber dans une course nucléaire dans l'espace ». Une longue déclaration pour la paix et pour l'arrêt de la course aux armements nucléaires a aussi été cosignée par des mandataires de quatre pays non alignés (le Mexique, l'Argentine, l'Inde et la Tanzanie), d'un pays européen neutre (la Suède) et d'un pays de l'Otan (la Grèce).

Sans doute cette importante réunion s'adresse aussi aux pays du tiers monde autant qu'aux superpuissances. Le prestige et le poids diplomatique des participants peuvent montrer à bon nombre de nations du tiers monde l'alternative réelle d'un pôle nouveau pour échapper aux jeux des supergrands. Après le sommet présidé par le Premier ministre indien, Rajiv Gandhi, une conférence de personnalités internationales opposées à la course nucléaire dans le monde a eu lieu à Athènes. L'U.r.s.s. et les Etats-Unis ont été représentés dans la capitale grecque, mais leurs délégués n'ont pas réagi aux déclarations du Premier ministre Andréas Papandréou, qui a réaffirmé sa volonté d'avancer vers la « dénucléarisation de la péninsule des Balkans ».

L'Inde préside actuellement le mouvement des non-alignés et elle entend jouer avec les cinq autres pays du sommet de New Delhi un rôle plus actif dans la vie politique internationale, histoire sans doute de ne pas laisser aux deux superpuissances le monopole de l'activisme diplomatique.

L'appel lancé par De La Madrid (Mexique), Alfonsin (Argentine), Nyerere (Tanzanie), Palme (Suède), Papandréou (Grèce) et Gandhi (Inde) concernant l'arrêt des programmes de militarisation de l'espace devrait trouver un accueil favorable en Europe.

GRANDE-BRETAGNE

Amère victoire pour Margaret Thatcher

Le chômage ne cesse pas d'augmenter chez Margaret Thatcher. Les apôtres français du néolibéralisme à la sauce anglaise ont intérêt à regarder de plus près les chiffres de l'économie du Royaume uni. Les 13,9 % de la population dite active se trouvent sans travail. Le chômage record a entraîné le dépôt d'une motion de censure par l'opposition travailliste, mais la majorité conservatrice a pu facilement battre en brèche les assauts de l'opposition. Il est vrai qu'à cette occasion Mme Thatcher n'a eu à déplorer aucune « désertion » dans les rangs de la majorité, puisque même les conservateurs critiques ont manifesté leur soutien aux orientations économiques du gouvernement. Il n'empêche que dans les rangs conservateurs des voix se font entendre pour désapprouver les effets le plus négatifs de cette politique.

Cependant, les négociations dans les charbonnages restent bloquées. La N.u.m. (Union nationale des mineurs) et son président Arthur Scargill ne peuvent que constater l'effritement progressif de leur mouvement de grève. La démoralisation guette les troupes syndicales, et l'administration des houillères (N.c.b.) joue la montre. Pour cela le National Coal Board (N.c.b.) peut compter avec le soutien total de Mme Thatcher décidée à casser le mouvement, mais aussi à infliger à Scargill une sévère défaite politique.

Le nombre de mineurs grévistes diminue sensiblement chaque semaine et, après onze mois de grève, les membres de la N.u.m. semblent à bout de souffle ; si les négociations ne reprennent pas rapidement, le gouvernement prévoit que le nombre de mineurs qui reprendront le travail va augmenter sonnant ainsi le glas de la grève, et alors tout un chapitre de l'histoire du mouvement ouvrier britannique sera fermé.

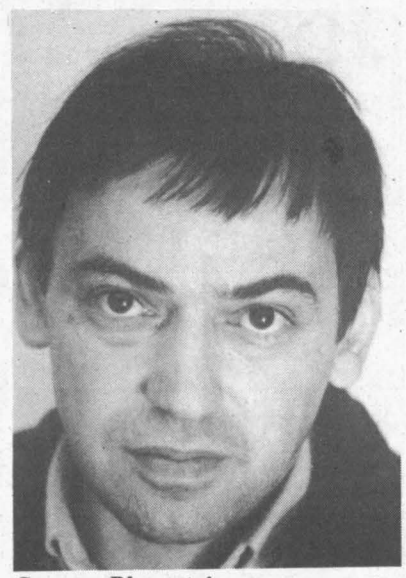
Pour la N.u.m., la porte étroite de la négociation ressemble trop aux fourches caudines de l'humiliation, mais la position du syndicat s'affaiblit de jour en jour.



PHILIPPINES

Lino Brocka, cinéaste militant

Lino Brocka a disparu. Arrêté lundi 28 janvier à Manille et jeté en prison sans possibilité de mise en liberté sous caution, il devait être transféré le 21 à Fort Bonifacio, un camp où sont détenus de nombreux prisonniers politiques. Mais on est sans nouvelles de lui aujourd'hui. Lino Brocka, c'est le plus grand cinéaste philippin actuel. Le réalisateur de « Bayan Ko », sorti à Paris en décembre dernier. Un ferme opposant au régime dictatorial du président Ferdinand Marcos. Quand les policiers lui sont tombés dessus, il se trouvait aux côtés des conducteurs de « Jeepneys » (taxis collectifs) en grève. Il risque – théoriquement – la peine capitale pour « incitation à une réunion illégale ». Seule une décision personnelle du président pourrait lui faire retrouver la liberté. En France, les amis de Brocka se mobilisent. Pour que ce cinéaste militant ne pourrisse pas dans les geôles de Manille.



Seweryn Blumsztajn.

ARBITRAIRE

Seweryn Blumsztajn renvoyé manu militari à Paris

Refoulé dès son arrivée à Varsovie ! Soustrait à ses amis pour être réexpédié comme un objet encombrant dans le premier avion en partance pour Paris. Avec comme (faux) prétexte un passeport non valide... C'était en fait pour Seweryn Blumsztajn, le dirigeant de Solidarité en exil ici depuis trois ans et auteur de « Je rentre au pays (1) », la pire des hypothèses, celle qu'il n'avait pas osé envisager, préparé qu'il était, par contre, à affronter l'emprisonnement pour reprendre le combat.

La cause de Seweryn : le droit à un retour digne, et sans reniement, dans son pays, était devenue celle de tous les démocrates et les hommes de cœur. A Orly, le 5 février pour son départ on retrouvait ensemble Simone Signoret et Yves Montand, Piccoli, François Périer, Patrice Chéreau, André Gluksman et Edmond Maire qui prirent la parole, des représentants de F.o., de la C.f.t.c., de la C.g.c. et beaucoup d'autres. Tous étaient prêts à témoigner, maintenant comme après, ainsi que l'affirma Maire, de l'honnêteté et du désintéressement de celui qui « se jetait dans la gueule du loup ». La lâcheté du procédé de Jaruszelski les en dispensera.

Voici Seweryn Blumsztajn désormais proscrit. « Des méthodes soviétiques », a seulement pu déclarer ce combattant désemparé.

J.L.

(1) Voir son interview dans « l'Unité » du 25 janvier.

ISRAEL

Sharon démonté, Pérès remonté...

La tentative de l'ambitieux « Zorro » israélien, le général Ariel Sharon, de se refaire une virginité politique aux dépens du magazine « Time » a finalement tourné court.

Contraint antérieurement au retrait, en Israël, par les accusations de la Commission Kahane, de « complicité indirecte » dans le carnage des Palestiniens du camp de Sabra Chatila par les Phalanges, le bouillant baroudeur du Hérout, aujourd'hui simple ministre du gouvernement, mais qui voudrait détrôner, pour la succession de Pérès, le vice-président Shamir, premier de son parti avait besoin d'une « victoire morale ». Comment ? En réclamant 50 millions de dollars au magazine « Time » pour avoir affirmé que Sharon avait discuté avec la famille Gémayel de « vengeance » au lendemain de la mort de Béchir Gémayel et avant les massacres en question, bref de les avoir suscités. Après le verdict du tribunal considérant que les imputations de « Time » n'avaient pu être démontrées mais que son erreur diffamatoire (que « Time » conteste) n'était pas intentionnelle, le général n'a pas seulement perdu gros.

Car la décision de justice, au lieu de permettre à Sharon de se refaire une vertu et de relancer sa carrière, le paralyse doublement. Elle tend en effet tout d'abord à revalider les condamnations de la Commission Kahane de « responsabilité indirecte » de Sharon, fondées sur la connaissance qu'il avait des Phalanges et de la dangerosité de leur intervention. Et pour le retour à Tel-Aviv du « stratège » numéro un de la guerre du Liban, qui se voulait glorieux, ledit « roi des juifs » s'est trouvé nez à nez, en guise de supporters, avec un calicot vengeur : « Sharon est coupable 610 fois » (nombre des morts israéliens au Liban), et une cote d'opinion au plus bas.

Il faut dire que même si l'extrême droite et son suppôt, l'enragé raciste Meïr Kahana, marquent des points (en liaison avec le regain de colonisation-résistance-répression en Cisjordanie occupée), Israël, à l'heure de l'austérité (11 % de baisse des salaires entre 1983 et 1984 et du retrait unilatéral du Liban (sans aucune des garanties de sécurité recherchées), en est aujourd'hui à manger son pain noir.



Sipa-presse

Pour comble, voici que Washington envisageait, pour assouplir l'attitude de l'U.r.s.s. à Genève, des accommodements au plan Reagan lors des contacts prévus avec Moscou pour un règlement au Proche-Orient... Région où, il est vrai, l'U.r.s.s. a beaucoup renforcé ses positions, ce qui rend son exclusion du jeu de moins en moins crédible en vue d'une paix pour laquelle sa proposition de conférence internationale est largement soutenue. On comprend l'inquiétude du gouvernement israélien vis-à-vis de son seul et « indéfectible » allié U.S. auprès duquel il a dépêché en toute hâte son ministre de la Défense, Rabin. Or les responsables américains, qui ont accepté, en l'occurrence, de combler une partie des besoins hébreux en matière militaire, ne sont certes pas disposés à une conférence internationale, mais restent évasifs pour le reste.

Que restait-il à faire dans ces conditions pour le gouvernement d'Union nationale, naturellement immobiliste pour ne pas éclater, mais soumis, de plus, à une offensive de séduction du Kremlin : conversations nouées entre ambassadeurs des deux pays et invitation à Moscou d'Edgar Bronfman, président du Congrès juif mondial ? Réaliste, Shimon Pérès a su saisir la balle au bond en proposant à Moscou d'accepter sa participation à d'éventuels pourparlers de paix israélo-arabes à la condition – justifiée – qu'il commence par renouer ses relations diplomatiques, interrompues depuis 1967, avec Israël.

JEAN LIBERMAN



Joseph Franceschi: "Plus on a des centres d'intérêt dans la vie, plus on a intérêt à vivre longtemps"

L'espérance de vie s'allonge. Il y a cinquante ans, elle était de 60 ans pour les hommes et 65 pour les femmes. Aujourd'hui, elle est respectivement de 71 et 79 ans. Demain, elle sera de 85 et 92 ans, avec 12 millions de personnes âgées. C'est beaucoup. Vieillir bien, et heureux, c'est un avenir à préparer... C'est aussi entreprendre des actions dès aujourd'hui. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat aux Personnes âgées, en parle avec «l'Unité».

« L'Unité » : Parmi toutes les initiatives que vous avez prises en faveur des personnes âgées, nous avons relevé une aide pour l'amélioration de l'habitat...

JOSEPH FRANCESCHI : Effectivement, c'est une aide qui vient d'être renforcée. En règle générale, une personne âgée peut obtenir une prime versée par les directions départementales de l'Equipement, à laquelle s'ajoutent des aides de sa caisse de retraite. Des montants différents selon que le demandeur est propriétaire ou locataire. Evidemment. Pour compléter ces financements, le secrétariat d'Etat attribue aujourd'hui une subvention complémentaire qui peut atteindre 7 000 F, voire 14 000 F si la personne est handicapée. Cette aide représente environ 40 millions de francs. Un effort qui s'inscrit dans ma politique de maintien à domicile, car la première condition pour qu'une personne âgée puisse vivre chez elle, c'est d'abord qu'elle dispose d'un logement décent. J'ajoute que c'est indispensable pour que les soins infirmiers puissent être donnés à domicile. Savez-vous que 500 000 personnes âgées en bénéficient aujourd'hui ?

– Vous parlez de possibilités d'accueil temporaire ? C'est pour soulager les familles ?

– C'est un mode d'accueil que j'ai moi-même suscité en 1982. Il permet d'éviter des hospitalisations définitives en accueillant pour de courtes durées des personnes momentanément en difficulté ou qui vivent en zones rurales très isolées. De plus, cet accueil temporaire permet de soulager en effet les familles qui gardent à leur domicile de grands vieillards. Plus de 1 000 places ont été créées, et tout est mis en œuvre pour que cet option se développe encore. J'y tiens beaucoup !

– Une de vos priorités est donc d'éviter des transferts en milieu hospitalier... Qu'arrive-t-il au moment de la dépendance ?

– Apporter les soins nécessaires aux personnes âgées accueillies en logement/foyer et maison de retraite peut éviter ces transferts. Je me permets de vous rappeler que le nombre des sections de cure médicale est passé de 12 000 en 1981 à 52 000 aujourd'hui. D'autre part, plusieurs opérations-pilotes sont en cours. Une quinzaine ; nous avons souhaité des structures innovantes, c'est-à-dire un aspect architectural et un environnement qui préservent le cadre familial et la qualité de la vie. Le plan de financement associe des crédits du ministère de l'Urbanisme et du Logement, des Transports et des Crédits sociaux. Le système de tarification permet au résident le plus pauvre d'assurer pratiquement son autonomie financière... Un projet thérapeutique, bien sûr, et aussi une animation : plus on a dans la vie des centres d'intérêt, plus on a d'intérêt à vivre, à vivre longtemps. Ce sont des stimulations indispensables ! Enfin, ces établissements s'inscrivent dans les options prioritaires du IXe Plan. Elles permettront d'accueillir en dehors de l'hôpital des personnes âgées dépendantes.

– Ce sont des petites unités ? A-t-on pensé à l'éloignement qui est une complication décourageante pour les familles ?

– Notre objectif, c'est d'abord de créer de petites unités de taille et de rôle diversifiés, géographiquement bien situées, le plus près possible du cadre de vie habituel, afin que les solidarités familiales et de voisinage puissent être maintenues. Je ne vous cite comme exemple que Boulogne-sur-Mer, où les résidents n'ont pas quitté leur quartier. Alfortville dans le Val-de-Marne : 8 résidences au bout de la rue. Meyrieux dans l'Isère, enfin, je pourrais vous citer 32 villes dont les établissements se situent dans un rayon de 300 mètres du centre.

– Et Paris ?

– Paris n'a rien fait pour les garder dans le quartier !

– Peut-on tirer parti des immenses hospices/parking parfois très anciens ?

– Il est indispensable en effet d'envisager la restructuration de ces établissements. C'est notamment dans cet esprit que j'ai mis en œuvre la transformation de l'hospice de Nanterre. Vu le retard intolérable pris en la matière, dès 1982, les crédits affectés à ces transformations avaient été doublés, et pour cette année les dotations atteindront un chiffre record. Onze régions ont conclu des contrats de Plan pour la modernisation de leurs hospices. Cela représente un coût total de travaux de 2,5 milliards de francs avec une participation de l'Etat de 1 milliard de francs. Ainsi, plus de 12 000 lits pourront être modernisés dans ces régions.

Mais la modernisation à elle seule ne suffit pas pour améliorer la vie des pensionnaires. Ces nouveaux établissements doivent être ouverts sur l'extérieur. Des activités d'animation doivent être mises en œuvre. Il faut atténuer, voire supprimer l'impression d'isolement. Je voudrais à ce sujet vous indiquer qu'à mon initiative le Parlement a adopté une disposition permettant d'associer les résidents, les familles et le personnel au fonctionnement quotidien des établissements. Les personnes âgées expriment leurs désirs... Nous l'observons chaque jour, lorsqu'elles ne se considèrent pas comme « exclues du monde », lorsqu'elles continuent à participer, à agir, à être intéressées, le vieillissement survient avec plus de lenteur.

– Et le personnel ? Est-il assez formé ? Informé ? Ce n'est pas très attrayant un vieillard... Vous parlez aussi de bénévolat : est-ce une solution ?

– Je tiens à visiter fréquemment des établissements, partout en France, afin de me rendre compte par moi-même des réalités du terrain... eh bien, c'est dans le secteur des personnes âgées que j'ai vu le plus de conscience professionnelle, le plus de dévouement, le plus de chaleur humaine et d'affection ! Malgré les contraintes, les exigences de leur tâche... Il est certain que le bénévolat doit trouver sa place, d'abord parce qu'il est l'expression naturelle de la solidarité humaine, ensuite parce qu'il

Population de la France métropolitaine au recensement de 1982 : 55 000 000.
Agés de plus de 60 ans : 10 000 000 personnes environ. Parmi celles-ci, 3 560 000 ont plus de 75 ans. (En 1975 : 2 960 000.)
Les femmes, majoritaires, représentent 75 % des plus de 85 ans.

peut permettre d'aller au-delà de ce que les structures et les financements traditionnels peuvent permettre et organiser. Cela se fait dans de nombreux pays anglo-saxons et doit être encouragé dans notre pays. L'abaissement de l'âge de la retraite a augmenté le potentiel d'hommes et de femmes d'expérience, disponibles, et souvent désireux de mettre leur énergie au service d'actions sociales... Mais il convient de ne pas porter atteinte au bon fonctionnement de l'établissement, et notamment de coordonner l'action des bénévoles et des professionnels.

– Pour en revenir aux retraités, vous avez émis l'idée d'un carnet de santé. Comment prévoyez-vous sa mise en œuvre ?

– A mon sens, un carnet de santé peut permettre d'assurer un meilleur suivi des personnes âgées. Son efficacité est directement liée à l'intérêt que les médecins traitants y porteront ! Nous examinons actuellement avec les organismes de retraite et les professions médicales les modalités de sa mise en œuvre. Cela peut être une aide précieuse pour mener des études épidémiologiques comme pour l'actualisation permanente des besoins des personnes âgées. Garder ce carnet sur eux, c'est aussi très important quand ils se déplacent ! C'est une sécurité... enfin, il sera expérimenté dès cette année dans plusieurs régions.

– Quelle est votre priorité ?

– Ma priorité est et demeure de donner la place qui leur revient aux personnes âgées de notre pays. Ils ont fait notre société d'aujourd'hui. Ils nous ont faits. Malgré les pires crises et difficultés... A nous de leur rendre ce que nous leur devons. Par l'affection bien sûr, mais aussi par la solidarité que nous saurons leur porter.

(propos recueillis par Françoise Loriol)

IL FAUT VIVRE VIEUX... ET HEUREUX

« Les idées, nous les avons ! » s'écrit le docteur Renée Sebag-Lanoë, qui dirige à l'hôpital Paul-Brousse à Villejuif un service de pointe en thérapeutique gérontologique. Les équipements, c'est bien... l'amélioration des locaux : décoration intérieure de chambre individuelle, ou de deux lits, avec nom sur la porte (très important cette personnalisation) c'est acquis. Après ces priorités, elle a dû lutter sur d'autres fronts, là « où les besoins sont immenses et ne feront que croître ».

Alors que fait-on à Brousse de si particulier ? On lutte contre la grabatisation. On freine le processus de détérioration mentale. Par tous les moyens, scientifiques et d'autres plus expérimentaux, plus marginaux. Rappelons cet « atelier de mémoire » qui fonctionna, il y a peu et pendant près d'un an, expérience qui a permis d'entretenir et stimuler les facultés intellectuelles de personnes âgées de 85 ans et plus, en les interrogeant tranquillement sur leur passé. Des thèmes étaient choisis : les loisirs, les transports, la médecine de l'époque, la guerre. De l'histoire « encore » vivantes. Le message du vécu et des images que ces vieilles gens allaient extirper du fond de leur mémoire. Une activation bénéfique de leurs facultés. Et aussi un dialogue, des rapports amicaux. Personne, depuis le départ de Danielle Voldman, historienne bénévole, n'a repris ce travail : « Je suis prête à redémarrer cette expérience ! dit le docteur Lanoë. Avis aux amateurs... En attendant, toutes les semaines, à Paul-Brousse, se sont instaurés, sous sa direction, des « petits groupes de conversation ». 7 à 10 personnes. Selon l'actualité, les faits de société, on discute... Débats, causeries... tout ça pour entretenir leur lucidité. Le « conseil de maison » est plus prosaïquement orienté sur la bonne marche de l'établissement : ils contestent ceci cela, expriment leurs désirs...

Actuellement, avec l'aide d'un psychologue et d'un orthophoniste, le docteur Lanoë met en place une « classe de ré-orientation » dans le temps et l'espace, pour freiner les troubles de cet ordre : projection de diapositives, interrogation des « désorientés », action, etc., tout cela inspiré des expériences psychogériatriques du Péri, en Belgique.

Relaxation. Peinture. Chansons. Cinéma ou concert tous les quinze jours. Réunion de famille trimestriellement. Quelquefois, les expériences sont de courte durée – ainsi la musicothérapie – à cause d'un bénévolat défaillant... Bien sûr, elle préférerait créer des postes ! Par exemple, dans son service : une seule assistante sociale pour 200 lits ! Une seule psychologue ! Et pas assez d'animateurs. Un travail fou. Des équipes soignantes qui consacrent tout leur temps et plus que leur temps à des tâches qui dépassent de loin le train-train journalier... mais voilà... les crédits ?... Elle pense depuis peu à se brancher sur les associations, les jeunes retraités disponibles, actifs... « et pas trop effrayés », ajoute-t-elle. Ou bien encore profiter des T.u.c...

Jusqu'à présent : rien. Aucune proposition ne lui a été faite. « Finir dignement sa vie, c'est aussi garder le choix de ses activités, de ses loisirs. C'est pourquoi il en faut toute une gamme, explique-t-elle. Vous savez, très tard dans l'existence, on a des désirs, des contentements... Nous avons des idées pour qu'ils restent heureux, mais cela ne suffit pas. Il y a aussi les moyens, et les bonnes volontés. »

F.L.

DEPUIS 1981, UN BILAN CONSIDERABLE

Augmentation des retraites et pensions : *le minimum vieillesse en augmentation de 42 % (en 1981 : 1 417 F, en 1985 : 2 470 F). Pension de reversion calculée sur la base de 52 % de la pension principale. Amélioration des conditions de calcul du point. Diverses mesures en faveur de certaines catégories professionnelles.*

Avantages d'ordre financier : *exonération, ou abattement, d'impôts pour les plus de 65 ans – abattement pour toute personne qui accueille une personne âgée – revalorisation de l'allocation logement à caractère social – exonération des taxes d'habitation, foncière, radio/télévision pour les non-imposables – livret d'épargne populaire, carte vermeil.*

Aide à domicile : *30 000 communes couvertes par ce service (mieux rémunéré).*

Soins infirmiers à domicile : *100 000 personnes prises en charge chaque année. 535 services : 1 000 infirmiers, 2 160 aides-soignants (20 fois plus qu'en 1980).*

Amélioration de l'habitat *des vieilles gens, avec subvention.*

Protection juridique : *résiliation de bail quasi impossible.*

Hébergement collectif : *depuis 1981 : 40 000 places nouvelles dans maisons de retraite médicalisées.*

– conversion des hospices et rénovation de 24 000 lits
– accueil temporaire
– vacances autorisées sans s'acquitter des frais
– carnet de santé
– mise au point de solidarité/voisinage.

Structures nouvelles et plan gérontologique d'équipements.

Création d'un Institut de recherche sur la prévention du vieillissement cérébral.

Partout : représentation des personnes âgées dans les instances où sont traitées les affaires qui les concernent.

MIEUX VAUT PREVENIR QUE VIEILLIR

«Vieillir est un verbe actif», affirmait Joseph Franceschi inaugurant à l'Hôpital Bicêtre l'Institut national de recherches sur la prévention du vieillissement. Encore faut-il que cette précieuse petite machine qu'est le cerveau continue de fonctionner sans se gripper

Observer et soigner avant qu'il ne soit trop tard : c'est cela la prévention. Et c'est nouveau, tout au moins peu habituel. C'est cependant l'objectif que s'est fixé l'Institut national de recherche sur la prévention du vieillissement, qui doit sa création à l'initiative du docteur Daniel Benoist. Ayant abouti à l'idée que le vieillissement cérébral n'est pas un processus inéluctable, l'équipe de chercheurs dirigée par Mme M. Le Poncin-Lafitte, docteur ès-sciences – une quinzaine de psychologues, neurologues, gérontologues... –, veut explorer de nouvelles voies pour prévenir et combattre les risques liés au vieillissement cérébral. Rester actif, c'est préserver cet organe essentiel « par qui tout arrive et tout repart ».

Certes, il y a la destruction du stock des cellules cérébrales qui disparaissent à un rythme d'un millier par jour sans être remplacées – et ce chez tout individu – mais sur 13 milliards de neurones, il n'y a pas panique... C'est ce qu'on peut appeler le vieillissement naturel. Mais il est d'autres facteurs qui interviennent et accélèrent le processus. Facteurs circulatoires, métaboliques, immunologiques, neurochimiques, environnementaux et même des facteurs génétiques !



Pascal Lebrun

Autour du Dr Le Poncin-Lafitte, Daniel Benoist, Pierre Bérégovoy et Joseph Franceschi

S'il n'y a aucune certitude à ce sujet, on est bien obligé de constater qu'il y a des familles qui vieillissent mieux que d'autres !

Bref, c'est tout cela qu'on a commencé à étudier dans cet institut ouvert depuis octobre, et qu'on va approfondir, laissant bien entendu de côté la notion utopique de rajeunissement.

C'est une action longue et patiente que vont entreprendre ces chercheurs.

L'équipe de Bicêtre, intronisée le 31 janvier dernier par Joseph Franceschi et Pierre Bérégovoy, a dès à présent trois objectifs. Elle se propose de réunir dans une banque de données les informations sur ces différents types de vieillissement cérébral et leur mécanisme (études par tranches d'âge, milieu socioprofessionnel, région). Elle va procéder au dépistage précoce des signes avant-coureurs (déjà le « bilan des ressources cérébrales » proposé aux personnes âgées ne peut satisfaire les demandes). En troisième lieu, elle va étudier bien évidemment de nouvelles thérapeutiques, non sans avoir évalué le degré d'efficacité de celles qui existent. Viendra ensuite, s'il y a lieu, la recherche appliquée en laboratoire sur des cobayes.

Les moyens techniques très modernes : tomographe – scanner – appareil à résonance magnétique nucléaire (prochainement installé)... enfin tout ce qu'il faut pour que cet institut devienne un haut lieu français de la recherche en gériatrie. De dimension internationale puisque chercheurs praticiens – spécialistes et généralistes –, industriels en médicaments vont se retrouver en des colloques.

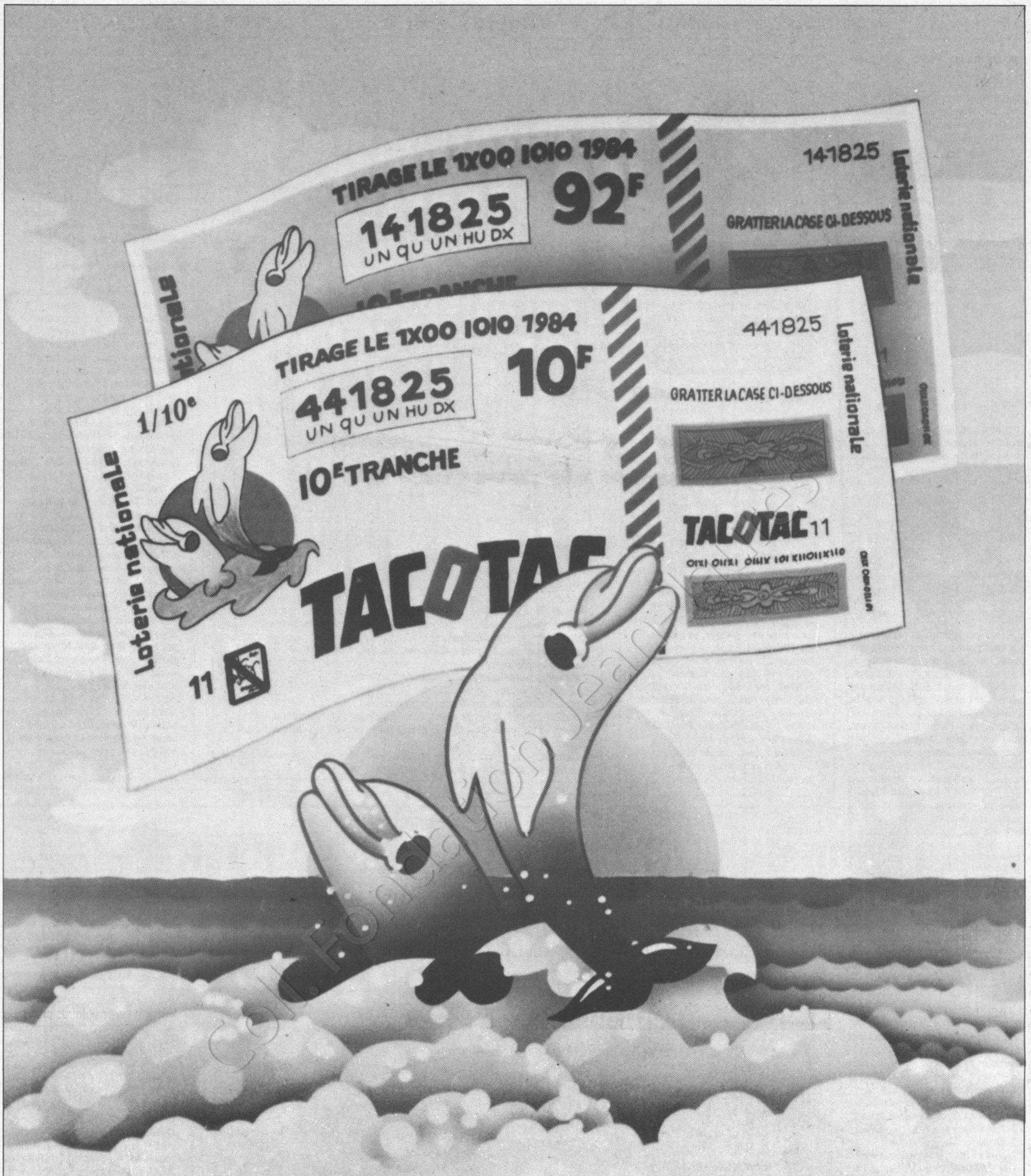
D'autre part, des antennes régionales – notamment dans le midi de la France et le Nord, où se situent les plus fortes densités de personnes âgées – se mettent en place. Une vidéothèque. Une publication : le C.a.p. (Cerveau, âge, prévention), enfin tout pour dépister, conduire des recherches fondamentales et thérapeutiques, informer, coordonner.

Tout cela est cher. Oui. Des fonds publics, des fonds privés vont permettre à cet organisme indépendant de fonctionner. Mais la prévention n'aboutit-elle pas, à long terme, à des économies ? Question d'éthique aussi, de solidarité. Préserver l'autonomie de la personne âgée, lui permettre de vieillir « bien », c'est la ligne de conduite que s'est fixée le gouvernement.

« Ajouter des années à la vie c'est chose faite, dit Joseph Franceschi, c'est transformer la vieillesse et l'image que nous avons d'elle. » Une autre étape.

F.L.

**** I.n.r.p.v.c., Hôpital Bicêtre. 78, rue du Général-Leclerc. Kremlin-Bicêtre.***



Profitez des vacances pour gagner au TAC O TAC !

C'est le jeu de l'année ! Partout en France des milliers de joueurs, gagnent à chaque instant; car, avec le **TAC O TAC,** vous avez deux chances de gagner.
Une chance au grattage : si une somme apparaît vous l'avez déjà gagnée et vous serez payé sur place.

Une deuxième chance au tirage qui a lieu un mercredi sur deux et vous permet de gagner le gros lot.
Vous pouvez gagner sur les deux parties du billet : jusqu'à 10.000 F au grattage, jusqu'à 4.000.000 F au tirage télévisé.

Le **TAC O TAC** de la Loterie Nationale, c'est le jeu à deux chances,

une chance au grattage
une chance au tirage.

TAC O TAC

Col. Fondation Jean Jaurès

Sports en bref

PAR PHILIPPE MAQUAT

PEUGEOT

La stratégie sportive tous azimuts du lion de Sochaux

Combien de fois Jean Boillot, p.-d.g. de Peugeot, et Jean Todt, responsable de Peugeot-Talbot-sport, ont-ils dû répondre le week-end dernier à l'inévitable question sur les retombées commerciales de la victoire de la 205 turbo 16 dans le rallye de Monte-Carlo ? Comme si l'automobiliste « ordinaire » que nous sommes tous allait se précipiter dès le lendemain chez son concessionnaire pour commander sa 205.

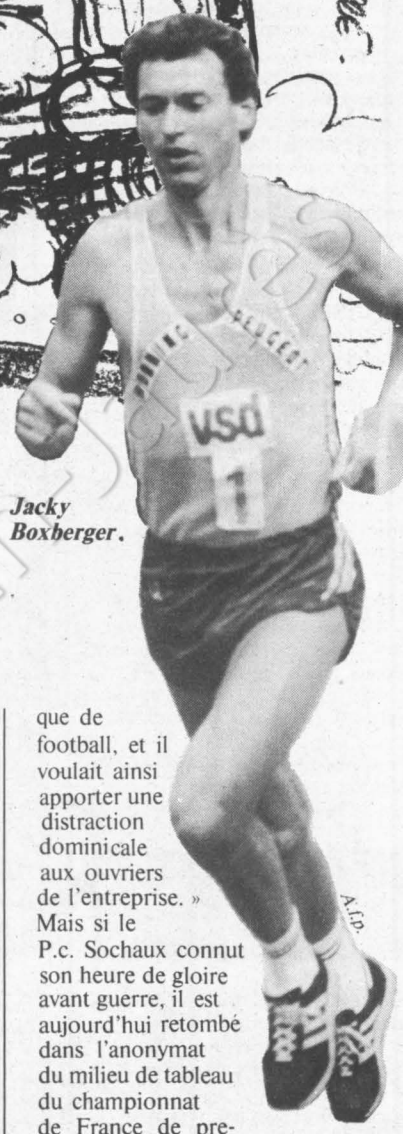
Toujours est-il que le succès remporté par le Finlandais de 33 ans Ari Vatanen est sans conteste une excellente affaire pour la firme, qui ne regrette certainement pas d'avoir, en 1983, lancé parallèlement à la 205 de série un prototype pour les rallyes.





France-Angleterre à Twickenham.

A.f.p.



Jacky Boxberger.

A.f.p.

Lequel fut donc placé sous la responsabilité de Jean Todt, un ancien copilote chevronné de 39 ans. Ayant occupé 9,77 % du marché national en 1984, la 205, qui a détrôné la Renault 5, ne peut, en effet, qu'améliorer son score en 1985. D'autant que l'objectif avoué de Peugeot-sport est le titre de champion du monde des rallyes à l'issue de la saison en cours. Ce championnat est-il plus payant que celui de la Formule 1 ? C'est probable dans la mesure où le public se sent davantage concerné, et c'est en tout cas moins cher. Un succès dont les retombées commerciales sont donc difficilement chiffrables, mais qui est important pour l'image de l'entreprise, comme l'a expliqué en substance son p.-d.g., Jean Boillot.

Cette image que Peugeot a toujours cherché à cultiver par le biais d'activités sportives dont le vecteur commercial est évident avec le cyclisme — 17 coureurs professionnels pris en charge par les cycles Peugeot, filiale de Peugeot SA — mais qui l'est beaucoup moins avec le football. Et pourtant, le F.c. Sochaux-Montbéliard est entièrement « entretenu » par l'entreprise depuis 1928. Un bail.

« A l'origine ce fut dans un but social, explique Silvio Croci, secrétaire général du club et dont le fils est un réel espoir du football français. Jean-Pierre Peugeot, poursuit-il, était en effet un fanatique de football, et il voulait ainsi apporter une distraction dominicale aux ouvriers de l'entreprise. » Mais si le P.c. Sochaux connut son heure de gloire avant guerre, il est aujourd'hui retombé dans l'anonymat du milieu de tableau du championnat de France de première division. Ce n'est certes pas si mal, mais beaucoup reprochent au club de manquer d'ambitions. Quitte à faire venir un entraîneur de Yougoslavie-Sylvester Takac — à rétribuer 19 joueurs professionnels et à former 17 aspirants dans son centre de formation considéré comme le meilleur de l'Hexagone, le F.c. Sochaux ne pourrait-il pas franchir un palier ? D'autant que chaque saison Peugeot est contraint d'éponger le déficit du club. A combien se monte-t-il ? Top secret.

Il est sûr toutefois que les mentalités ont évolué, les activités de loisirs également et que le public franc-comtois boude de plus en plus son équipe, trop sage et dans l'incapacité de conserver ses meilleurs jeunes. Cela, le président Jacques Thouzery le sait. Cet ancien de Peugeot, qui est aujourd'hui en préretraite, explique cependant que le club ne peut dépasser certaines limites. Il est devenu une institution. Un point c'est tout. Privé de subventions municipales, le club fonctionne en fait comme l'A.S. Monaco : il est exclusivement alimenté par des fonds privés. Mais ce que le prince Rainier peut octroyer à ses footballeurs, Sochaux ne le peut pas.

Enfin cette promotion de la firme par le sport se retrouve également au niveau de l'athlétisme. Avec un ambassadeur pédestre et mensualisé, nommé Jacky Boxberger.

Une stratégie qui dépasse donc largement la 205 turbo et son moteur central.

FOOTBALL

Peut-on encore jouer (et arbitrer) à Bastia ?

Il n'est pas inutile de faire le point sur le championnat de France de football qui ce week-end cèdera sa place à la Coupe de France. Alors que les clubs parisiens (Paris S.g. et Racing) sont en perdition, Bordeaux nanti de 3 points d'avance sur le F.c., Nantes est bien parti pour décrocher un deuxième titre consécutif, même si l'entraîneur nantais, Jean-Claude Suaudeau, affirme que rien n'est joué. Tant mieux pour le suspense et pour les passionnés. Reste que la 24e journée de championnat organisée le week-end dernier a fait naître de notre part une interrogation : est-il vraiment possible de gagner à Bastia ? Opposés aux joueurs corses dans leur petit stade de Furiani, où le public est très près des joueurs, les footballeurs nantais ont connu une soirée houleuse. Et plus encore l'arbitre, M. Delmer, professeur de mathématiques dans le privé, qui parvint à résister jusqu'à sept minutes de la fin aux pressions continuelles des joueurs bastiais à la recherche du pénalty égalisateur et salvateur qu'ils obtinrent donc en fin de match. Pénalty injustifié, cela va sans dire. A ce propos, les images montrées par T.f.1 dimanche constituent un véritable document : en effet, aucun homme normalement constitué n'aurait pu résister aux récriminations et intimidations bastiaises envers l'arbitre.

Honnêtement et naïvement, le joueur corse Bernard Ferrigno admit d'ailleurs publiquement à l'issue de la rencontre que ses camarades et lui-même avaient tout essayé au cours de ce match pour faire craquer l'homme en noir. Trop, c'est donc trop. Car le championnat de France qui a peut-être été tronqué le week-end dernier est, qu'on le veuille ou non, disputé par des joueurs professionnels qui exercent le métier de footballeur. Or, que fera la Ligue, l'organisme qui veille, ou est censé le faire, au bon déroulement de cette compétition ? Rien comme d'habitude. Elle se complaira dans un confortable mutisme.

RUGBY

L'eau à la bouche...

La glorieuse incertitude du sport a encore frappé le week-end dernier à Twickenham dans la grande banlieue de Londres. Donné archi-gagnant par la presse, le XV de France n'a, en fait, pu décrocher qu'un laborieux partage des points à l'issue d'un match qui ne restera pas dans les annales. Exit le grand chelem (4 victoires) pour les Tricolores. Bien sûr, il est facile, comme n'ont pas manqué de le faire remarquer malignement certains responsables de XV de France, que la presse a un peu trop tendance à prendre ses désirs (du papier) pour les réalités (du terrain).

Reste que le matin même de la rencontre les quotidiens londoniens, eux non plus, ne donnaient pas cher des chances de leur équipe prévoyant même qu'elle serait seulement capable de gagner le toss. C'était sans doute oublier que le Tournoi des cinq nations demeure l'objectif numéro un des équipes britanniques et qu'entre les matchs de l'automne et ceux de l'hiver existe une profonde nuance. Mais c'était aussi oublier que le XV d'Angleterre a largement renouvelé ses effectifs dans le sens du rajeunissement. Une politique salutaire, brillamment illustrée par le jeune demi d'ouverture de Cambridge au visage d'angelot, Hab Andrew, qui samedi dernier a habilement alterné jeu au pied et sollicitation de ses trois quarts.

Résultats : sans avoir laissé une impression irrésistible, loin s'en faut, cette équipe anglaise en devenir a séduit par son enthousiasme, sa fraîcheur, son audace. Or elle ne devait pas en rester là, car le rugby anglais bouge beaucoup en ce moment. Encore hostile à la création d'une Coupe du monde que les Australiens et les Néo-Zélandais projettent de lancer en 1987, les dirigeants anglais ont en revanche laissé leur conservatisme aux vestiaires pour l'organisation d'un véritable championnat national, qui prendra naissance à partir de la saison prochaine. Outre-Manche. Bref, le rugby anglais est probablement sur le point de prendre un nouveau départ. Son réservoir riche d'environ 300 000 pratiquants le lui permettant aisément.

En tout cas, un lifting dont pourrait partiellement s'inspirer les dirigeants nationaux. Car si les possibilités du rugby français restent énormes et ne sont nullement remises en cause par ce demi-échec, il n'en demeure pas moins que le XV de France ne brilla guère par sa fraîcheur physique l'autre samedi. Privé d'un véritable athlète — que n'est certes pas Francis Haget (36 ans) — en deuxième ligne, le XV de France continue d'hypothéquer ses chances d'être une grande équipe à cause de son inexistence dans les conquêtes de balle à la touche. Il s'agit pourtant d'une rampe de lancement primordiale pour la réalisation d'un rugby complet et épuré de toute complication. Mais en France, question de mentalité sans doute, on préfère les pousseurs aux sauteurs. Dans ces conditions, brillante un jour, évanescente le lendemain, l'équipe de France de rugby risque d'alterner longtemps encore le pire et le meilleur, se contentant de mettre l'eau à la bouche. Car une large victoire sur l'Ecosse samedi prochain à Paris ne changera rien au problème. Encore faudra-t-il ensuite s'imposer à l'extérieur. Ce que les rugbymen français ne savent plus tellement faire.

CHARBONNAGES DE FRANCE : UN NOUVEL ELAN PAR L'INDUSTRIALISATION.

Autrefois, CdF c'était le charbon. Aujourd'hui, CdF c'est aussi l'industrialisation pour revivifier des régions entières. Dans le Nord, en Lorraine, à Blanzy, Alès ou Carmaux... Sur les bassins houillers eux-mêmes, CdF s'emploie à faire pousser des entreprises. Et ça marche. Ça marche même très fort depuis quelques mois. Depuis que CdF a choisi de changer de vitesse, d'accélérer les implantations. Avec des moyens financiers considérablement accrus. Un capital d'hommes compétents et d'experts qui sillonnent la France pour rechercher "les entrepreneurs" et les aider à assumer le risque.

L'action d'industrialisation des régions minières conduite par le groupe Charbonnages de France ne date pas d'hier. Même si la conjoncture actuelle a accru les besoins, même si la crise de l'énergie et le bouleversement international des conditions d'exploitation ont précipité les difficultés et transformé des régions jadis prospères et pionnières de la révolution industrielle.

Tout commence en 1967. Cette année-là, les pouvoirs publics autorisent le groupe Charbonnages de France à fonder une société financière pour aider les entreprises créatrices d'emplois dans les régions minières touchées par la réduction d'activité des houillères. Ainsi naît Sofirem, société financière pour favoriser l'industrialisation des régions minières.

Pendant près de dix ans, Sofirem va bénéficier de l'expansion économique et encourager le mouvement de décentralisation des grands groupes industriels. Les greffes régionales sont innombrables. C'est l'automobile qui va irradier le Nord de la France, Merlin Gerin qui installe une unité de production à Alès, ou Sommer-Allibert qui investit le bassin de La Mure.

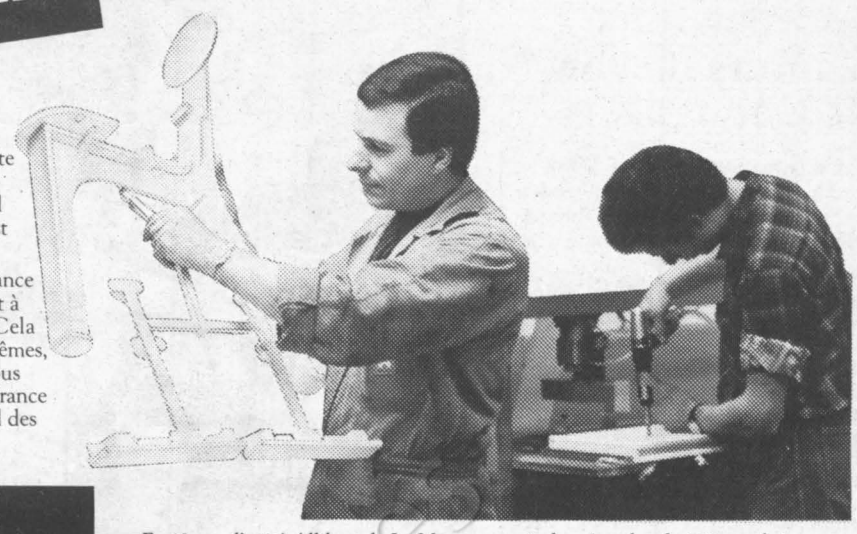
Changer de stratégie.

Tout ira très vite. Charbonnages de France permettra la création de plus de 50 000 emplois nouveaux, dont 23 000 bénéficieront d'aides financières directes. Beaucoup plus si on repère les emplois induits dans la région. On en parle peu mais les résultats sont là. Tangibles. Evidents...

Seulement, voilà : très vite, tout va changer. La crise qui freine la croissance. Les jeunes qui arrivent sur le marché du travail et la nécessité d'intégrer le jeu du redéploiement industriel international vont obliger CdF à changer de stratégie.

"Il est évident, explique Michel Hug, le directeur général du groupe Charbonnages de France, qu'une entreprise, qu'elle soit publique ou privée, a une responsabilité vis à vis de son environnement et des hommes qui y travaillent. Il existe un contrat moral entre l'homme et l'entreprise. Il existe un contrat moral entre l'entreprise et la région où elle est implantée".

Ce contrat, Charbonnages de France plus que tout autre l'a respecté et tient à l'avenir à continuer de le respecter. "Cela dit, les conditions ne sont plus les mêmes, précise encore le directeur général. Nous vivons dans un monde de risque. La France n'existera dans l'avenir que si on prend des risques, que si on agit..."



En 12 ans, l'unité Allibert de La Mure a permis de créer plus de 200 emplois.

Mutations sociologiques.

Le rôle de Charbonnages de France est aussi d'aider la région à vivre et assurer cette mutation qui n'est pas seulement économique mais sociologique.

Avec les moyens considérablement accrus en hommes et experts de toutes sortes, et en capitaux (CdF disposera en 1984 de 325 millions de francs, une enveloppe qui sera reconduite pendant cinq ans, soit 7 fois plus qu'avant), Charbonnages de France va se livrer, en concertation avec les principaux acteurs du développement, à un véritable travail de fourmi... pour débusquer les créateurs d'entreprises et les responsables de P.M.E. et P.M.I. qui ont des idées et un marché. "Pour empêcher des régions entières de dépérir, précise Michel Hug, il faut créer des emplois, pour les mineurs et les fils de mineurs, mais ces emplois doivent être durables et créateurs de richesse".

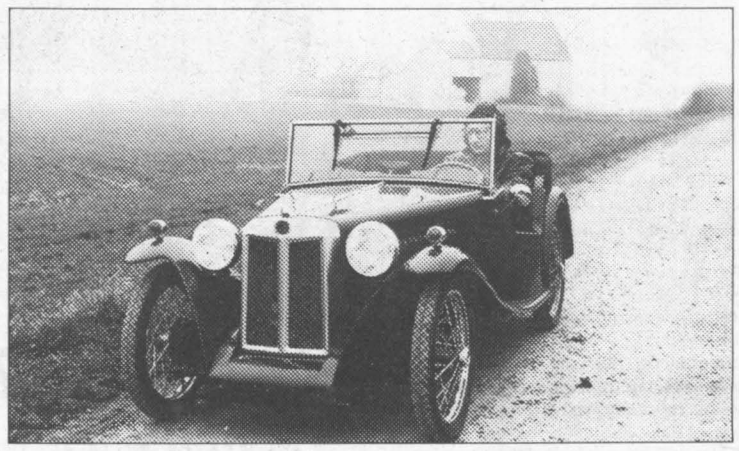
D'où la recherche de projets, d'hommes ayant à la fois une idée et la conscience d'un marché. Les opérations sont alors beaucoup moins spectaculaires (20, 30 ou 50 emplois à chaque fois) mais elles font naître une véritable animation nouvelle en semant les germes d'une nouvelle culture socio-industrielle. D'autant que l'action de CdF repose largement sur les correspondants locaux.

Rameau, seul et dernier fabricant de pianos en France, ne serait jamais allé faire ses gammes en "sol mineur" sans l'aide de CdF. Quelle idée curieuse de s'expatrier loin du Paris de la musique ! Et pourtant Louis Castay, le P.-D. G., ne le regrette pas. "J'y croyais et j'ai eu la chance de trouver des gens qui y croient avec moi".

Daniel Renard, le fondateur de la société Erad, est au diapason. Lui fabrique des voiturettes de ville. Il y a quelques années encore il vivotait dans son garage du Nord. Aujourd'hui il est en passe de devenir un grand de ce secteur... L'itinéraire des fondateurs de France Alfa à Albi, qui fabrique des carreaux de faïence, d'Hoffmann à Saint-Etienne, dans la mécanique de précision, ou de Reydel dans le Pas-de-Calais, sous-traitant automobile, est identique.

CdF : un partenaire à part entière.

"Une chose est d'implanter des entreprises, une autre chose est d'animer véritablement une région", estime encore Michel Hug. Ce qui veut dire que la clef de l'action de CdF en matière d'industrialisation passe par une aide financière, certes, mais ce n'est pas l'essentiel. "L'essentiel, c'est l'assistance technique au niveau de la gestion, de l'implantation de production et du commercial, que nous apportons, et pour ce faire la synergie du groupe CdF doit jouer à fond". Elle joue notamment en animant avec les partenaires locaux les associations pour le développement industriel, qui sont autant de relais, d'interlocuteurs, de catalyseurs et de multiplicateurs de son action.



Quand la citrouille devient carrosse : Erad à Aniche.

Charbonnages de France n'a aucunement vocation à être "sleeping partner", comme disent les Américains, c'est-à-dire un "bailleur de primes" qui ne s'intéresserait pas à la suite des événements. Non, CdF entend bien être partenaire à part entière. A tel point qu'il existe aujourd'hui, entre toutes les entreprises – elles sont 260 au total – qui ont été aidées par Sofirem, un esprit club. A l'intérieur duquel se sont organisés de véritables échanges : de services, de produits et d'informations.

Que CdF veuille assurer la promotion des entrepreneurs individuels, des hommes d'action et de marché, paraîtra sans doute paradoxal à plus d'un esprit disons "classique". Pourtant, si l'avenir passe aujourd'hui par "le risque d'entreprendre", Charbonnages de France a bien l'intention de l'assumer et de permettre à ceux qui ont des idées de richesse industrielle de relever cette sorte de défi.

CHARBONNAGES DE FRANCE
9 avenue Percier, 75008 Paris.



Rameau à Alès : sauver la dernière marque française de pianos.

Au risque de vous déplaire

PAR FABIAN GASTELLIER

VENDREDI 8 FEVRIER

A.2 « Apostrophes », émission de Bernard Pivot : « l'Argent et le pouvoir » — 21 h 35.

L'argent ne fait pas le bonheur mais, comme disait l'autre, il permet de choisir le genre de misère que l'on préfère. Alors bon vent pour un vaste débat... En compagnie de Rupert Conwell, Daniel Dessert, Jack Dion, Valérie Fert et Michel Tardieu.

Ciné-Club : Cycle Léo McCarey : « Place aux jeunes » — 23 h.

De la séparation d'un vieux couple pour de sordides questions d'argent qui, s'il ne fait pas le bonheur... (voir ci-dessus). Attachant.

F.r.3 « Face à la trois », émission d'Igor Barrère et André Campana Invité : Pierre Joxe — 20 h 35.

SAMEDI 9 FEVRIER

T.f.1 Théâtre : « Louloute », de Jean Barbier — Mise en scène de Francis Joffo — 20 h 40.

Ils ont été jeunes et célèbres ; ils sont devenus moins jeunes et nagent dans la mouise. Avec Jean-Marie Proslier, Yvonne Clech et Michel Modo. En direct du théâtre des Nouveautés.

A.2 « Champs-Elysées », émission de Michel Drucker - Spécial Jacques Brel — 20 h 35.

Vérifier auprès de sa télé ce qu'ils entendent par ce titre et si contrefaçon il y a, se brancher sur France-Musique. A 20 h 30, Baremboïm au piano dans Beethoven. Suite mardi 12, même heure.

DIMANCHE 10 FEVRIER

T.f.1 « Danton », de Andrzej Wajda — 20 h 35.

Derrière Danton, Robespierre, les comités de Salut public et la Terreur, une allégorie de la Pologne contemporaine. Résultat : l'Histoire de France en prend un coup dans l'aile. Mais Wojtek Psoniak en Robespierre est étonnant (voir portrait).

A.2 « Clémence Aletti », série de Jacques Kirsner et Peter Kassovitz — Episode n°4 — 19 h.

Clémence au Canada. Le moins convaincant des épisodes en attendant une fin stupéfiante.

« Pour le meilleur ou pour le pire : les quatre filles du docteur Marx », enquête de Nadine Liber-Puisseseau ; réalisation de Roland Portiche — 21 h 35.

Plus un portrait de peuple qu'un portrait de femmes cette fois, tellement la citoyenne soviétique paraît avalée, broyée par la machine à penser en place. Langue de bois pas morte avec Inna, directrice d'institut de beauté affirmant sans humour que « la femme soviétique représente l'étalon de la modernité ». Stalinisme guère éteint avec Vera, contremaître géorgienne qui pleure encore l'enfant du pays et dont le seul salut est dans le Parti. Résistance pas étouffée en compagnie de Ludmilla, dramaturge, qui partageait encore avec son mari et ses trois enfants un 35 m^2 jusqu'à... l'arrivée de la télévision française. Mais quel avenir attend réellement toutes ces femmes, des « grand-mères courage » qui avaient vingt ans pendant la guerre aux adolescentes qui rêvent de vêtements étrangers ? La solitude..

« Concert-magazine », émission proposée par Eve Ruggieri : Saint-Saëns, deuxième concerto pour piano-orchestre de Paris, direction Riccardo Chailly. En simultané sur France-Musique — 22 h 40.

L'une des jeunes pianistes les plus talentueuses en compagnie du plus fascinant des chefs de demain. Ça déménage. Mais, avant, à 20 h 30 sur France-Musique, Abbado et le Philharmonique de Vienne dans Beethoven et Schubert. Un régal.

F.r.3 Cinéma de minuit. Cycle Marcel L'Herbier : « la Citadelle du Silence » — 22 h 30.

Révolte dans la grande prison des tsars. Avec Anabella.

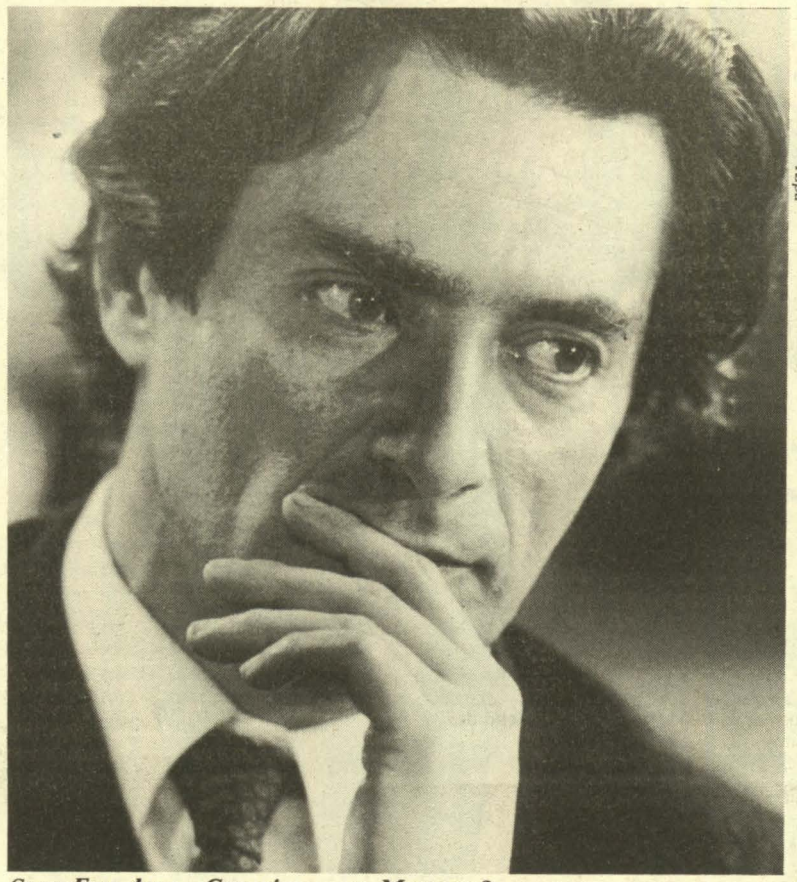
LUNDI 11 FEVRIER

T.f.1 « Propriété interdite », de Sidney Pollack — 20 h 35.

La crise économique américaine des années trente à travers le destin croisé d'un homme et d'une femme. Avec Robert Redford et Nathalie Wood. Poignant.

A.2 « L'Heure de vérité » — Invité : Jean Poperen — 20 h 35.

« La Traversée des apparences,



Kipa

Samy Frey dans « Connaissez-vous Maronne ? ».



Kipa

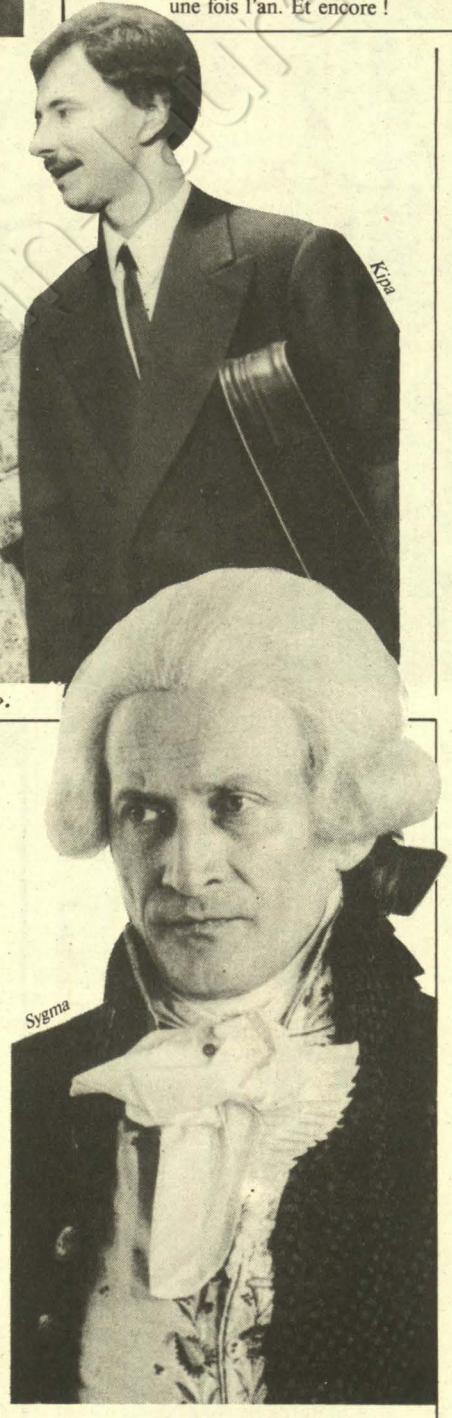
Wojtek Psoniak dans « les Lendemains qui chantent » et dans « Danton ».

L'émission de la semaine : « Les lendemains qui chantent », de Jacques Fansten. Scénario de Jean-Claude Grumberg, A.2 ; mercredi 13 février, 20 h 35.

Marcel Slivovitz est le meilleur vendeur de l'« Huma-dimanche » de tout le dixième arrondissement. C'est qu'il y croit, Marcel, fourreur de son état, aux lendemains qui chanteront. Entre sa femme dévouée à toutes les causes, familiales ou politiques, ses enfants admirateurs de Thorez et les innombrables retouches à faire au manteau de Mme Nüssbaum, Marcel jubile. Il est aux anges. Et fier aussi : n'est-il pas le seul de sa cellule à pouvoir s'honorer d'un neveu soviétique, violoniste dans l'orchestre des ballets Litvak de passage à Paris ? Mais rencontrer un camarade de là-bas, en pleine guerre froide, c'est pas si facile... Mais il est joyeux, Marcel. En attendant que l'avenir s'y mette, le présent semble déjà lui sourire.

Jusqu'au soir où le neveu en question passe à l'Ouest via la fenêtre des cabinets de Marcel. Le futur s'obscurcit. Les nuages s'amoncellent. Et Slivovitz, Marcel, communiste émérite, tombe malade.

Comment dire ? C'est génial. Il n'y a pas d'autres mots pour décrire le téléfilm que Jacques Fansten a magnifiquement réalisé sur un scénario en or massif signé Jean-Claude Grumberg. Tout est là, entre la crise de rire et la crise de larmes ; tout ce qui fut la grande espérance bafouée de tant d'hommes et de femmes. Le passé surgit, dessiné à la perfection : les années cinquante, l'atelier, l'odeur des peaux et de la fourrure, la cohabitation difficile entre groupes du Soviet suprême et anticommunistes primaires et viscéraux... Fansten et Grumberg ont réinventé un temps, un quartier, une famille qui sonnent juste et fort. Il y a de l'amour dans ce portrait d'un rêveur éveillé ; un amour fou pour ces parcours d'erreur dont les protagonistes ne se sont peut-être jamais remis. Et puis il y a un acteur. Exceptionnel d'humanité, de chaleur communicative, d'émerveillement naïf. C'est Wojtek Psoniak, qui fait de Slivovitz le voisin immédiat qu'on a tous croisé en ces temps-là. Un homme heureux au bonheur décapité. De la télé comme on en voit une fois l'an. Et encore !



Kipa

Sygma

Wojtek Psoniak : De Maximilien à Marcel

Rencontrer Robespierre au café Danton, jourbon le gag ! Et pourtant, il est bien là. Le regard, il est bien là. Le regard perçant, presque fiévreux qui rappelle son Maximilien ; un reste d'accent indéfinissable qui glisse vers Marcek Slivovitz... Wojtek Psoniak, ex-pilote, ex-para, ex-violoniste-hauboïste-jazzman saxo alto et présentement star « assoluta » du théâtre polonais, est aujourd'hui français d'adoption. Et content de l'être.

Le virus bleu blanc rouge, ça lui est venu bien avant d'incarner l'avocat de la Terreur. Tout a commencé en 1977, à l'appel de Claude Régy qui, l'ayant remarqué dans « la Terre de la grande promesse » de Wajda, lui a demandé de venir se colleter au théâtre des Amandiers avec tout à la fois la langue française et Gérard Depardieu. Au menu, Peter Handke : « Les gens déraisonnables sont en voie de disparition. » Un tabac. Et une expérience par trois fois réitérée avec, à chaque passage, du Berlitz intensif.

Puis est venu Robespierre. Au théâtre, d'abord, en Pologne. Une aventure qui démarre par un refus. Psoniak est un grand acteur. Shakespeare, Tchekhov, Dostoïevski et leur kyrielle de monstres n'ont pas de secret pour lui. Mais ça, non. « Dans la vie, dans mes réactions, mon comportement, je me sentais infiniment plus proche de Danton, explique Wojtek. Par l'exubérance, l'aspect volontiers volubile, extraverti... Puis, vous savez comme sont les gens prétendument sérieux : à l'affût de l'irrationnel. Et j'ai découvert que Robespierre était né comme moi sous le signe du Taureau... Wojtek, Wojtek, me suis-je dit, il faut trouver les correspondances... » Et Psoniak de se fabriquer une seconde personnalité, faite de silences, de raideur, de self-contrôle maniaque. « Le jour où, en m'engueulant spontanément avec quelqu'un, je me suis aperçu que mes gestes n'étaient plus les miens, j'ai su que Robespierre était né »... C.q.f.d.

La passion de Psoniak ? Incarner sans arrêt des personnages diamétralement opposés. Ce qu'il fait : rien de commun entre Maximilien et Marcel Slivovitz, le fourreur juif communiste des « Lendemains qui chantent ». « Marcel, je l'aime, avoue Psoniak. Il est tendre, complexe, pas banal, vivant, d'une telle richesse. Il m'a rappelé bien des juifs polonais qui ont bercé mon enfance, à Lvov... Son histoire me touche comme me touchent tous les exemples de crédulité. » Et d'ajouter, soudain pensif : « Heureusement, on se dit que la vie de Marcel finira bien ; mais on ne peut s'empêcher de penser à tous ceux qui ne se sont jamais relevés du stalinisme, non ! »

A Paris, Psoniak, comédien hors normes, ne chôme pas. Téléfilm sur téléfilm composent son programme entre deux cours d'anglais. Marcel Bluwal dès septembre 85, une vie de Schubert pour les Etats-Unis, Zulawski bientôt au théâtre et, si tout va bien, les retrouvailles cinéma avec Wajda, David Bowie et Gérard Depardieu pour « les Possédés ».

En attendant, il observe. Et philosophe. « L'Est, l'Ouest, bah... estime-t-il. Les acteurs, en Pologne, sont totalement pris en charge. Ils ne s'arrêtent jamais de jouer. Ici, la lutte est grande et les passages à vide, fréquents. Mais le fait d'avoir à être plus fort, plus sage et plus motivé sauve peut-être de la routine. » Et Psoniak, pas fou, d'ajouter sur un clin d'œil : « Rien n'est jamais blanc ou noir, bon ou mauvais. Rien, ni Robespierre, ni la Pologne, ni la France. »

Auschwitz, l'album, la mémoire », téléfilm d'Alain Jaubert — document I.n.a. — 22 h 30.

Il y a cette phrase, terrible : « Quand quelqu'un feuillette son album de famille, toute son histoire lui revient. » Mais cet album-ci, trouvé par hasard au camp de Dora par une jeune juive hongroise, est un album de morts. C'est la mort, son lent travail sous le regard des bourreaux, qui y est inscrite à chaque image. Mais quel peut être, dans l'enfer, le rapport entre le photographe et son modèle ? Et qui a piégé qui, dans ce reportage sans doute commandé par les Allemands dans un dessein de propagande et qui s'est retourné contre eux en offrant à lire la vérité derrière les mensonges ? Un document déchirant.

F.r.3 « Le Samouraï », de Jean-Pierre Melville — 20 h 35.

La fuite et la mort d'un tueur à gages. Delon, quasi muet, est exceptionnel. C'était le bon temps.

MARDI 12 FEVRIER

T.f.1 « L'Odyssée sous-marine du commandant Cousteau ». « Le Nil » première partie, réalisation de Philippe Cousteau — 21 h 35.

La suite des aventures de l'homme le plus aimé des Français à ce qu'il paraît qu'il paraîtrait.

A.2 « Fanfan la Tulipe », de Christian-Jacques — 20 h 40.

Gérard Philipe au faîte de sa gloire. Mythologique et démodé. Donc « in ».

F.r.3 « Naïs », de Raymond le Boursier — 20 h 35.

Séduite et grugée par un fils de famille, Naïs finit dans les bras d'un bossu, son seul dernier ami. Un scénario de Pagnol sur une histoire de Zola avec Fernandel et le soleil du Midi. Edifiant.

MERCREDI 13 FEVRIER

T.f.1. « Caractères chinois », document d'Antoine Fournier - 21 h 30.

Confidences chinoises à des kilomètres de la propagande officielle. A découvrir.

F.r.3 « Portrait : Simogne Signoret romancière », émission proposée par Jérôme Garcin - 22 h 20.

La grande Simone et son tête-à-tête avec la page blanche. A ne pas manquer.

JEUDI 14 FEVRIER

T.f.1 « Au nom de tous les miens », de Robert Enrico d'après Martin Gray. Deuxième partie : « le Temps du ghetto » — 20 h 35.

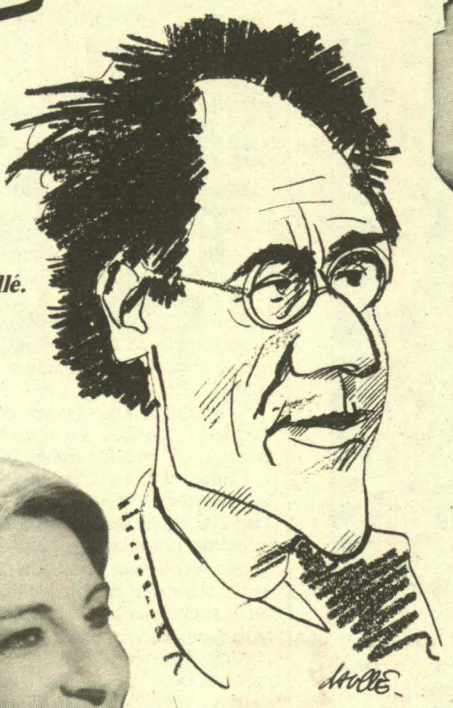
F.r.3 Intrigues : « Connaissez-vous Maronne ? », téléfilm de Maurice Dugowson d'après le roman de Daniel Boulanger - 20 h 35.

Crime ou suicide dans la petite pension de famille de Maronne ? Un huis clos entre un retoucheur en photographies et un commissaire de police. Rspectivement : Sami Frey et Roger Planchon. On salive d'avance...

« Nous nous sommes rencontrés dans un autre rêve », film d'Alain Schwarzstein — 22 h.

Un enfant invente un cauchemar... qui finit par arriver. Sacrés bambins ! Avec Jean-Pierre Kalfon.

LA VIE D'ARTISTE musiques



Gustav Mahler, vu par Daullé.



Gamma

Michel Jonasz.



Gamma

Catherine Lara.

LARA

Tout vif argent

Si l'expression n'était pas déjà prise, elle serait incontestablement miss 100 000 volts. C'est ce qui frappe en premier chez Catherine Lara : l'électricité. Le magnétisme mêlé de tension qui fait de ce petit bout de femme toute de noir vêtue une sorte de feu follet cuir. Violente, sauvage, elle ne se ménage pas. Avec son violon, son micro, sa cheveleure étrangement argentée et ses chansons-punch, son tour de chant ressemble à un match de boxe où elle s'engage tout entière jusqu'au K.o. Après Johnny, au Zénith, elle va faire mal. Attention les yeux : Catherine Lara a dessiné pour son public un spectacle ultra-visuel « made in America » avec light-show et décors hystéros. Bon vent à la rockeuse de diamants.

F. G.

**** Catherine Lara au Zénith (208.60.00). Jusqu'au 11 février - puis en tournée à travers la France.***

LIVRES

Trouver sa voix

Notre voix nous trahit. Elle reflète notre personnalité, révèle nos émotions, plus sûrement que les mots qu'elle transmet. Notre générosité, notre calme, notre agressivité, notre désir de séduire, notre soif de pouvoir... Elle dit tout, à qui veut bien entendre.

La voix, c'est l'outil de communication par excellence, nous en sommes intimement convaincus. Pourtant, à quelques exceptions près — les chanteurs, les tribuns, les orateurs — nous la maîtrisons fort mal.

Et c'est dommage, plaide avec passion Yva Barthélémy, « cantatrice bloquée dans sa carrière par une grave fatigue vocale, Yva a retrouvé l'usage de son instrument en forgeant une technique originale, à coup de déductions scientifiques et d'intuitions. Une technique qu'elle enseigne depuis dix ans en la perfectionnant sans cesse. Et qu'elle livre aujourd'hui dans un livre, « la Voix libérée ».

Libérée, oui : Yva n'et pas un professeur comme les autres. Respectueuse des limites physiques et psychologiques de son élève, elle lui apprend peu à peu à s'écouter, à se reconnaître et s'accepter, à oser sa voix. Sa méthode agit en tonifiant et en restructurant la musculature complexe qui soutient les cordes vocales par une gymnastique qui peut faire rire le non-initié : postures inspirées du yoga, langues tirées, projections de la mâchoire... « Une belle voix est d'abord une voix en bonne santé. » Le drame des techniques traditionnelles, où la vocalise impose un effort intense à une musculature non échauffée, conduit au surmenage vocal tout autre que le surdoué. Terrible gaspillage de talents, s'insurge Yva.

Point de vue qui l'a amenée à s'intéresser à ceux dont quelques fragilités de conformation risquaient de compromettre la carrière. Puis elle s'est passionnée par la rééducation, les handicaps graves. Sans compter les nombreux amateurs qui s'accordent avec elle « une plage de plaisir pur » et trouvent dans le chant, soudain à leur portée, un processus de découverte d'eux-mêmes, d'épanouissement. Car l'organe vocal est point de jonction entre la tête et le corps : travailler son harmonie, c'est aussi trouver l'équilibre.

Comme le rire, la technique d'Yva dilate le larynx, libère les tensions, recharge les batteries... S'accorder avec cet instrument — divin — que nous portons en nous, avec ses nuances d'émotion et de sexualité, c'est ouvrir en soi la porte à une séduction, une assurance nouvelles. C'est parfaire son contact avec le monde extérieur. C'est aussi apprendre à écouter. Et à jouir pleinement de ces merveilleux chanteurs qui nous bouleversent.

F. de G.

**** « La Voix libérée », par Yva Barthélémy. Ed. Robert Laffont, 271 p. 75 francs.***

COUP DE FOUDRE

Jonasz nous chante l'univers : cadeau

« L'émotion, comme la déchirure, peut être voluptueuse. » Le nouveau Jonasz est là, bien là, à l'aise dans ses tennis-blanches comme il se doit, son truc pour garder les pieds sur terre.

Le nouveau Jonasz est tout fou. Sur scène, il raconte des histoires, comme il avait envie de le faire depuis longtemps, sans oser. Il avait tort. « Je vais vous dire ce qu'est le bonheur... Mais pas tout de suite. » Première partie : il conte son « itinéraire », les tentations de désespoir. Mais comme en en riant. C'est vrai, ça n'a pas toujours été facile pour lui. Dix ans avant le grand succès, en 1977, l'époque de « J'veux pas que tu t'en ailles ». Avant, des hauts — « Super nana » — et des bas...

Mais il éclate vraiment lorsqu'il ose écrire ses propres textes. « Ah, écrire est l'essentiel. Un plaisir. C'est pour moi le moment privilégié par excellence. »

Ces textes sont parfaits. Une force peu commune, un imaginaire débordant, une poésie de tripes et de cœur. Et ils collent impeccablement à sa voix, cette voix unique, une belle basse qui prend « là » et donne la chair de poule... Qui swing comme aucune autre sur une rythmique imaginative, complexe, à la mesure de ces mélodies subtiles qui vous courent dans la tête en restant insaisissables.

Tout ça, ça fait un artiste complet. Le meilleur. Incontestable. Avec l'humour en plus. Et il vous raconte les entrées en scène dont il a rêvé. Pas de doute, c'est un comédien, aussi.

La première partie de son spectacle a un peu de mal à trouver le ton juste. Plus sobre qu'il y a deux ans à l'Olympia — heureusement — mais les effets un peu ringards, la sono envahissante, le solo de guitare très années soixante bousculent l'émotion. Mais la deuxième partie... Luxueuse, risquée. Et ça marche : le public debout qui chante « Joueur de blues », qui rit.

Il a tenu ses promesses : en v'là du bonheur, en v'là. Du jazz, du blues, la ronde des planètes... Cet homme-là déborde de générosité. Il joue avec son public du plaisir qu'ils échangent. Son enthousiasme semble ne pas fléchir, au contraire. Et il nous le rend au centuple. Jonasz nous chante l'univers : cadeau !

Frédérique de GRAVELAINE

** Michel Jonasz — Palais des Sports de Paris jusqu'au 17 février. Puis en tournée en France (Rouen, Rennes, Voiron, Lyon, Douai, Lille, Nantes, Bordeaux, Toulouse, Marseille, Avignon...) et à l'étranger (Bruxelles, Genève, Lausanne, Alger).*

** Unis vers l'uni. 30 cm WEA.*

** Deux livres : un album photo de Muriel Huster (Ed. du Pont Neuf) et en mars un « Poètes d'aujourd'hui » chez Seghers.*

EXPOSITIONS

Seconde vie de Gustav Mahler

Jouée partout, enregistrée, la musique postwagnérienne de Gustav Mahler connaît, pour ainsi dire, son triomphe en France avec une exposition réunissant trois cents pièces, dont plusieurs éditions de ses symphonies annotées au crayon rouge par la main nerveuse du compositeur, et aussi des photos, livres, lettres, tableaux, décors, bustes. La biographie monumentale en trois volumes de Henry-Louis de La Grange publiée aux éditions Fayard, qui suit pas à pas, sinon heure après heure, la vie dense, tumultueuse et tourmentée de celui à l'endroit de qui Richard Strauss ne cachait pas une vive admiration, n'y est pas pour rien. De même que l'émission dominicale qu'il lui consacre sur France-Musique en compagnie de Dominique Jameux.

Pourtant, l'œuvre avait été tenue longtemps en suspicion. « Les mélodies sur lesquelles elles sont bâties, écrivait Romain Rolland dans son livre « Musiciens d'aujourd'hui » (1908) à propos des 2e, 3e et 5e symphonies, sont des blocs mal dégrossis, de qualité médiocre, banale, imposants seulement par l'épaisseur de leurs assises... ».

Celui qui fut défendu par les Bruno Walter, Mengelberg, Zemlinsky, Bodansky, apparus en leur temps comme des chefs audacieux, est de nos jours unanimement fêté. Pour le cent vingt-cinquième anniversaire de sa naissance à Kalischt (1860) aux confins de la Bohême et de la Moravie, c'est là une revanche posthume, après un oubli d'un demi-siècle.

Redécouvert par Theodor Adorno dans les années soixante, Gustav Mahler, disciple d'Anton Bruckner, était considéré comme un dangereux perturbateur par Brahms. C'est qu'il introduisait dans ses masses orchestrales l'émotion tendre et l'ironie, le « collage » et l'écart parodique, la dépression tragique et le sarcasme, en somme des timbres inusités dans lesquels se bousculent des chants populaires et des marches militaires. Sa musique sonne de manière étrange à travers des climats changeants, des humeurs brusques et contradictoires.

Ses succès de « juif errant » ont été aussi nets qu'ont été significatifs ses déboires. Nommé à 20 ans au théâtre de Bad Hall, ses prodigieuses capacités lui valent d'accéder au poste de chef, successivement à Vienne, Ljubliana, Olmütz, Cassel, Prague, Budapest, Hambourg, suscitant partout de violentes oppositions. En 1902, sa rencontre avec Gustav Klimt, chef de la Sécession, mouvement réformateur en architecture et arts décoratifs, mais surtout la belle Alma Schindler le rallie à cette aile de l'avant-garde européenne. Fougueuse et polémique, consciente

de ses dons, Alma deviendra Alma Mahler. Elle sera de tous les combats du compositeur, et lui survivra pendant cinquante-trois ans.

Nommé directeur de la fameuse Hofoper, l'opéra de Vienne, en 1897, Mahler révolutionnera l'institution, surtout les mises en scène, autant qu'il laissera de durables impressions à ceux qui l'auront vu exécuter les œuvres de Morart, Beethoven, Wagner.

Lorsque, en 1907, Mahler est appelé au Metropolitan Opera de New York, c'est pour diriger Fidelio, Tristan, et le répertoire allemand. Atteint d'une grave maladie cardiaque, il se dépense néanmoins sans compter. Il monte des pièces de Smetana, Tchaïkovsky, Busoni, Elgar, Debussy, etc. Epuisé, il meurt à Vienne en 1911, après avoir, en trois ans seulement, écrit les 7e, 8e et 9e symphonies à Toblach, en Autriche, où il avait l'habitude de passer l'été.

Lucien CURZI

* Gustav Mahler. Musée d'Art moderne de Paris, 11, avenue du Président-Wilson. Jusqu'au 31 mars. Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; nocturne le mercredi jusqu'à 20 h 30. Le très beau et riche catalogue décrit chacune des pièces de l'exposition. Il comprend des textes en tous points remarquables de Henry-Louis de La Grange, et aussi de Danièle Gutman(musée Rodin), Jean-Rémy Julien (Paris-IV Sorbonne), Yves Simon et Jean-Michel Nectoux. L'exposition Mahler est organisée conjointement par la Bibliothèque nationale et l'Association Gustav Mahler à Paris.

DISQUES

Un Puccini parfait

La perfection, ça vous dit quelque chose ? Eh bien voilà, on peut la rencontrer. A travers la voix, les accents déchirants, le style éblouissant de Mirella Freni qui, ayant abordé Manont depuis peu, vient incontestablement de trouver l'un de ses plus grands rôles de pucciniennne accomplie. Sinopoli, plus à l'aise que dans Verdi, accuse encore le dramatisme et la noirceur de l'intrigue. Domingo, qui abandonnera certainement très vite Des Grieux, demeure encore royal, et Renato Bruson, en Lescaut, donne ses lettres de noblesse à un rôle trop souvent sacrifié.

F.G.

« Manon Lescaut », de Giacomo Puccini ; orchestre Philharmonia, direction Giuseppe Sinopoli. Avec Mirella Freni, Placido Domingo, Renato Bruson, Kurt Rydl. 3 × 30 DG - 413 8931.

Un Verdi gothique

Giulini, bien sûr. Qui force l'admiration, cela va de soi, avec cette noblesse, cette tenue, cette hauteur de vue et ce travail du détail qui n'appartiennent qu'à lui. Pourtant, « le Trouvère » c'est quand même autre chose, qu'il le veuille ou non, que cette grand-messe quasi symphonique et d'une lenteur parfois exagérée. C'est un opéra. Or, ici, les voix sont absentes. Rosalind Plowright est une Leonora sans personnalité ; Placido Domingo un Manrico désormais dépassé par le rôle et Brigitte Fassbaender une Azueena trop germanique. Seul, le comte di Luna de Giorgio Zancanaro brille d'un feu sans défaut. Un superbe « Trouvère », donc, mais discutable.

« Le Trouvère » de Giuseppe Verdi, orchestre de l'Académie nationale de Sainte Cécile, direction Carlo Maria Giulini. Avec Placido Domingo, Rosalind Plowright, Giorgio Zancanaro, Brigitte Fassbaender - 3 × 30 DG - 413 3551.

F.G.

Tous pour un...

Ils sont – presque – tous là, les grands de la musique africaine, les stars – Toure Kunda, Manu Dibango, King Sunny Adé, Salif Keita... – accordés à la cora de Mory Kanté. Une merveille. Pour la solidarité, pour l'Ethiopie qui crève de faim. (le produit de la vente sera donné à Médecins sans frontières).

F. de G.

« Tam Tam pour l'Ethiopie » maxi 45 tours - Phonogram.

Monk pas mort

Un type, Hal Willner, s'empare des partitions de Monk, convoque une floppée d'artistes plus différents les uns que les autres, les laisse choisir : c'est la foire d'empoigne. Résultat, l'hommage le plus intéressant et fantasque au grand Monk. Carla Bley, Johnny Griffin, Steve Lacy, Gil Evans, mais aussi Joe Jackson, Chris Spedding... Une trentaine en tout pour les plus belles histoires d'outre-Monk.

J.D.

« Tribune to Thelonius Monk ». Double album A et M. Distribué par CBS.

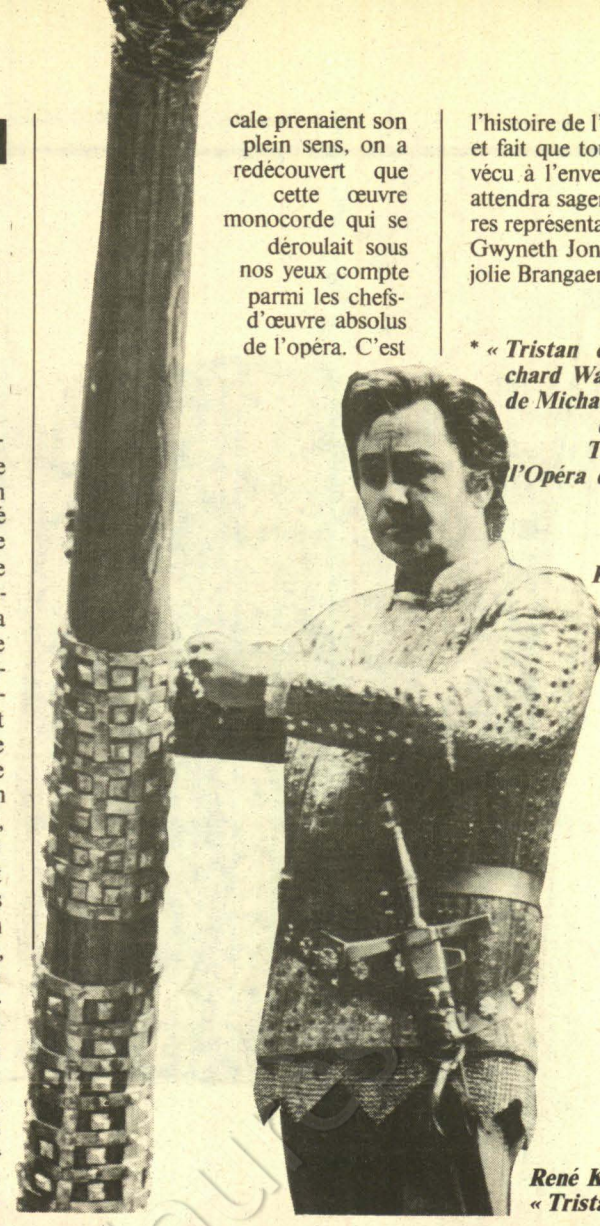
OPERA

Wagner est dépeuplé quand Isolde manque...

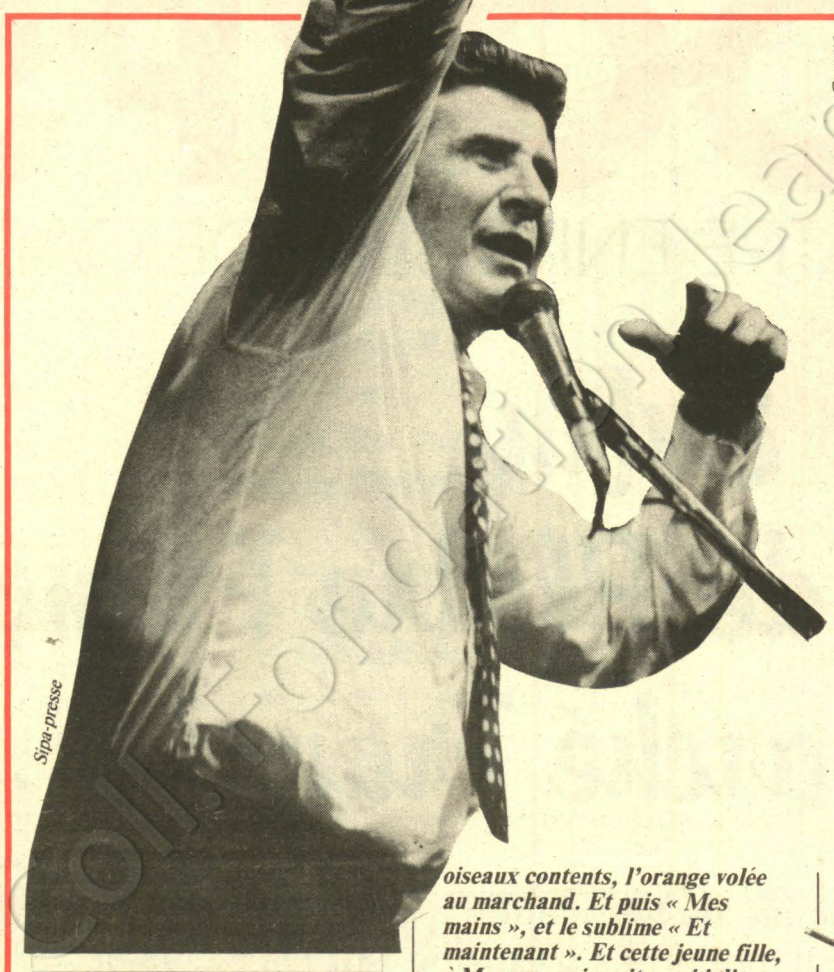
Un décor hyper-convenu – proue de navire épousant ensuite les formes d'un jardin puis d'un château. Un plateau momifié comme au musée Grévin par une absence de mise en scène signée Michael Hampe, avec une redoutable Isolde (Ute Vinzing) à la voix totalement incontrôlée, pleine de cris et de trous ; Avec un Tristan (René Kollo) toujours charmeur mais à présent définitivement écrasé par ce rôle trop lourd. Une direction (Marek Janowski) solide mais dépourvue d'imagination : on en était là, l'autre soir, au plein milieu de l'acte II de « Tristan et Isolde » au Palais Garnier lorsque soudain Wagner, sa musique, son génie, son art consommé du théâtre firent leur apparition sur scène avec l'arrivée du roi Marke de Kurt Moll. Et, l'espace d'un monologue somptueux où chaque phrase, chaque mot, chaque intonation musicale prenaient son plein sens, on a redécouvert que cette œuvre monocorde qui se déroulait sous nos yeux compte parmi les chefs-d'œuvre absolus de l'opéra. C'est l'histoire de l'être qui vous manque et fait que tout est dépeuplé, mais vécu à l'envers. Pour le reste, on attendra sagement les deux dernières représentations avec l'Isolde de Gwyneth Jones, tout en saluant la jolie Brangaene de Nadine Denize.

F. G.

** « Tristan et Isolde », de Richard Wagner, mise en scène de Michael Hampe, direction de Marek Janowski. Théâtre national de l'Opéra de Paris : 742.57.50 avec en alternance Ute Vinzing/ Gwyneth Jones, René Kollo / William Johns ; Siegmund Nimsgern / Hartmut Welker ; Kurt Moll / Siegfried Fogel ; Nadine Denize / Waltraud Meier. Les 9, 13, 16, 19, 23 et 26 février à 18 h 30.*



René Kollo dans « Tristan et Isolde ».



Sipa-presse

NOSTALGIE

Ils sont toujours là après avoir été...

Quelle santé ! A croire qu'il est tombé dans une marmite de vitamine C quand il était tout petit. Une pêche, à 58 ans, comme c'est pas permis. Et l'enthousiasme d'un gamin qui, pour la première fois, prendrait son pied sur scène. Fougueux et fringant, le voilà qui rempile. Les planches, c'est sa vie. Et l'Olympia – où l'on cassa jadis des fauteuils pour lui – son truc. Monsieur 100 000 volts se refait une jeunesse, et les groupies d'antan soupirent et se souviennent.

Parce que Bécaud, c'est ça. De la nostalgie en boite, des refrains pour mémoire. Les délicieux « Marchés de Provence », le génial « Monsieur Pointu » et le curieux « Monsieur William », les cerisiers tout blancs et les oiseaux contents, l'orange volée au marchand. Et puis « Mes mains », et le sublime « Et maintenant ». Et cette jeune fille, à Moscou, qui avait un si joli nom, Nathalie...

Bécaud d'hier, heureusement. Alors on se découvre des trésors d'indulgence, on oublie les mélodies fadasses et les textes pas très au point d'aujourd'hui. Le bonhomme date, son répertoire a pris des rides. Mais l'artiste a la foi, et ça, c'est respectable. Surtout chez quelqu'un qui, parce qu'il hait le racisme, a le courage de chanter le « Mustapha Dupont » que lui a concocté Pierre Delanoë.

Cela dit, quel coup de vieux, mes aïeux ! L'époque, sans conteste, est aux revenants. On a eu, coup sur coup, le grand Leo, plus anar que jamais, Reggiani le torturé, Eddy et Johnny, les rockers de choc, et même l'indéracinable Zizi, la Jeanmaire aux belles gambettes. Distel nous revient à la télé, Drucker ressuscite les sœurs Etienne et nous offre, tout sourire dehors, une soirée Pétula. Souvenirs, souvenirs...

Encore plus fort, Sheila. L'ex-petite fille de Français moyens qui se profile à l'horizon du Zénith. Alors là, on se retrouve carrément avec une mémoire en socquettes blanches. « L'école est finie », « le Folklore américain », « Devant le juxe-box »... C'était au temps du yéyé et des surprises-parties, c'était quand on avait quinze ans et de la chansonnette plein la tête.

On était un peu bête, mais c'était chouette, finalement, d'être un peu bête. Sheila l'était aussi, elle le reconnaît volontiers maintenant. Depuis, elle a mûri. Et se prépare, pour la première fois de sa vie, à affronter le public en direct. Ce qui est sacrément culotté. Même si, avouons-le, avoir Sheila entre les oreilles n'est pas forcément jubilatoire.

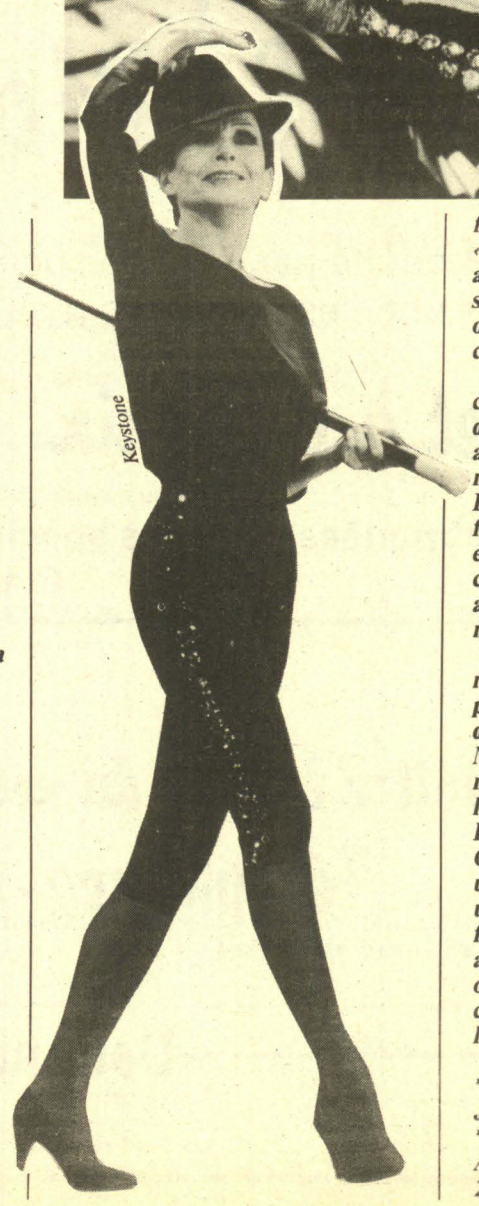
On les avait enterrés, ils reviennent en force. Curieux phénomène. A l'époque, chacun, dans son genre, était une star. Mais on se disait qu'en 1985 ils ne représentaient plus rien. On les traitait de pachydermes. Pourtant, ils bourrent les salles. Certains ont du talent, d'autres un peu moins. Pourtant, ils font un tabac. Alors ? Ils ont des fans fidèles, c'est sûr. Mais il y a autre chose. Il y a que nous aussi, on prend de l'âge. Et qu'un bon coup de nostalgie, ça vaut toutes les cures de jouvence du monde.

M.D.

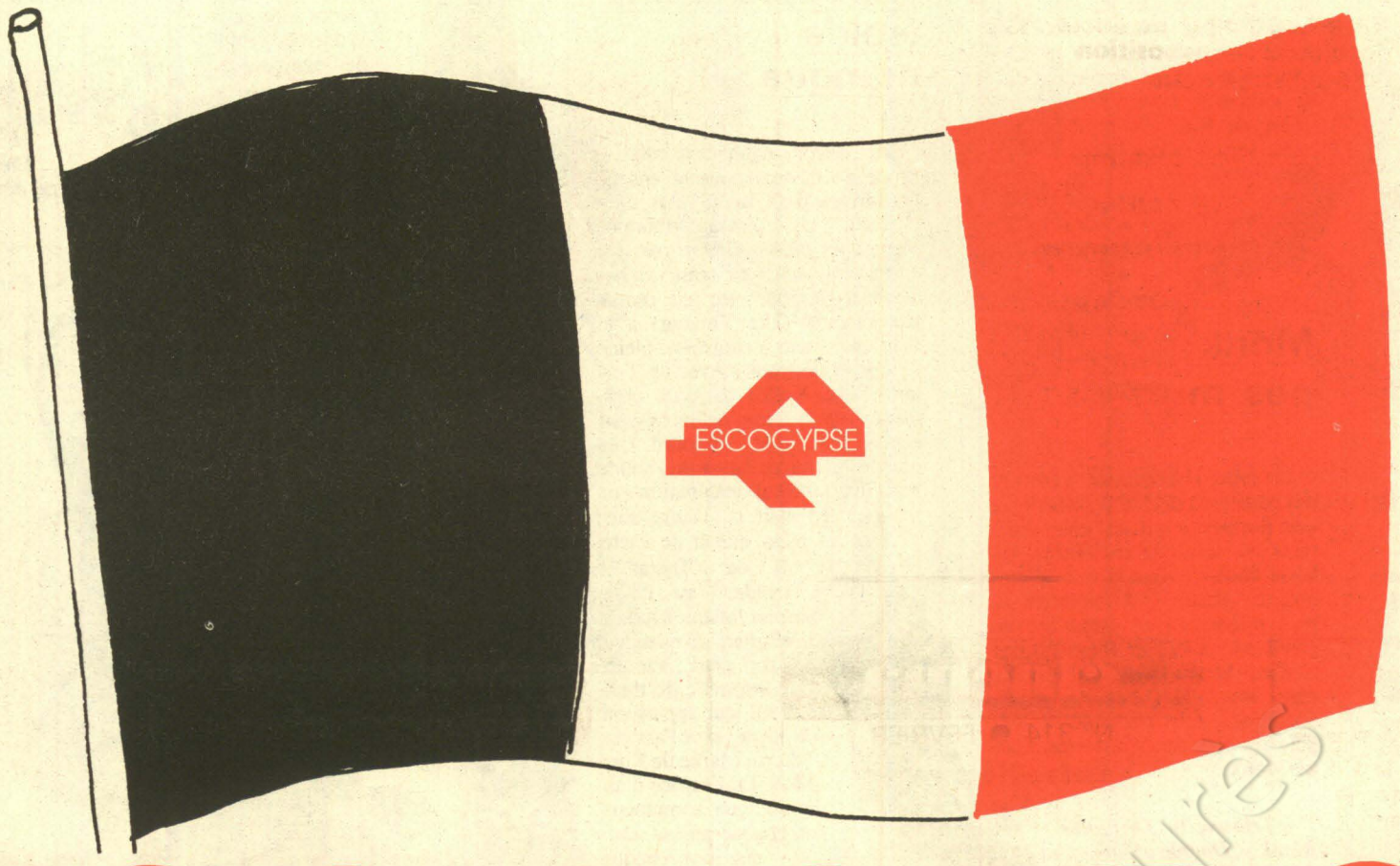
** Gilbert Bécaud – Olympia – Jusqu'au 17 février. 742.52.86.*
** Sheila – Zénith – A partir du 22 février. 245.44.44.*



Gamma



Keystone



ESCOGYPSE

PLAQUES DE PLATRE ENROBÉES DE CARTON

Enfin, une Plaque de Plâtre Française sur le Marché Français...

Produite par la seule société de fabrication à **capitaux 100% Français** dans une des usines les plus modernes d'Europe, sur les bords de l'Escaut.

et à des prix... Plus que compétitifs !

Plaques fabriquées selon les spécifications de la norme NFP 72302 - Norme DIN 18180
Classification au feu M1

Pour connaître le nom du négociant habilité le plus proche de chez vous

Téléphonez-nous au (27) 46.47.39

Vous ne le regretterez pas !

Collection Jean Jaurès

transexel

est un groupement de Sociétés de Service, à la disposition des collectivités pour :

.la création

.la gestion

.l'organisation

.le développement de leurs réseaux de transport de voyageurs.

LA DEFENSE CEDEX 07
TOUR EUROPE - 92080 PARIS
TEL : 778.16.60 TELEX : 610579



LES ENTRETIENS DU JEUDI

De 19 h à 21 h
10, rue de Solferino
75007 PARIS

7 février

Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'Education nationale.
Gérard Fuchs, secrétaire national adjoint aux Etudes.

Ils auront lieu également le 28 février et les 21 et 28 mars.
Les entretiens sont particulièrement ouverts aux nouveaux adhérents et aux sympathisants.

Tout courrier doit être envoyé à « l'Unité », service des petites annonces, 12, cité Malesherbes.

cinéma

N° 314 ● FEVRIER

entretien avec
LARS VON TRIER
(The Element of crime)

●

DOILLON
IOSSELIANI
TERRY GILLIAM

●

entretien avec
MARIE-FRANCE PISIER

●

Brian De Palma
Alan Rudolph

●

et toujours disponible
LE GUIDE DU CINEMA
les 2 volumes : 134 F
(franco de port)
directement à la revue
« CINEMA 85 »
7, rue Cadet, 75009 Paris

NOTRE FAMILLE DE FONDS COMMUNS DE PLACEMENT

UN INVESTISSEMENT SUR MESURE

HERVET OBLIGATIONS FRANÇAISES	placement diversifié en obligations françaises.
HERVET OBLI-CROISSANCE	id. ci-dessus mais sans revenu.
PLACEMENT ASSOCIATIF	placement en obligations françaises pour les organismes à but non lucratif.
HERVET COURT TERME HERVET COURT TERME N° 2	placement en obligations françaises pour l'épargne à court terme des particuliers et des entreprises.
HERVET INVESTISSEMENT	diversifié - croissance.
HERVET PLACEMENT	diversifié - rendement et valorisation.
HERVET 5000	spécialisé en actions françaises MONORY / Compte Épargne Actions.
HERVET TECHNOLOGIES	valeurs technologies tous pays.
HERVET PACIFIQUE	valeurs des pays de la couronne du Pacifique.
HERVET OBLIGATIONS INTERNATIONALES	principalement obligations en devises.

VOTRE GESTIONNAIRE VOUS PROPOSERA UN PANACHAGE DE CES DIFFÉRENTS FONDS ADAPTÉ A VOTRE CAS PERSONNEL

GROUPE HERVET

127, avenue Charles-de-Gaulle 92201 Neuilly-sur-Seine Cedex Tél. : 758.94.02

Bulletin d'abonnement à retourner à l'administration de « l'Unité » 10, rue de Solferino 75007 PARIS

Je soussigné .....

.....

demeurant .....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » et vous adresse la somme correspondante.

★ ***abonnement de six mois (195 F)***

★ ***abonnement d'un an (290 F)***

★ ***abonnement « spécial cantonales » (dix numéros : 60 F)***

☐ par chèque bancaire

☐ par chèque postal

☐ ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 2.342.35. J. Paris

Date Signature

Les abonnés arrivés à échéance sont priés de joindre à leur réabonnement la dernière bande d'envoi du journal.

Rédaction : 12, cité Malesherbes 75009 Paris. Tél. : 878.40.73. Administration : 10, rue Solférino 75007 Paris. Tél. : 550.34.35. Directeur : Claude Estier ; Rédactrice en chef : Nicole Chaillot ; Grand Reporter : Jean-Paul Liégeois ; Rédaction : Jean-Pierre Bedei, Carlos Ferrari-Lopez, Denis Dangaix, Martine Ducousset, Fabian Gastellier, Stephen Gere, Frédérique de Gravelaine, Claude Jadoul, Paul Leduc, Françoise Loriol, Philippe Maquat, Pierre-Yves Poindron. Correspondants à l'étranger : Michel Mathieu (Rome), Jérôme Vaillant (Bonn). Secrétariat de rédaction : Mauricette Duchemin ; Révision : Nadine Berger. Dessins : Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Daullé, Solo, Pym, Forcadell, Bellenger ; Photos : Pascal Lebrun ; Secrétariat : Sylvie Champenois et Colette Tahir ; Publicité : 12, cité Malesherbes. Tél. : 878.40.73. Administration : Barbara Broust-Picaud ; Coordination : Ofres 118, Champs-Elysées, 75008 Paris. Imprimerie : E.T.C. 76190 Yvetot. Société éditrice : S.a.r.l. L'Unité ; Directrice de la publication : Nicole Chaillot ; Cadet Photocomposition, 75009 Paris.

CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

Un des plus grands emprunteurs de France

CNT

Finance les investissements des Télécommunications

20, avenue Rapp - 75341 Paris Cedex 07 - ✆705.94.39

BULL : LES MOYENS DE LA RÉUSSITE

Bull s'est doté des moyens de relever le défi informatique mondial afin d'éviter à la France tous les risques de la dépendance à l'égard des grands constructeurs américains.

LES OBJECTIFS A HORIZON 86

Le Plan d'Entreprise de Bull pour la période 84-86 s'articule autour de trois axes :
1) s'orienter vers les marchés de la micro-informatique et de la bureautique distribuées en mettant à profit les atouts dont le Groupe dispose tant dans les moyens et grands systèmes informatiques que de son expérience dans les réseaux de communications ;
2) consolider et améliorer son adaptation au marché en proposant un ensemble de matériels, de logiciels et de services répondant à l'attente de ses clients et lui permettant une liberté de choix totale ;
3) poursuivre une politique d'alliances et de coopération tant avec des partenaires industriels qu'avec les sociétés de services et d'ingénierie informatique.

LE REDRESSEMENT FINANCIER

En 1983, pour la première fois depuis 1979, l'ensemble des indicateurs financiers du Groupe a amorcé un renversement de tendance vers une situation plus saine.

Ce redressement résulte, d'une part, de l'apport, par l'État devenu actionnaire principal, d'une dotation en capital permettant de commencer à rattraper la sous-capitalisation dont souffrait le Groupe depuis cinq ans.

Il résulte d'autre part, de la progression du chiffre d'affaires (+ 21,3 %), du contrôle rigoureux des frais de fonctionnement, de la maîtrise de l'outil industriel, de l'amélioration de la marge brute et de la réduction des frais financiers.

Ces améliorations ont permis de réduire les pertes de moitié par rapport à 1982 et de confirmer le retour à l'équilibre financier pour 1986.

LES INVESTISSEMENTS

Ce retour à la profitabilité s'effectue sans compromettre l'avenir.

En 1983, les investissements industriels du Groupe se sont élevés à 636 millions de francs, soit une progression de 20 % par rapport à l'année précédente.

Les montants consacrés à la recherche et au développement représentent 1,3 milliard de francs. Par ailleurs, 852 millions de francs ont été consacrés aux investissements en parc locatif et en pièces de rechange.

Pour évaluer l'effort consacré à la préparation de l'avenir, il convient d'ajouter à ces 2,8 milliards d'investissements directs, les dépenses de formation.

Dans une industrie de pointe comme l'informatique, la valeur du personnel est capitale.

En 1983, plus de 5 % de la masse salariale du Groupe ont été réservés à la formation, essentiellement centrée sur l'évolution des métiers et des technologies.

Parallèlement, le Groupe a poursuivi une politique de recrutement de jeunes diplômés et renforcé ses relations avec les établissements d'enseignement spécialisé.

RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

Plus que tout autre secteur, l'informatique nécessite d'anticiper les mutations technologiques pour maintenir un haut niveau de compétitivité des produits et leur adéquation aux besoins des clients.

Bull consacre 11 % de son chiffre d'affaires à la recherche et au développement. 3100 personnes travaillent dans le centre de recherche du Groupe et les six centres d'études spécialisés par secteurs de produits.

Les travaux du centre de recherche sont orientés autour de cinq axes principaux :
— circuits à haut degré d'intégration ;
— magnétisme ;
— architecture de réseaux ;
— génie logiciel ;
— intelligence artificielle.

Ces travaux, associés à ceux des centres d'études et de développement des divisions produits, et aux échanges avec les partenaires français et internationaux du Groupe, préparent les produits de la prochaine génération En 1983, Bull a crée avec ICL et Siemens un centre européen de recherches avancées.

LES NOUVELLES TECHNOLOGIES

Au cours de ses cinquante années d'histoire, Bull a réalisé plusieurs innovations technologiques majeures.

Tout récemment, Bull a pris la tête de deux nouveautés importantes. La carte à mémoire CP8 dont les utilisations au-delà du domaine bancaire, ouvre de multiples perspectives d'application.

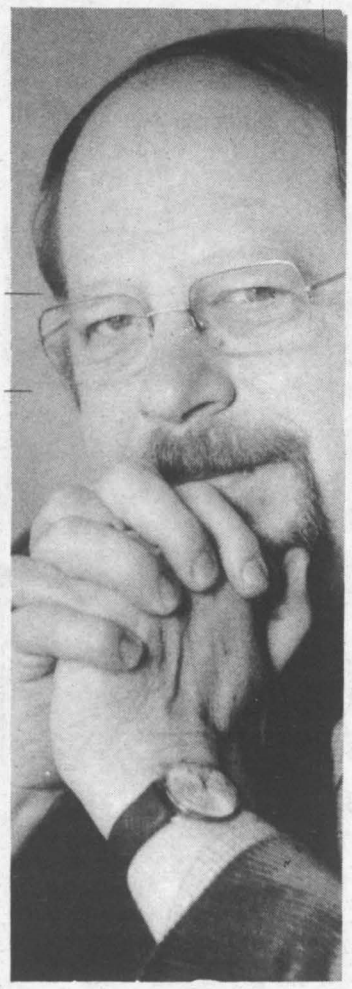
L'imprimante magnétographique de conception entièrement française connue sous le nom de « Mathilde » connaît déjà un vif intérêt commercial au plan international, grâce à son avance technologique.

BULL EN 1983

- CHIFFRE D'AFFAIRES : 11,6 milliards (+ 21,3 %)
- MARCHÉS INTERNATIONAUX : 38 %
- 6 CENTRES INDUSTRIELS EMPLOYANT 6600 PERSONNES
- 1 CENTRE DE RECHERCHE 6 CENTRES D'ÉTUDE ET DE DÉVELOPPEMENT EMPLOYANT 3100 PERSONNES.



La chronique littéraire de Claude Glayman



● ***Pierre Drachline : « le Crime de Pantin » — Denoël.***
● ***Gisèle Tichané : « Coupable à tout prix : l'affaire Luc Tangorre » ; Editions de la Découverte — Postface de Pierre Vidal-Naquet.***

L'IDEOLOGIE sécuritaire ne date pas d'aujourd'hui. A considérer l'histoire politico-sociale de la France, depuis 1848 par exemple, on observe des manifestations de cette idéologie presque toujours lorsque le consensus politique est mis en cause à l'échelon national. Le crime, lui, hélas, est permanent, mais il n'y a guère de rapport entre ses moments de recrudescence et l'expression des psychoses collectives et politiques qu'on appelle précisément idéologie sécuritaire. Que, pour une raison ou une autre, un pouvoir éprouve le besoin de resserrer les rangs et il trouve dans un crime odieux, plus que dans une vague criminelle, l'occasion d'invoquer le salut de la société, en exploitant spectaculairement la répression qui s'ensuit.

A l'automne 1869, l'empire de Napoléon III est sérieusement menacé. La formule de gouvernement dite « libérale » n'a pas assuré les résultats escomptés, les révoltes ouvrières se multiplient, la fraction la plus autoritaire du personnel politique réclame ce qu'il croit être la seule vertu, celle du bâton ; les relations avec la Prusse s'enveniment, etc. Bref, des lézardes menacent chaque jour un peu plus l'édifice. Est-ce pour ces raisons que l'odieux crime de la plaine des Vertus est perpétré à Pantin, non bien sûr, et il serait ridicule d'avancer une telle idée ! Mais, en revanche, l'idée que l'exploitation de ce qui deviendra la célèbre affaire Troppman ait pu apparaître comme une réplique opportune, en tout cas provisoirement, devant la dégradation de la situation, voilà qui semble moins absurbe.

On sent bien d'ailleurs que la société sécrète d'elle-même le fantasme du crime et de sa punition comme facteur d'unité et d'équilibre, tandis que le pouvoir en place sait au mieux en orienter les effets et en tirer les bénéfices. Le consensus naît même d'abord de cette double origine. Pierre Drachline, s'il est parfois un peu trop systématique et pas toujours assez probant, a beau jeu de rappeler les grandes affaires mythiques de l'histoire de France, tout au long des siècles, depuis Gilles de Rais au XVe siècle, Mandrin sous Louis-Philippe ou les cas Mesrine et Boulin sous la Ve République...

Lorsque, un beau jour de septembre 1869, le paysan Langlois, en bêchant son champ, découvre un charnier de six cadavres, une femme de condition aisée et ceux qui paraissent être ses cinq enfants, il ignore qu'il met en mouvement une affaire, atroce certes, mais qu'on fera durer presque cinq mois, sans compter ses retentissements plus lointains. Les victimes appartiennent à la famille Jean Kinck, Alsacien d'origine modeste, qui s'est enrichi, et qui, domicilié à Roubaix, s'apprêtait à s'installer dans sa région natale. Très vite, le scandale prend de l'ampleur. A Pantin, la foule visite le champ de Langlois comme s'il s'agissait d'un sanctuaire, ce nouveau « boulevard du crime » voit défiler plusieurs centaines de milliers de badauds.

Pierre Drachline parle d'un scandale de diversion. Pendant ce temps, au Havre, alors qu'il cherchait à gagner la lointaine Amérique, un jeune homme de 20 ans fausse compagnie à un gendarme, au moment où ce dernier l'appréhendait, et tente de se suicider en se noyant. Le gendarme s'appelle Ferrand, tandis que Hauguel est le nom du calfat qui sauve Jean-Baptiste Troppman des eaux. Voici Ferrand et Hauguel promus gloires nationales en un rien de temps. On voit en eux comment le peuple excelle à aider la justice. Quant à Troppman, trouvé porteur de papiers au nom de Kinck, il avoue très vite les meurtres de Pantin, non sans désigner Jean Kinck et son fils aîné, Gustave, comme complices. Le chef de la sécurité, un certain M. Claude, célèbre en son temps et qui laissera des Mémoires, est chargé de l'affaire. Troppman, accompagné par les cris de la foule, est ramené à Paris, confronté à ses victimes dans les locaux de la morgue, puis écroué à la prison de Mazas de sinistre réputation.

Le processus du lynchage psychologique est alors enclenché. Au plan judiciaire d'abord avec une question préalable, Troppman a-t-il des complices, le père et le fils Kinck étant exclus, car ils ont été eux aussi assassinés. La découverte de leurs cadavres sera même à la source de bien des rebondissements, dont certains carrément marqués par une hystérie macabre. On ne saura jamais le fin mot de l'énigme, puisque Troppman, après plusieurs dépositions contradictoires, affirme avoir aidé trois complices dont il se refusera toujours à délivrer les noms. Malgré une intervention ultime de l'impératrice et une démarche in extremis d'un témoin de la défense, le mutisme de l'inculpé demeurera total.

Pierre Drachline penche ouvertement pour l'hypothèse des trois complices, ne serait-ce qu'au nom de l'impossibilité matérielle de tuer, sans concours, une femme et ses cinq enfants, fussent-ils en bas âge ! Dans ses Mémoires, M. Claude marque également un doute sur ce point. Quant au président de la cour d'assises qui juge et condamne Troppman, il dénonce dans ces allégations une mesure de diversion. L'avocat de Troppman, un certain Lachaud, illustre en son temps, préfère plaider la folie de son client plutôt que de poursuivre lui-même l'enquête sur ses indications. C'est qu'entretemps Troppman, homme intelligent, blessé par l'échec matériel de sa famille qu'il désire venger dans une ambition sans rapport, dit-on, avec sa condition, est devenu la victime expiatoire d'une société proche de la convulsion.

Evoquant cette affaire, Gustave Flaubert parle d'une « crise d'épilepsie », Drachline y voit un signe annonciateur de la Commune. Les funérailles nationales des victimes à Tourcoing, la publicité accordée au déroulement du procès, le rôle d'une presse qui atteint des tirages miraculeux en vendant du Troppman, le spectacle « populaire » de l'exécution, à laquelle assiste, fasciné, le grand écrivain russe Tourgueniev, et d'immédiates retombées parlementaires, tout démontre que l'affaire Troppman avait pris des propositions n'ayant qu'un lointain rapport avec la manifestation de la vérité et l'exercice de la justice. Quelques mois plus tard, l'empire s'effondre de la manière que l'on sait, et le scandale est oublié.

L'important pour nous aujourd'hui consiste à bien voir que si le coupable ne l'était peut-être qu'à moitié, alors qu'on l'a désigné seul, c'est que les garanties étaient alors insuffisantes, et que cette précarité facilitait d'autant l'opération psychologique greffée sur le crime.

De nos jours, la situation du droit a heureusement changé, du moins dans un pays comme la France. Sommes-nous pour autant à l'abri de toute erreur judiciaire ? Il semble que non, si on en croit le livre récent de Gisèle Tichané consacré à ce que la presse appelle désormais l'affaire Luc Tangorre (voir, par exemple, l'article de Bernard Cuau dans « le Monde » du 15 décembre 1984). Accusé de viols commis à Marseille de 1979 à 1981, Luc Tangorre a été condamné en assises à 15 ans de réclusion criminelle (mai 1983), jugement confirmé par la Cour de cassation. Cependant, un mémoire en révision a été déposé par maître Jean-Denis Bredin, en août 1984. Un comité de défense a été constitué. Le livre « Coupable à tout prix » fait en effet la démonstration de l'innocence de Luc Tangorre, en réfutant, un à un, tous les arguments de l'accusation.

Dans sa postface, Pierre Vidal-Naquet affirme cette innocence au nom de l'absence de preuves matérielles, de l'inexistence d'aveux de la part de Luc Tangorre, de la présence d'alibis même si ceux-ci émanent de proches. En vérité, Luc Tangorre a été condamné, parce que des victimes déclarent l'avoir reconnu, mais, comme le note Pierre Vidal-Naquet, « aujourd'hui l'erreur ressemble à la vérité » et quand un condamné clame sa non-culpabilité, doit-on s'en tenir à la loi, fût-elle sacrée, de l'autorité de la chose jugée ! La révision est une procédure qui existe, la justice n'en est pas moins crédible pour autant, au contraire ! Encore faut-il que l'institution ne se raidisse pas devant ce qui n'est que la preuve de la faillibilité humaine.

Au temps de Troppman, toute révision était impossible, aujourd'hui les réformes ont fait admettre la notion de relativité. La révision du jugement Tangorre est en route. Le garde des Sceaux lui est favorable. On verra ce qu'il en est car, au bout du compte, il n'existe qu'une vérité, celle de la culpabilité ou celle de l'innocence.

LISEZ AUSSI :

★ ***Didier Decoin : « Béatrice en enfer » — Lieu Commun.***
Béatrice Saubin, une Française, a été condamnée en Malaisie pour trafic de drogue, d'abord à mort puis à la réclusion perpétuelle. Le romancier Didier Decoin, qui a mené l'enquête pendant plusieurs mois, estime que Béatrice est innocente. Comme Gisèle Tichané pour Luc Tangorre, Didier Decoin raconte, fait vivre et démontre. De ces livres, des hommes et des femmes attendent la liberté.

★ ***Penny Lernoux : « Amérique S.a » Denoël/Rupert Cornwell : « le Banquier du Vatican » — Plon.***
Deux journalistes américains montrent les dessous, souvent crapuleux, de la banque internationale, dont l'affaire Roberto Calvi de la Banque Ambrosiano de Milan et de la Banque du Vatican, constitue l'illustration la plus retentissante au cours de la dernière période. Comment l'argent abstrait mène au crime concret ? Deux dossiers accablants à ne pas manquer.

★ ***Claire Sterling : « le Temps des assassins » — Mazarine.***
La « filière bulgare » Dans la tentative d'attentat contre Jean-Paul II. Ou quand la C.i.a. et l'Est sont d'accord pour taire une vérité pas toujours bonne a dire...

★ ***Revue : « le Genre humain » n°11 : « la Société face au racisme » — Editions Complexe.***
Avec des articles de A. Jacquard, J. Kristeva, S. Moscovici, J.-P. Pontalis, M. Sperber, etc. Un panorama mondial et très ingénieux du racisme, de ses effets, de ses mécanismes. Au nom du racisme on tue, on juge, on exclut. La justice suppose la fin de tout racisme.

★ ***Ministère de la Justice : « Guide pratique de la justice » — « Petit dictionnaire de la justice » — « Guide des droits des victimes » — 3 vol. Gallimard.***
Si la justice est un maquis, ces trois guides permettent de mieux s'y retrouver. La pratique au service du justiciable.

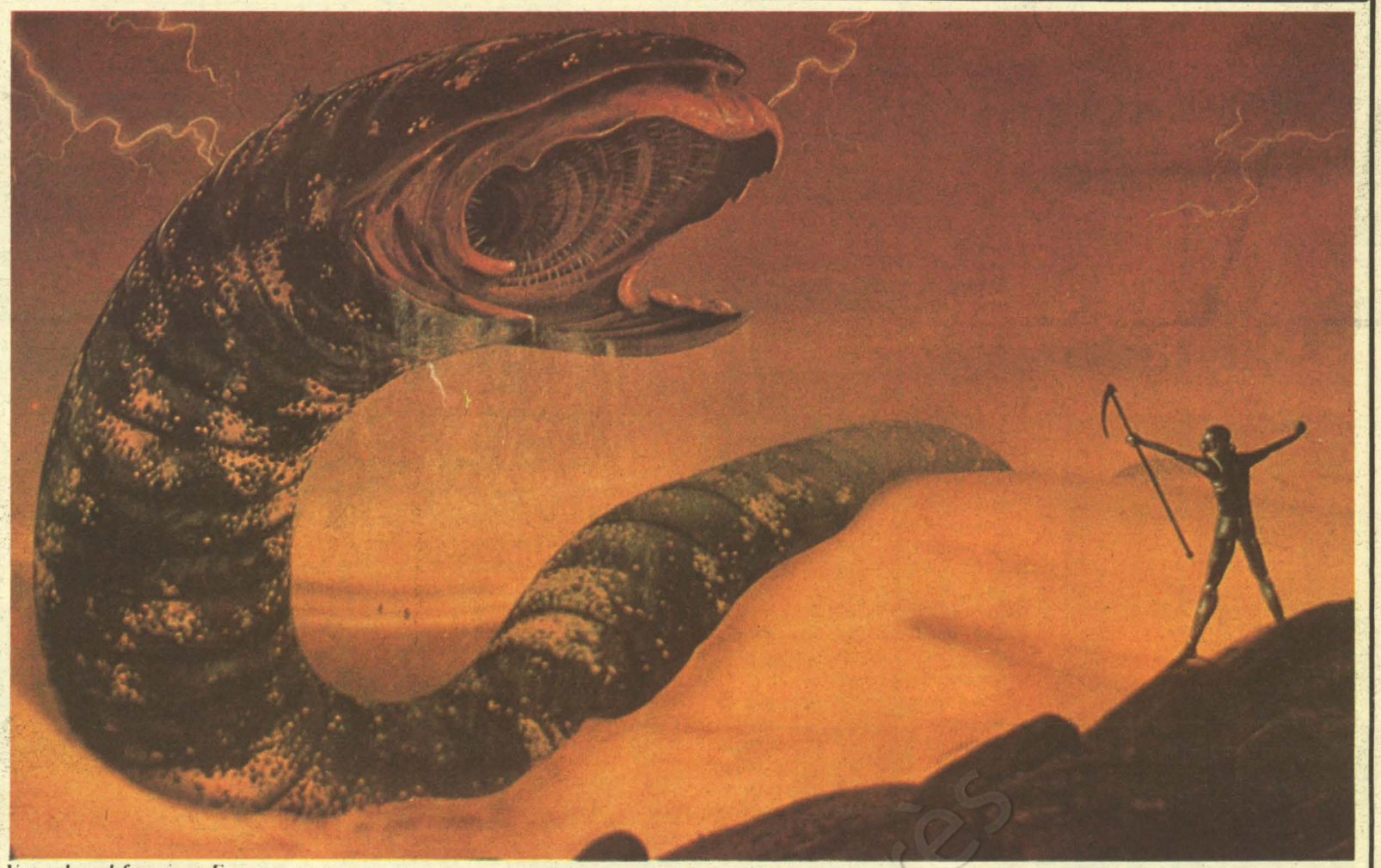
★ ***« Guide mondial des droits de l'homme 1985 » — Buchet-Chastel.***
Excellente initiative que ce guide ! Chaque pays est confronté à un questionnaire de 50 points permettant de mesurer son degré de liberté et de respect des droits de l'homme. Pour la France, le coefficient est de 91 %, 96 % pour le Danemark, 33 % pour la Roumanie, 49 % pour les Philippines, 37 % pour le Chili, 30 % à Cuba, 32 % en Afrique du Sud, 60 % en Algérie, etc.



QUAND LE CRIME PAIE



Incarnation du mal, la créature du « baron ».



Ver colossal face à un Fremen.

AUTANT EN EMPORTE LE SABLE...



Les « révérendes-mères », ou Bene Gesserit.

Le Shakespeare de la science-fiction n'a pas trouvé son Lawrence Olivier. «Dune» est certes un beau film de divertissement, mais terriblement réducteur à côté de la démesure «moirée» de la saga fondatrice et littéraire.

PAR FREDERIQUE DE GRAVELAINE

L'ATTENTE aiguise les sens et l'appétit, dit-on... Il a fallu dix ans pour que le roman-phare de la science-fiction trouve son existence au cinéma. On le savait, c'était impossible. Mais on le désirait quand même : contradiction bien dans l'esprit de cette œuvre considérable, « Dune ».

« Dune ». Heureux ceux qui ne l'ont pas encore lu. Les autres, à l'évocation du mot, rêvent déjà, Un mot plein d'images, de sang, de sable brûlant, de discours et de plans pervers. Un mot plein de détresses et de tragédie, d'allégresse aussi au souvenir du bonheur qu'il vous a donné. « Dune » a révolutionné la science-fiction. Saga fondatrice, comparable peut-être à « Don Quichotte », cet autre monument littéraire, ou à l'œuvre de Shakespeare : tant de démesure, de nuances dans les personnages, tant d'imagination débordante. Après « Dune », la science-fiction n'a plus été tout à fait la même.

Le film aurait pu marquer le même point de rupture. Son réalisateur, David Lynch, en avait peut-être l'étoffe. Mais si le livre est un chef-d'œuvre, il ne donne à l'écran qu'un beau film de divertissement.

Un demi-échec, qui se comprend aisément lorsqu'on saisit que la force de l'œuvre de Frank Herbert réside dans la complexité de son style fait de baroque et d'incidentes, de son écriture « moirée », pour reprendre la formule de Gérard Klein dans sa préface à une anthologie de nouvelles (Presses Pocket). Les fils du récit s'entrecroisent, ses phrases se répondent à deux cents pages de distance. Le thème omniprésent du leurre, de l'illusion, de la tromperie participe à cet effet de moire. Grâce à une écriture dense jusqu'à l'opacité, chargée de références, qui donne sans trêve naissance à de nouvelles zones d'obscurité, le lecteur est fasciné, emporté dans un tourbillon d'étrangeté qui parvient à lui faire *croire* à la réalité de cet autre monde.

Lynch réussit lorsqu'il crée une fascination de l'horreur, dans le droit-fil de ses deux premiers films, « Eraserhead » et « Elephant man ». Il passe à côté lorsqu'il parle du désert et de son pouvoir dans des images trop littérales pour étonner. Il rate complètement lorsqu'il réduit les prouesses de Muad'Dib à une magie non crédible pour des esprits rationnels. Erreur que ne commet jamais Herbert.

La saga évite l'écueil du mysticisme, malgré ce que le film peut faire croire. Elle parle de la religion, de ses projets et de ses prophètes, en en démontant les ficelles. Elle décrit l'instrument d'opression. Sans jamais nier pourtant la présence et la réalité du sacré. Un langage qui nous touche d'autant plus que les tentations irrationnelles obscurcissent notre époque et que nous pourrions, en les rejetant, oublier que l'approche du sacré reste une voie de la connaissance sans laquelle les êtres humains perdent leur humanité.

Si Herbert suggère une solution à l'énigme, c'est en parlant d'éthique, thème omniprésent dans son œuvre. Ethique en politique conçue comme essentielle à la survie. Ethique qui caractérise la lignée des Atréides : même lorsque l'exercice du pouvoir tente de la pervertir, la morale reste leur ardente obligation et leur évite l'échec complet.

Le pouvoir corrompt, annonce « Dune ». Le pouvoir absolu corrompt absolument, attend-on du « Messie ». Mais le pouvoir se corrompt, laisse entendre Herbert, en décrivant avec minutie l'histoire d'un échec. Le pouvoir est un leurre. « Des plans dans des plans dans des plans. Participons-nous au plan de quelqu'un d'autre, en ce moment ? »

« Dune » s'interroge sur les rapports de forces, sur la justification des choix politiques, sur les relations entre le court et le long terme, le très long terme même, à l'échelle de la vie de l'Empereur-dieu : plus de trois mille cinq cents ans. Ce qui donne un poids extraordinaire à ses héros.

Probablement aucune œuvre littéraire avant la saga n'a exploré avec autant d'acuité le mythe du héros. Avant « Dune », le héros de science-fiction se limitait à deux types : l'homme pur et dur porteur de tous les symboles du « bien », l'homme parfait à la Van Voght, invincible grâce à ses pouvoirs. Le héros littéraire, à la P. K. Dick, est lui un homme moyen, aux prises avec les démons de son inconscient. Herbert ne se contente pas de ces deux archétypes exclusivement masculins. Ses héros, des deux sexes, participent évidemment des deux images. Ils jouissent d'une maîtrise d'eux-mêmes hors du commun grâce à l'enseignement Bene Gesserit, une éducation qui dompte les corps et les énergies et de pouvoirs de prescience fabuleux.

Mais leur personnalité est riche, d'une folle complexité ; ils mènent des combat intérieurs extrêmement violents, déchirés entre des devoirs et des désirs contradictoires.

Le héros herbertien est fait de chair et d'amour. Aux prises avec un destin qui le dépasse, il cesse progressivement de personnifier le bien dans sa lutte contre le mal ; il devient le siège de ce combat immémorial, ce qui dépasse de très loin les contes initiatiques traditionnels.

Les personnages de la saga cultivent à l'extrême la contradiction et le doute. Tous vivent sur un fil de rasoir, oscillant entre un suprême libre arbitre et l'obéissance à des destins tracés. Tous, même les femmes. Et ce n'est pas là la moindre originalité d'Herbert : avoir donné aux rôles féminins autant de poids et de complexité, autant de pouvoirs, autant de pureté et de noirceurs qu'aux rôles masculins.

Dune est une planète : pour la première fois, aussi, voilà un personnage à part entière. Idée qu'Herbert poussera jusqu'à connoter, dans « l'Etoile et le fouet », les amours d'une planète et d'un humain. Dune, désert aride et producteur de la plus grande richesse de l'univers, l'épice de longévité et de prescience. Dune, à l'équilibre écologique si fragile, théâtre de cycles biologiques d'une grande finesse ; Dune, dont l'âme redoutable forge l'âme d'un peuple féroce, les Fremens, « hommes libres » soumis à une discipline de fer, superstitieux et simples. Lointains héritiers de Mahomet, ils rêvent de transformer leur planète, d'y apprivoiser l'eau, d'y créer un paradis.

C'est ce rêve que personnifiera Paul, le messie, qui les transformera en puissance guerrière, qui formera les hordes du Jihad balayant l'univers. Et c'est aussi ce rêve qui les acculera à la négation de ce qu'ils sont, qui les dépouillera de leur invincibilité jusqu'à devenir des « Fremen de musée ».

En créant « Dune », Herbert déploie une cosmologie où se mêlent son savoir jungien de psychanalyste — métier qu'il a exercé —, sa science de l'écologie, « la compréhension des conséquences » et une vision de l'univers où l'accidentel, la coïncidence nous cachent les véritables chaînes causales. Dans sa philosophie, « toujours, la condition humaine affronte une belle toile vide » et le désir des hommes ne se satisfait qu'en se dissolvant. Cela, quels que soient leurs pouvoirs : même les héros surhumains, demi-dieux de la saga, n'échappent pas à cette angoise et à cette impuissance. Ce qui les rend redoutables, perfectionnistes et désespérés.

Pour de tels rôles, il fallait des comédiens hors pair. Kyle McLachlan a sans doute intellectuellement l'étoffe de Paul. Cela se voit, parfois, lorsqu'il réussit à faire oublier que ni son allure ni sa présence physique ne sont à l'image du héros. « Il est plein d'eau », dirait de lui avec mépris n'importe quel Fremen. « Dune » avait besoin d'un acteur sec et charismatique, hélas celui-là ne l'est pas. Et le film, en perdant son héros, perd toute chance d'atteindre la magie. Malgré la beauté de ses images, malgré ses scènes d'horreur et sa noirceur, le film de David Lynch se remet mal de cet affadissement.

Reste l'aventure initiatique, propre à tout conte, qui se pare ici d'un souffle épique. Grâce à un travail réellement remarquable sur les décors et les costumes dont Herbert lui-même a reconnu la justesse. Parce que l'esprit de son livre a trouvé là sa concrétisation. Sans conteste. ●

---

* *« Dune », « le Messie de Dune », « les Enfants de Dune » « l'Empereur-dieu de Dune » (Ed. Robert Laffont). Un cinquième épisode vient de sortir aux Etats-Unis et Frank Herbert écrit le sixième.*

* *« Dune » de David Lynch, avec K. McLachlan, K. McMillan, F. Annis, J. Ferreur, M. Von Sydow, S. Mangano...*

Diffusion N.m.p.p. - Commission paritaire n° 52325